

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 877

[C - 2009/31120]

5 MARS 2009. — Ordonnance relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués (1)

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Objectif

Art. 2. La présente ordonnance vise à prévenir l'apparition de la pollution du sol, à identifier les sources potentielles de pollution, à organiser les études du sol permettant d'établir l'existence d'une pollution et à déterminer les modalités de l'assainissement des sols pollués ou de leur gestion et ce, en vue de garantir la suppression, le contrôle, l'endiguement ou la réduction de la pollution du sol.

Elle vise également à organiser l'accès aux informations relatives à la pollution des sols.

La présente ordonnance s'applique sans préjudice d'autres législations plus strictes régissant ces matières.

Définitions

Art. 3. Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

1° sol : la partie fixe de la terre, y compris les eaux souterraines et les autres éléments et organismes qui y sont présents;

2° pollution du sol : toute contamination du sol qui est préjudiciable ou risque d'être préjudiciable, directement ou indirectement, à la santé humaine ou à l'état écologique, chimique ou quantitatif, ou au potentiel écologique du sol et des masses d'eau, du fait de l'introduction directe ou indirecte en surface ou dans le sol de substances, préparations, organismes ou microorganismes;

3° activité à risque : installation classée identifiée comme susceptible de causer une pollution du sol; le gouvernement arrête la liste des activités à risque;

4° exploitant : toute personne exploitant une installation classée telle que visée par l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, ou pour le compte de laquelle une telle installation est exploitée;

5° Institut : l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement;

6° le fonctionnaire délégué : le fonctionnaire délégué visé à l'article 5 du COBAT;

7° terrain : le sol et/ou les constructions et installations érigées directement sur ou dans le sol, délimité par une parcelle, une partie de parcelle ou plusieurs parcelles; le gouvernement peut exclure certaines constructions et installations;

8° parcelle : parcelle cadastrale ou, à défaut de référence cadastrale, zone délimitée par tout autre identifiant déterminé par l'Institut;

9° site : le sol délimité par l'ensemble des parcelles visées par un permis d'environnement;

10° normes d'intervention : concentrations en polluants du sol et de l'eau souterraine, établies par classe de sensibilité, au-delà desquelles les risques pour la santé humaine et/ou pour l'environnement sont considérés comme non négligeables et un traitement de la pollution est requis;

11° normes d'assainissement : concentrations en polluants du sol et de l'eau souterraine sous lesquelles les risques pour la santé humaine et pour l'environnement sont considérés comme nuls, et qui permettent au sol de remplir toutes ses fonctions;

12° classe de sensibilité : regroupement de zones définies par les plans d'affectation du sol sur la base d'une sensibilité équivalente aux risques pour la santé humaine et pour l'environnement;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 877

[C - 2009/31120]

5 MAART 2009. — Ordonnantie betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems (1)

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Doel

Art. 2. Deze ordonnantie wil het ontstaan van bodemverontreiniging voorkomen, de potentiële bronnen van verontreiniging identificeren, de bodemonderzoeken voor het vaststellen van het bestaan van een verontreiniging regelen en de modaliteiten bepalen voor de sanering of het beheer van de verontreinigde bodems, teneinde de bodemverontreiniging te doen verdwijnen, te controleren, in te dijken of te beperken.

Ze wil tevens de toegang tot informatie over bodemverontreiniging regelen.

Deze ordonnantie doet geen afbreuk aan andere, strengere wetgevingen die deze materie regelen.

Begripsomschrijvingen

Art. 3. Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder :

1° bodem : vast gedeelte van de grond, met inbegrip van grondwater en overige aanwezige elementen en organismen;

2° bodemverontreiniging : elke bodemaantasting die rechtstreeks of onrechtstreeks schadelijk is of schadelijk kan zijn voor de volksgezondheid of de ecologische, chemische of kwantitatieve toestand of het ecologische potentieel van de bodem en de watermassa's, doordat er rechtstreeks of onrechtstreeks stoffen, preparaten, organismen of microorganismen zijn aangebracht aan de oppervlakte of zijn binnengedrongen in de bodem;

3° risicoactiviteit : de uitbating van een ingedeelde inrichting, geïdentificeerd als mogelijke bron van bodemverontreiniging; de Regering legt een lijst van de risicoactiviteiten vast;

4° exploitant : iedere persoon die een ingedeelde inrichting overeenkomstig de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen uitbaat of voor wiens rekening een dergelijke inrichting wordt uitgebaat;

5° instituut : het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

6° gemachtigde ambtenaar : de gemachtigde ambtenaar bedoeld in artikel 5 van het BWRO;

7° terrein : de bodem en/of de constructies en inrichtingen die rechtstreeks op of in de bodem zijn opgericht, begrensd door een perceel, een deel van een perceel of verschillende percelen; de Regering kan bepaalde constructies en inrichtingen uitsluiten;

8° perceel : kadastraal perceel of, bij ontstentenis van een kadastrale referentie, zone afgebakend door elke andere door het Instituut bepaalde identificerende eenheid;

9° site : de bodem begrensd door het geheel van de kadastrale percelen die vallen onder een milieuvergunning;

10° interventienormen : concentraties van verontreinigende stoffen in de bodem en in het grondwater, vastgelegd per kwetsbaarheidszone, waarboven de risico's voor de volksgezondheid en/of het milieu als niet te verwaarlozen beschouwd worden en een behandeling van de verontreiniging vereist is;

11° saneringsnormen : concentraties van verontreinigende stoffen in de bodem en in het grondwater, waaronder de risico's voor de volksgezondheid en het milieu als nihil beschouwd worden en de bodem al zijn functies kan vervullen;

12° kwetsbaarheidszone : groepering van de zones die zijn afgebakend in de bodembestemmingsplannen, op basis van een gelijkwaardige gevoeligheid voor de risico's voor de volksgezondheid en het milieu;

13° valeurs de risque : concentrations en polluants du sol et de l'eau souterraine, calculées par une étude de risque, au-delà desquelles les risques pour la santé humaine et/ ou pour l'environnement sont considérés comme non tolérables et une gestion du risque est requise;

14° inventaire de l'état du sol : registre des données disponibles à l'Institut relatives à la pollution des sols;

15° catégorie de l'état du sol : regroupement de parcelles au sein de l'inventaire de l'état du sol, réparties comme suit :

— catégorie 0 : parcelles potentiellement polluées, c'est-à-dire pour lesquelles il existe une présomption de pollution du sol, y compris les parcelles sur lesquelles s'exerce une activité à risque;

— catégorie 1 : parcelles respectant les normes d'assainissement;

— catégorie 2 : parcelles respectant les normes d'intervention, mais pas les normes d'assainissement;

— catégorie 3 : parcelles ne respectant pas les normes d'intervention et pour lesquelles les risques sont ou ont été rendus tolérables;

— catégorie 4 : parcelles ne respectant pas les normes d'intervention et à traiter ou en cours de traitement, c'est-à-dire en étude, en cours de travaux d'assainissement ou de mise en œuvre de mesures de gestion du risque;

16° pollution unique : pollution du sol, identifiable distinctement, générée par un exploitant, par un titulaire de droits réels sur le terrain concerné ou, si la pollution a été engendrée après le 20 janvier 2005, par une personne clairement identifiée;

17° pollution mélangée : pollution du sol générée par plusieurs personnes dans des proportions non identifiables distinctement, dont un exploitant, un titulaire de droits réels sur le terrain concerné ou, si la pollution a été engendrée après le 20 janvier 2005, une personne clairement identifiée;

18° pollution orpheline : pollution du sol n'entrant pas dans le champ des définitions visées aux points 16° et 17°;

19° pollution du sol générée par une personne : pollution du sol pour laquelle un lien objectif de causalité peut être établi avec une ou des activités de cette personne ou un ou plusieurs événements dont cette personne est l'auteur, à l'exclusion de contaminant en proportion marginale;

20° traitement de la pollution : la réalisation, conformément à la présente ordonnance, d'une étude détaillée et, soit la réalisation d'une étude de risque et éventuellement la réalisation d'un projet de gestion du risque et la mise en œuvre de mesures de gestion du risque, soit la réalisation d'un projet d'assainissement et l'exécution de travaux d'assainissement;

21° gestion du risque : traitement de la pollution du sol visant à évaluer les risques pour la santé humaine et l'environnement et à les maintenir ou à les rendre tolérables;

22° assainissement : traitement de la pollution du sol visant à atteindre les normes d'assainissement ou à éliminer l'accroissement de pollution;

23° mesure de sécurité : mesure temporaire visant à protéger la santé humaine et l'environnement dans l'attente du traitement d'une pollution du sol, y compris des mesures de restriction d'usage, de surveillance et d'endiguement de la pollution;

24° mesure de suivi : mesure visant à contrôler et, le cas échéant, à maintenir le caractère tolérable des risques pour la santé humaine et pour l'environnement engendrés par une pollution du sol, y compris des mesures de restriction d'usage et de surveillance de la pollution;

25° accroissement de pollution : augmentation de la teneur en polluants du sol engendrée après le 20 janvier 2005, détectée par comparaison avec les résultats d'une étude du sol approuvée, déclarée ou réputée conforme par l'Institut, à l'exclusion des augmentations de teneurs en polluants du sol engendrées par une dissémination de pollution depuis une parcelle voisine ou un relargage de polluants déjà présents dans le sol lors de la première étude du sol;

26° évaluation finale : rapport final réalisé par un expert en pollution du sol à l'issue de la mise en œuvre des mesures de gestion du risque ou à l'issue de l'exécution des travaux d'assainissement;

27° meilleures techniques disponibles : les meilleures solutions techniques d'assainissement disponibles mises en pratique avec succès et dont le coût n'est pas déraisonnable par rapport au résultat atteint pour la protection de la santé humaine et de l'environnement; le

13° risicowaarde : concentratie van verontreinigende stoffen in de bodem en in het grondwater, berekend via een risico-onderzoek, waarboven de risico's voor de volksgezondheid en/of het milieu als niet toelaatbaar beschouwd worden en risicobeheer vereist is;

14° inventaris van de bodemtoestand : register van de het Instituut beschikbare gegevens over bodemverontreiniging;

15° bodemtoestandcategorie : onderverdeling van de percelen in de inventaris van de bodemtoestand :

— categorie 0 : mogelijk verontreinigde percelen, d.w.z. percelen waarvoor een vermoeden van bodemverontreiniging bestaat, met inbegrip van de percelen waarop een risicoactiviteit wordt uitgeoefend;

— categorie 1 : percelen die voldoen aan de saneringsnormen;

— categorie 2 : percelen die voldoen aan de interventienormen, maar niet aan de saneringsnormen;

— categorie 3 : percelen die niet voldoen aan de interventienormen en die onder risicobeheer zijn gesteld, d.w.z. percelen waarvan de risico's aanvaardbaar zijn of aanvaardbaar zijn gemaakt;

— categorie 4 : percelen die niet voldoen aan de interventienormen en die behandeld moeten worden of in behandeling zijn, d.w.z. percelen die worden onderzocht, waarvoor saneringswerken worden uitgevoerd of waarvoor risicobeheersmaatregelen uitgevoerd worden;

16° eenmalige verontreiniging : apart identificeerbare bodemverontreiniging, veroorzaakt door een exploitant, een houder van zakelijke rechten op het betreffende terrein of, indien de verontreiniging is veroorzaakt na 20 januari 2005, door een eenduidig geïdentificeerde persoon;

17° gemengde verontreiniging : bodemverontreiniging veroorzaakt door verschillende personen in niet afzonderlijke identificeerbare properties, onder wie een exploitant, een houder van zakelijke rechten op het betreffende terrein; of, indien de verontreiniging is veroorzaakt na 20 januari 2005, een eenduidig geïdentificeerde persoon;

18° weesverontreiniging : bodemverontreiniging die niet valt onder de toepassing van de definities bedoeld in punten 16° en 17°;

19° bodemverontreiniging veroorzaakt door één persoon : bodemverontreiniging waarvoor een objectief oorzakelijk verband kan worden aangetoond met één of meer activiteiten van deze persoon of een of meer gebeurtenissen die deze persoon heeft veroorzaakt, met uitzondering van marginale verontreiniging;

20° behandeling van de bodemverontreiniging : de uitvoering van een gedetailleerd onderzoek in overeenstemming met deze ordonnantie gepaard gaande met ofwel de uitvoering van een risico-onderzoek en eventueel het opstellen van een risicobeheersvoorstel en de toepassing van risicobeheersmaatregelen, ofwel het opstellen van een saneringsvoorstel en de uitvoering van saneringswerken;

21° risicobeheer : behandeling van de bodemverontreiniging om de risico's voor de volksgezondheid en het milieu te beoordelen en deze te handhaven of aanvaardbaar te maken;

22° sanering : behandeling van de bodemverontreiniging om aan de saneringsnormen te voldoen of om een toename van de verontreiniging uit te sluiten;

23° veiligheidsmaatregel : tijdelijke maatregel met het oog op de bescherming van de volksgezondheid en het milieu in afwachting van de behandeling van de bodemverontreiniging, met inbegrip van de maatregelen voor gebruiksbeperking, toezicht op en indijking van de verontreiniging;

24° follow-upmaatregel : maatregel voor het controleren en zonodig het handhaven van het aanvaardbaar karakter van de door bodemverontreiniging veroorzaakte risico's voor de volksgezondheid en het milieu, met inbegrip van de maatregelen voor gebruiksbeperking en toezicht op de verontreiniging;

25° toename van de verontreiniging : stijging van de concentratie van verontreinigende stoffen in de bodem na 20 januari 2005, vastgesteld door vergelijking met de resultaten van een door het Instituut goedgekeurd of gelijkvormig verklaard of geacht bodemonderzoek, met uitzondering van stijgingen van de concentratie van verontreinigende stoffen in de bodem als gevolg van een verspreiding van een verontreiniging vanaf een naburig perceel of een herverspreiding van reeds bij het eerste bodemonderzoek in de grond aanwezige verontreinigende stoffen;

26° eindbeoordeling : eindverslag opgemaakt door een bodemverontreinigingsdeskundige na de uitvoering van de risicobeheersmaatregelen of saneringswerken;

27° beste beschikbare technieken : de beste beschikbare technische saneringsoplossingen die met succes in de praktijk worden gebracht en waarvan de kostprijs niet onredelijk is in verhouding tot het bereikte resultaat voor de bescherming van de volksgezondheid en het milieu;

gouvernement arrête la méthodologie d'identification des meilleures techniques disponibles; cette méthodologie peut tenir compte de l'affectation définie par les plans d'affectation du sol;

28° aliénation d'un droit réel : tout acte entre vifs, à titre onéreux ou gratuit, translatif, constitutif, déclaratif ou abdicatif de droits réels, en ce compris l'apport et le transfert de patrimoine en société, ainsi que l'établissement des statuts de l'immeuble tels que visés à l'article 577-4 du Code civil ou l'enregistrement de l'assentiment des copropriétaires à la dérogation telle que visée à l'article 577-3, alinéa premier, du Code civil, notamment en cas de manifestation de volonté unilatérale, à l'exclusion des actes à caractère familial énumérés par le Gouvernement;

29° droit réel : la pleine propriété, la nue-propriété, l'usufruit, le droit de superficie, l'emphytéose, le droit d'usage, le leasing immobilier;

30° expert en pollution du sol : expert indépendant agréé respectant les conditions arrêtées par le gouvernement, conformément aux articles 70 à 78 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, pour l'exécution des missions définies par la présente ordonnance;

31° entrepreneur en assainissement du sol : entrepreneur enregistré respectant les conditions arrêtées par le gouvernement conformément aux articles 78/1 à 78/7 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, pour l'exécution des missions définies par la présente ordonnance.

CHAPITRE II. — Identification des terrains pollués

Section I^{re}. — Obligation de déclaration

Déclaration

Art. 4. § 1^{er}. Toute découverte d'une pollution du sol doit être déclarée, dans les plus brefs délais, au titulaire de droits réels et à l'exploitant du terrain concerné ou, à défaut de pouvoir les identifier, à l'Institut, par l'auteur de cette découverte.

Toute découverte d'une pollution du sol doit être déclarée, dans les plus brefs délais, à l'Institut par le titulaire de droits réels et l'exploitant d'une activité à risque sur le terrain concerné, ayant eu connaissance de la découverte.

§ 2. Tout évènement susceptible d'entraîner une pollution du sol imminent doit être déclaré par l'auteur de cet évènement dans les plus brefs délais à l'Institut et, s'ils peuvent être identifiés, au titulaire de droits réels et à l'exploitant du terrain concerné.

§ 3. Le gouvernement arrête la procédure organisant ces déclarations.

Section II. — Inventaire de l'état du sol

Contenu

Art. 5. § 1^{er}. L'Institut établit et actualise un inventaire de l'état du sol. Cet inventaire répertorie les données relatives à la pollution des sols et à sa gestion qui lui ont été transmises ou qui sont en sa possession.

L'unité géographique de l'inventaire de l'état du sol est la parcelle.

§ 2. L'inventaire de l'état du sol comprend, pour chaque parcelle inscrite, les informations détaillées suivantes :

1° l'identification de la parcelle : l'adresse postale, les références cadastrales ou, à défaut, l'identifiant parcellaire déterminé par l'Institut, et la superficie;

2° la classe de sensibilité;

3° l'identification du ou des titulaires de droits réels;

4° les activités à risque en cours d'exploitation;

5° les activités à risque qui ont été exploitées;

6° l'identification du ou des exploitants des activités à risque exploitées après le 1^{er} janvier 1993, et antérieurement si les données sont disponibles;

7° les évènements autres que l'exploitation d'une activité à risque qui motivent une présomption de pollution du sol ou qui ont engendré une pollution du sol avérée;

8° les auteurs de ces évènements, lorsqu'ils sont connus;

9° la catégorie de l'état du sol;

de Regering legt de methodologie voor de identificatie van de beste beschikbare technieken vast; deze methodologie kan rekening houden met de bestemming die gedefinieerd is in de bodembestemmingsplannen;

28° vervreemding van een zakelijk recht : iedere overdragende, vestigende, declaratieve of abdicatieve rechtshandeling onder leven, onder bezwarende titel of om niet, met betrekking tot een zakelijk recht, met inbegrip van de inbreng en overdracht van vermogen in een vennootschap, en de vastlegging van de statuten van het gebouw als bedoeld in artikel 577-4 van het Burgerlijk Wetboek of de registratie van de instemming van de mede-eigenaars met de afwijking bedoeld in artikel 577-3, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek, met name in geval van een eenzijdige wilsverklaring, met uitsluiting van akten van familiale aard opgesomd door de Regering;

29° zakelijk recht : volle eigendom, blote eigendom, vruchtgebruik, opstal, erfpacht, recht van gebruik, onroerende leasing;

30° bodemverontreinigingsdeskundige : erkende onafhankelijke deskundige, die voldoet aan de door de Regering vastgelegde voorwaarden, in overeenstemming met artikelen 70 tot 78 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, voor de uitvoering van de door deze ordonnantie omschreven opdrachten;

31° bodemsaneringsaannemer : aannemer geregistreerd, die voldoet aan de door de Regering vastgelegde voorwaarden in overeenstemming met artikel 78/1 tot 78/7 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen voor de uitvoering van de door deze ordonnantie omschreven opdrachten.

HOOFDSTUK II. — Identificatie van verontreinigde terreinen

Afdeling I. — Aangifteplicht

Aangifte

Art. 4. § 1. Iedere ontdekking van een bodemverontreiniging moet door de persoon die de ontdekking gedaan heeft, zo spoedig mogelijk aangegeven worden bij de houder van zakelijke rechten en de exploitant van het betreffende terrein of, als deze personen niet geïdentificeerd kunnen worden, bij het Instituut.

Iedere ontdekking van een bodemverontreiniging moet zo spoedig mogelijk aangegeven worden bij het Instituut door de houder van zakelijke rechten en de exploitant van een risicoactiviteit op het betreffende terrein, wanneer deze personen kennis hadden van de gebeurtenis of de ontdekking.

§ 2. Iedere gebeurtenis die kan leiden tot een dreigende bodemverontreiniging moet door degene die de gebeurtenis heeft veroorzaakt, zo spoedig mogelijk aangegeven worden bij het Instituut, de houders van zakelijke rechten, indien deze geïdentificeerd kunnen worden, en de exploitant van het betreffende terrein.

§ 3. De Regering legt de aangifteprocedures vast.

Afdeling II. — Inventaris van de bodemtoestand

Inhoud

Art. 5. § 1. Het Instituut maakt een inventaris op van de bodemtoestand en houdt deze actueel. Deze inventaris bevat de gegevens die aan het Instituut werden doorgegeven of waarover het Instituut beschikt met betrekking tot de bodemverontreiniging en het beheer ervan.

De geografische eenheid van de inventaris van de bodemtoestand is het perceel.

§ 2. De inventaris van de bodemtoestand bevat voor elk perceel dat erin is opgenomen, de volgende gedetailleerde informatie :

1° de identificatie van het perceel : het postadres, de kadastrale referenties of, bij ontstentenis daarvan, de door het Instituut bepaalde identificerende eenheid, en de oppervlakte;

2° de kwetsbaarheidszone;

3° de identificatie van de houder(s) van zakelijke rechten;

4° de risicoactiviteiten die erop worden uitgeoefend;

5° de risicoactiviteiten die erop werden uitgeoefend;

6° de identificatie van de exploitant(en) van de risicoactiviteiten uitgeoefend na 1 januari 1993 en de periode daarvoor indien deze gegevens beschikbaar zijn;

7° de gebeurtenissen die vallen buiten de uitbating van een risicoactiviteit en die een vermoeden van bodemverontreiniging rechtvaardigen of die een bewezen bodemverontreiniging hebben teweeggebracht;

8° de daders van deze gebeurtenissen, indien deze bekend zijn;

9° de bodemtoestandcategorie;

10° les reconnaissances de l'état du sol, les études détaillées, les études de risques, les projets d'assainissement, les projets de gestion du risque déclarés ou réputés conformes par l'Institut;

11° les évaluations finales et les déclarations finales relatives aux travaux d'assainissement et aux mesures de gestion du risque;

12° les mesures de sécurité et de suivi imposées en vertu de la présente ordonnance.

Le gouvernement peut étendre la liste des informations détaillées susmentionnées.

Alimentation de l'inventaire de l'état du sol

Art. 6. Les autorités ou services administratifs ressortissant de la Région et les communes transmettent à l'Institut, à la première demande, les informations en leur possession susceptibles de permettre l'élaboration de l'inventaire de l'état du sol. Elles informent également l'Institut de toutes modifications de ces données.

Validation des informations détaillées et inscription à l'inventaire de l'état du sol

Art. 7. § 1^{er}. L'Institut notifie son intention d'inscrire une ou plusieurs parcelles à l'inventaire de l'état du sol aux titulaires de droits réels et aux exploitants d'une activité à risque sur ces parcelles, par envoi recommandé à la poste.

Cette notification mentionne notamment :

- les informations détaillées dont dispose l'Institut;
- les conséquences d'une inscription à l'inventaire de l'état du sol;
- la procédure de validation de ces informations détaillées et les modes de correction possibles.

Les informations détaillées visées à l'article 5, § 2, 10° et 11°, ne doivent pas être transmises intégralement par l'Institut mais il doit en être fait mention, ainsi que de la date de réalisation de ces études, projets ou évaluations et de leurs conclusions.

§ 2. Dans les 90 jours de la réception de la notification visée au § 1^{er}, les titulaires de droits réels et les exploitants d'une activité à risque peuvent communiquer à l'Institut, par lettre recommandée ou contre récépissé au siège de l'Institut :

- soit leurs observations sur les informations détaillées;
- soit leur volonté de réaliser une reconnaissance de l'état du sol. Dans ce cas, la reconnaissance de l'état du sol est notifiée à l'Institut par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé au siège de l'Institut, dans les 180 jours à dater de la notification de l'Institut visée au § 1^{er}.

A défaut du respect des délais susmentionnés, l'Institut inscrit la ou les parcelles à l'inventaire de l'état du sol, dans les 10 jours suivant l'expiration de ces délais et au plus tard avant toute délivrance d'attestations du sol relatives aux parcelles concernées. Dans ce même délai, l'Institut informe le ou les titulaires de droits réels et l'exploitant de l'activité à risque de cette inscription.

§ 3. Dans les 60 jours de la réception des observations, l'Institut, s'il échet, modifie ou complète les informations détaillées et notifie aux personnes visées au § 1^{er} sa décision d'inscrire ou non la ou les parcelles à l'inventaire de l'état du sol. Cette décision est motivée et précise la catégorie de l'état du sol ainsi que les conséquences d'une telle inscription.

L'Institut actualise les informations détaillées de l'inventaire de l'état du sol dans les 10 jours de cette notification et au plus tard avant toute délivrance d'attestations du sol relatives aux parcelles concernées.

§ 4. En dérogation à la procédure visée aux §§ 1^{er} à 3, l'Institut inscrit la ou les parcelles du site concerné par un permis d'environnement relatif à une activité à risque, dans les 10 jours de la délivrance du permis ou de l'information par la commune de cette délivrance, dans la catégorie 0 de l'inventaire de l'état du sol. Dans ce même délai, l'Institut informe le ou les titulaires de droits réels et l'exploitant de l'activité à risque de cette inscription.

§ 5. Le changement de catégorie de l'état du sol d'une parcelle au sein de l'inventaire de l'état du sol est soumis aux dispositions de l'article 8.

10° de door het Instituut gelijkvormig verklaarde of geachte verkennde bodemonderzoeken, gedetailleerde onderzoeken, risico-onderzoeken, saneringsvoorstellen en risicobeheersvoorstellen;

11° de eindbeoordelingen en slotverklaringen betreffende de saneringswerken en de risicobeheersmaatregelen;

12° de krachtens deze ordonnantie opgelegde veiligheids en follow-upmaatregelen.

De Regering kan de bovenstaande lijst van de vereiste gedetailleerde informatie uitbreiden.

Vervollediging van de inventaris van de bodemtoestand

Art. 6. De overheden of administratieve diensten die vallen onder het Gewest, en de gemeenten bezorgen het Instituut op zijn eerste verzoek de informatie in hun bezit die kan helpen bij het opstellen van de inventaris van de bodemtoestand. Ze brengen het Instituut eveneens op de hoogte van alle wijzigingen van deze gegevens.

Validatie van de gedetailleerde informatie en opname in de inventaris van de bodemtoestand

Art. 7. § 1. Het Instituut stelt de houders van zakelijke rechten en de exploitanten van een risicoactiviteit op deze percelen, per aangetekend schrijven in kennis van zijn voornemen om één of meer percelen in de inventaris van de bodemtoestand op te nemen.

Deze kennisgeving vermeldt met name :

- de gedetailleerde informatie waarover het Instituut beschikt;
- de gevolgen van de opname in de inventaris van de bodemtoestand;
- de validatieprocedure voor deze gedetailleerde informatie en de mogelijke correctiewijzen.

De gedetailleerde informatie bedoeld in artikel 5, § 2, 10° en 11°, hoeft niet integraal door het Instituut te worden doorgegeven, maar er moet melding van worden gemaakt, evenals van de datum waarop deze onderzoeken, voorstellen of beoordelingen werden uitgevoerd en de conclusies ervan.

§ 2. Binnen de 90 dagen na ontvangst van de kennisgeving bedoeld in § 1 kunnen de houders van zakelijke rechten en de exploitanten van een risicoactiviteit het Instituut per aangetekend schrijven of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut op de hoogte brengen van :

- hetzij hun opmerkingen met betrekking tot de gedetailleerde informatie;
- hetzij hun bereidheid een verkennend bodemonderzoek uit te voeren. In dat geval wordt het verkennend bodemonderzoek betekend aan het Instituut per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut, binnen de 180 dagen na de kennisgeving van het Instituut bedoeld in § 1.

Bij niet-naleving van bovenvermelde termijnen neemt het Instituut het perceel of de percelen op in de inventaris van de bodemtoestand binnen de 10 dagen na het verstrijken van deze termijnen en ten laatste vóór de afgifte van bodemattesten voor deze percelen. Binnen dezelfde termijn brengt het Instituut de houder of houders van zakelijke rechten en de exploitant van de risicoactiviteit op de hoogte van de opname.

§ 3. Binnen de 60 dagen na ontvangst van de opmerkingen zal het Instituut in voorkomend geval de gedetailleerde informatie wijzigen of aanvullen en de personen bedoeld in § 1 in kennis stellen van zijn beslissing het perceel of de percelen al dan niet op te nemen in de inventaris van de bodemtoestand. Deze beslissing wordt met redenen omkleed en vermeldt de bodemtoestandscategorie evenals de gevolgen van een dergelijke opname.

Binnen de 10 dagen na deze kennisgeving en ten laatste voor de afgifte van bodemattesten voor de betreffende percelen actualiseert het Instituut de gedetailleerde informatie van de inventaris van de bodemtoestand.

§ 4. In afwijking van de procedure bedoeld in § 1 tot § 3 neemt het Instituut het perceel of de percelen van de site waarvoor een milieuvergunning voor een risicoactiviteit is aangevraagd, op in categorie 0 van de inventaris van de bodemtoestand binnen de 10 dagen na de afgifte van de vergunning of de kennisgeving van deze afgifte door de gemeente. Binnen dezelfde termijn brengt het Instituut de houder(s) van zakelijke rechten en de exploitant van de risicoactiviteit op de hoogte van de opname.

§ 5. De verandering van bodemtoestandscategorie van een perceel in de inventaris van de bodemtoestand is onderworpen aan de bepalingen van artikel 8.

§ 6. Le gouvernement peut préciser la procédure visée au présent article.

Modification des informations détaillées
de l'inventaire de l'état du sol

Art. 8. § 1^{er}. L'Institut actualise les informations détaillées de l'inventaire de l'état du sol dans les 10 jours de la notification d'une déclaration de conformité, d'une déclaration finale ou de l'imposition de mesures de sécurité, ou dans les 10 jours d'une décision tacite découlant du dépassement des délais organisant ces notifications, et au plus tard avant toute délivrance d'attestations du sol relatives aux parcelles concernées.

§ 2. Les titulaires de droits réels et les exploitants d'une activité à risque informent l'Institut de toutes modifications ou erreurs manifestes des informations détaillées les concernant.

Dans les 30 jours de la réception de ces informations, l'Institut, s'il échet, modifie ou complète les informations détaillées et notifie à ces personnes sa décision motivée.

Section III. — Accès aux informations
et carte de l'état du sol

Accès aux informations

Art. 9. Les informations détaillées de l'inventaire de l'état du sol sont accessibles au public dans les conditions et selon les modalités fixées par le gouvernement. Le gouvernement arrête, entre autres, les horaires, le prix des copies et les modalités techniques d'accès à l'inventaire.

Les résumés non techniques des études du sol et des projets réalisés en exécution de la présente ordonnance sont accessibles à toute personne, selon les modalités arrêtées par le gouvernement.

Carte de l'état du sol

Art. 10. § 1^{er}. L'Institut établit et actualise une carte de l'état du sol. Cette carte reprend sous forme graphique les parcelles inscrites à l'inventaire de l'état du sol dans les catégories de l'état du sol déterminées par le gouvernement parmi celles visées à l'article 3, 15°.

L'unité géographique de la carte de l'état du sol est la parcelle.

§ 2. Pour chaque parcelle inscrite sur la carte de l'état du sol, l'Institut établit et actualise une fiche d'identification qui présente un résumé des informations détaillées les plus actuelles de l'inventaire de l'état du sol relatives à cette parcelle.

Le gouvernement peut arrêter le contenu type de la fiche d'identification.

§ 3. L'Institut publie sur Internet la carte de l'état du sol ainsi que les fiches d'identification.

Section IV. — Obligation d'information et attestation du sol

Attestation du sol

Art. 11. L'attestation du sol mentionne les informations détaillées de l'inventaire de l'état du sol relatives à une parcelle, dûment mises à jour à la date de sa délivrance. S'agissant des études du sol, des projets, des travaux et des mesures, seuls les résumés et conclusions de ceux-ci sont mentionnés dans l'attestation du sol.

L'attestation du sol mentionne en outre, le cas échéant, les obligations et les titulaires d'obligations découlant de l'application de l'ordonnance et la dérogation accordée par l'Institut visée à l'article 17, § 2.

Le gouvernement peut préciser le contenu type de l'attestation du sol.

Obligation d'information

Art. 12. § 1^{er}. Le cédant d'un droit réel sur un terrain demande par lettre recommandée ou par voie électronique à l'Institut une attestation du sol pour la ou les parcelles concernées et la ou les transmet au cessionnaire avant la formation de la convention ou l'offre relative à l'aliénation de droits réels.

La convention ou l'offre et, le cas échéant, l'acte authentique relatifs à cette aliénation mentionnent :

— la déclaration du cessionnaire établissant qu'il a été informé du contenu de l'attestation ou des attestations du sol;

§ 6. De Regering kan de procedure bedoeld in dit artikel nader bepalen.

Wijziging van de gedetailleerde informatie
van de inventaris van de bodemtoestand

Art. 8. § 1. Het Instituut actualiseert de gedetailleerde informatie van de inventaris van de bodemtoestand binnen de 10 dagen na de betekening van een gelijkvormigheidsverklaring, een slotverklaring of de oplegging van veiligheidsmaatregelen, of binnen de 10 dagen na een stilzwijgende beslissing ten gevolge van de overschrijding van de termijnen die deze kennisgeving regelen, en ten laatste voor de afgifte van bodemattesten voor de betreffende percelen.

§ 2. De houders van zakelijke rechten en de exploitanten van een risicoactiviteit brengen het Instituut op de hoogte van alle wijzigingen of pertinente fouten in de gedetailleerde informatie die op hen betrekking heeft.

Binnen de 30 dagen na ontvangst van deze informatie zal het Instituut in voorkomend geval de gedetailleerde informatie wijzigen of aanvullen en zal het deze personen in kennis stellen van zijn met redenen omklede beslissing.

Afdeling III. — Toegang tot de informatie
en kaart van de bodemtoestand

Toegang tot de informatie

Art. 9. De gedetailleerde informatie van de inventaris van de bodemtoestand is voor het publiek toegankelijk onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt. De Regering bepaalt onder andere de uurroosters, de prijs van de kopieën en de technische toegangsmodaliteiten tot de inventaris.

De niet-technische samenvattingen van de bodemonderzoeken en de voorstellen ter uitvoering van deze ordonnantie zijn voor iedereen toegankelijk volgens de door de Regering vastgelegde modaliteiten.

Kaart van de bodemtoestand

Art. 10. § 1. Het Instituut stelt een kaart van de bodemtoestand op en houdt deze actueel. Deze kaart is een grafische weergave van de percelen die in de inventaris van de bodemtoestand zijn opgenomen, ingedeeld in de door de Regering vastgelegde bodemtoestandscategorieën van de categorieën bedoeld in artikel 3, 15°.

De geografische eenheid van de kaart van de bodemtoestand is het perceel.

§ 2. Voor elk perceel dat op de kaart van de bodemtoestand is opgenomen, wordt door het Instituut een identificatiefiche opgesteld en actueel gehouden met daarop een samenvatting van de meest recente gedetailleerde informatie betreffende dit perceel die is opgenomen in de inventaris van de bodemtoestand.

De Regering kan de type-inhoud van de identificatiefiche bepalen.

§ 3. Het Instituut publiceert de kaart van de bodemtoestand en de identificatiefiches op het internet.

Afdeling IV. — Informatieplicht en bodemattest

Bodemattest

Art. 11. Het bodemattest vermeldt de gedetailleerde informatie van de inventaris van de bodemtoestand met betrekking tot een perceel, naar behoren geactualiseerd op datum van zijn afgifte. Aangezien het gaat om bodemonderzoeken, voorstellen, werken en maatregelen, worden alleen de samenvatting en de conclusies ervan in het bodemattest vermeld.

Het bodemattest vermeldt in voorkomend geval bovendien de verplichtingen en de houders van verplichtingen die volgen uit de toepassing van de ordonnantie en de door het Instituut toegekende afwijking bedoeld in artikel 17, § 2.

De Regering kan de type-inhoud van het bodemattest nader bepalen.

Informatieplicht

Art. 12. § 1. De overdrager van een zakelijk recht op een terrein vraagt per aangetekend schrijven of langs elektronische weg aan het Instituut een bodemattest voor het betreffende perceel of de betreffende percelen en bezorgt deze attesten aan de overnemer vóór de totstandkoming van de overeenkomst of het aanbod betreffende de vervreemding van het zakelijk recht.

De overeenkomst of het aanbod en, in voorkomend geval, de authentieke akte betreffende die vervreemding bevat :

— de verklaring van de overnemer dat hij op de hoogte is gebracht van de inhoud van het bodemattest of de bodemattesten;

— la déclaration du cédant établissant qu'il ne détient pas d'information supplémentaire susceptible de modifier le contenu des attestations du sol délivrées par l'Institut.

La convention ou l'offre relatives à l'aliénation de droits réels peuvent être assorties d'une condition suspensive relative à la transmission de l'attestation du sol, et le cas échéant, relative aux obligations d'identification et de traitement de la pollution du sol.

§ 2. Le cédant d'un permis d'environnement relatif à une activité à risque demande par lettre recommandée ou par voie électronique à l'Institut une attestation du sol pour la ou les parcelles concernées et la ou les transmet au cessionnaire avant la cession. La déclaration de cession auprès de l'Institut mentionne :

— la déclaration du cessionnaire établissant qu'il a été informé du contenu de l'attestation ou des attestations du sol;

— la déclaration du cédant établissant qu'il ne détient pas d'information supplémentaire susceptible de modifier le contenu des attestations du sol délivrées par l'Institut.

§ 3. L'Institut délivre une attestation du sol à toute personne qui en fait la demande par lettre recommandée.

§ 4. L'attestation du sol est délivrée par l'Institut, par lettre recommandée ou par voie électronique, moyennant paiement d'une rétribution à charge du demandeur, dans les 20 jours de la demande.

Le gouvernement fixe la durée de validité de l'attestation du sol, les modalités de demande et de délivrance, ainsi que le montant de la rétribution.

Section V. — Reconnaissance de l'état du sol

Faits générateurs

Art. 13. § 1^{er}. Une reconnaissance de l'état du sol doit être réalisée à charge du titulaire de droits réels sur un terrain inscrit à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0, sur les parcelles le délimitant, et ce avant l'aliénation d'un droit réel sur celui-ci.

§ 2. Une reconnaissance de l'état du sol doit être réalisée à charge de l'exploitant d'une activité à risque, sur le site où est exploitée cette activité à risque, et ce :

1° avant la cessation de cette activité à risque;

2° avant la cession du permis d'environnement relatif à cette activité à risque;

3° avant la délivrance d'une prolongation de permis d'environnement relatif à cette activité à risque;

4° de manière périodique pour certaines activités à risque, selon une périodicité fixée par le gouvernement.

§ 3. Une reconnaissance de l'état du sol doit être réalisée à charge du demandeur d'un permis d'environnement relatif à l'exploitation d'une activité à risque ou du demandeur d'une extension de permis d'environnement lorsque celle-ci porte sur l'adjonction d'une nouvelle activité à risque audit permis, sur le site où s'exploitera cette activité à risque, et ce avant la délivrance de ce permis d'environnement ou de cette extension.

§ 4. Une reconnaissance de l'état du sol doit être réalisée à charge du demandeur d'un permis d'urbanisme visant un terrain inscrit à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0, si les actes et travaux objets de la demande de permis, soit comprennent une excavation, soit sont de nature à entraver un éventuel traitement ou contrôle ultérieur d'une pollution du sol, soit sont de nature à augmenter l'exposition des personnes ou de l'environnement aux risques éventuels engendrés par une pollution du sol, sur les parcelles délimitant ce terrain et ce avant la délivrance du permis.

§ 5. Une reconnaissance de l'état du sol doit être réalisée à charge du demandeur d'un permis d'environnement visant un terrain inscrit à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0, si l'exploitation de l'installation objet de la demande de permis, soit comprend une excavation, soit est de nature à entraver un éventuel traitement ou contrôle ultérieur d'une pollution du sol, soit est de nature à augmenter l'exposition des personnes ou de l'environnement aux risques éventuels engendrés par une pollution du sol, sur les parcelles délimitant ce terrain et ce avant la délivrance du permis.

— de verklaring van de overdrager dat hij niet beschikt over aanvullende informatie die de inhoud van de door het Instituut afgeleverde bodemattesten zou kunnen wijzigen.

De overeenkomst of het aanbod betreffende de vervreemding van het zakelijk recht kan een opschortende voorwaarde bevatten betreffende de afl evering van het bodemattest en, in voorkomend geval, betreffende de verplichtingen inzake identificering en behandeling van de bodemverontreiniging.

§ 2. De overdrager van een milieuvergunning voor een risicoactiviteit vraagt per aangetekend schrijven of via elektronische weg een bodemattest voor het betreffende perceel of de betreffende percelen aan bij het Instituut en bezorgt dit attest of deze attesten aan de overnemer vóór de overdracht. De aangifte van de overdracht aan het Instituut bevat :

— de verklaring van de overnemer dat hij op de hoogte is van de inhoud van het bodemattest of de bodemattesten;

— de verklaring van de overdrager dat hij niet beschikt over aanvullende informatie die de inhoud van de door het Instituut afgeleverde bodemattesten zou kunnen wijzigen.

§ 3. Het Instituut geeft een bodemattest af aan iedere persoon die een bodemattest aanvraagt per aangetekend schrijven.

§ 4. Het bodemattest wordt door het Instituut afgegeven per aangetekend schrijven of via elektronische weg, binnen de 20 dagen na de aanvraag mits betaling van een vergoeding door de aanvrager.

De Regering bepaalt de geldigheidsduur van het bodemattest, de aanvraag- en afgiftemodaliteiten evenals het bedrag van de vergoeding.

Afdeling V. — Verkennend bodemonderzoek

Aanleidinggevende feiten

Art. 13. § 1. Vóór de vervreemding van een zakelijk recht op een terrein dat in de inventaris van de bodemtoestand in categorie 0 is opgenomen, moet er ten laste van de houder van zakelijke rechten een verkennend bodemonderzoek worden uitgevoerd op de percelen die het terrein afbakenen.

§ 2. Er moet een verkennend bodemonderzoek ten laste van de exploitant van een risicoactiviteit worden uitgevoerd op de site waar deze risicoactiviteit wordt uitgeoefend en dit :

1° vóór de stopzetting van deze risicoactiviteit;

2° vóór de overdracht van de milieuvergunning voor deze risicoactiviteit;

3° vóór de toekenning van een verlenging van de milieuvergunning voor deze risicoactiviteit;

4° op periodieke wijze voor bepaalde risicoactiviteiten, met een door de Regering bepaalde regelmaat.

§ 3. Er moet een verkennend bodemonderzoek ten laste van de aanvrager van een milieuvergunning voor het uitoefenen van een risicoactiviteit of ten laste van de aanvrager van een uitbreiding van een milieuvergunning, indien het gaat om de toevoeging van een nieuwe risicoactiviteit aan de genoemde vergunning, worden uitgevoerd op de site waar deze risicoactiviteit zal worden uitgeoefend en dit vóór de afgifte van deze nieuwe of uitgebreide milieuvergunning.

§ 4. Vóór de aflevering van een stedenbouwkundige vergunning voor een terrein dat in de inventaris van de bodemtoestand in categorie 0 is opgenomen, moet er op de percelen die dit terrein afbakenen, een verkennend bodemonderzoek worden uitgevoerd ten laste van de aanvrager van deze vergunning indien de handelingen en werken die het voorwerp zijn van de vergunningsaanvraag, ofwel een uitgraving omvatten, ofwel van dien aard zijn dat ze een eventuele latere behandeling of controle van een bodemverontreiniging belemmeren, ofwel van dien aard zijn dat ze de blootstelling van personen of het milieu aan de eventuele door de bodemverontreiniging veroorzaakte risico's verhogen.

§ 5. Vóór de aflevering van een milieuvergunning voor een terrein dat in de inventaris van de bodemtoestand in categorie 0 is opgenomen, moet er op de percelen die dit terrein afbakenen, een verkennend bodemonderzoek worden uitgevoerd ten laste van de aanvrager van deze vergunning indien de uitbating van de inrichting die het voorwerp is van de vergunningsaanvraag, ofwel een uitgraving omvat, ofwel van dien aard is dat ze een eventuele latere behandeling of controle van een bodemverontreiniging belemmert, ofwel van dien aard is dat ze de blootstelling van personen of het milieu aan de eventuele door de bodemverontreiniging veroorzaakte risico's verhoogt.

§ 6. Une reconnaissance de l'état du sol doit être réalisée à charge de la personne exécutant les travaux d'excavation ou pour le compte de laquelle ces travaux sont exécutés ou, à défaut, du titulaire de droits réels, lorsqu'une pollution du sol est découverte pendant l'exécution de travaux d'excavation, sur les parcelles délimitant le terrain concerné par cette découverte, dans un délai raisonnable fixé par l'Institut.

§ 7. Lorsqu'un événement ayant engendré une pollution du sol survient sur un terrain, une reconnaissance de l'état du sol doit être réalisée, sur les parcelles délimitant ce terrain, à charge de l'auteur de cet événement ou, à défaut de pouvoir l'identifier, de l'exploitant du terrain, ou à défaut d'exploitant, du titulaire de droits réels sur ce terrain, dans un délai raisonnable fixé par l'Institut.

Objectif et contenu

Art. 14. § 1^{er}. La reconnaissance de l'état du sol détermine l'état du sol en mettant en évidence une pollution éventuelle du sol. Elle implique un prélèvement limité d'échantillons tenant compte, entre autres, de la localisation présumée de la pollution, dont les résultats d'analyse sont comparés aux normes d'intervention et d'assainissement.

§ 2. La reconnaissance de l'état du sol est réalisée sur une zone délimitée par l'entière ou de plusieurs parcelles.

§ 3. La reconnaissance de l'état du sol formule des conclusions motivées par parcelle, quant à l'estimation de l'ampleur et de la nature de la pollution, à la nécessité ou non de réaliser une étude détaillée et, le cas échéant, quant au délai de notification à l'Institut d'une telle étude.

Ce délai tient notamment compte du danger potentiel de la pollution pour l'environnement et la santé ainsi que de l'utilisation du terrain.

Lorsqu'elle le permet, la reconnaissance de l'état du sol détermine le ou les types de pollutions : pollution unique, mélangée ou orpheline.

La reconnaissance de l'état du sol détermine également, le cas échéant, les mesures de sécurité à prendre.

§ 4. Le gouvernement arrête le contenu type et les modalités générales d'exécution de la reconnaissance de l'état du sol.

§ 5. Le gouvernement arrête les critères d'assimilation à une reconnaissance de l'état du sol par l'Institut, d'études du sol réalisées en vertu d'autres législations.

Réalisation, notification et déclaration de conformité

Art. 15. § 1^{er}. La reconnaissance de l'état du sol est réalisée par un expert en pollution du sol.

§ 2. La reconnaissance de l'état du sol est notifiée à l'Institut par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé au siège de l'Institut.

§ 3. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception de la reconnaissance de l'état du sol pour :

- soit la déclarer conforme ou non aux dispositions de la présente ordonnance;
- soit imposer des modifications ou des additions à lui notifier par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé au siège de l'Institut, dans un délai raisonnable qu'il fixe. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception des modifications ou des additions pour déclarer la reconnaissance de l'état du sol conforme ou non aux dispositions de la présente ordonnance.

De commun accord entre l'Institut et la personne tenue de réaliser la reconnaissance de l'état du sol, les délais de 30 jours visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être étendus à 60 jours.

§ 4. Dans la déclaration de conformité, l'Institut détermine, sur la base des conclusions de la reconnaissance de l'état du sol, le délai dans lequel l'étude détaillée doit, le cas échéant, lui être notifiée. La déclaration de conformité détermine, le cas échéant, le ou les types de pollutions. L'Institut peut également prescrire des mesures de sécurité. La déclaration de conformité est notifiée par lettre recommandée à la personne tenue de réaliser la reconnaissance de l'état du sol, au titulaire de droits réels et, le cas échéant, à l'exploitant d'une activité à risque sur le terrain.

§ 6. Indien er bij uitgravingswerken een bodemverontreiniging wordt ontdekt moet er binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn op de percelen die het betreffende terrein afbakenen, een verkennend bodemonderzoek worden uitgevoerd ten laste van de persoon die de uitgravingswerken verricht of voor wiens rekening deze werken verricht worden, of, bij ontstentenis van deze, ten laste van de houder van zakelijke rechten.

§ 7. Wanneer er op een terrein een gebeurtenis plaatsvindt die bodemverontreiniging veroorzaakt, moet er binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn op de percelen die het terrein afbakenen, een verkennend bodemonderzoek worden uitgevoerd ten laste van de persoon die de gebeurtenis heeft veroorzaakt of, wanneer het onmogelijk blijkt deze persoon te identificeren, ten laste van de exploitant van het terrein, of bij ontstentenis van deze, ten laste van de houder van zakelijke rechten op het terrein.

Doel en inhoud

Art. 14. § 1. Het verkennend bodemonderzoek bepaalt de toestand van de bodem door een eventuele bodemverontreiniging aan het licht te brengen. Het houdt een beperkte monsterneming in, rekening houdend met onder andere de vermoedelijke locatie van de verontreiniging, waarvan de analyseresultaten met de interventie- en saneringsnormen worden vergeleken.

§ 2. Het verkennend bodemonderzoek wordt uitgevoerd op een zone waarvan de grenzen overeenstemmen met de grenzen van één of meer percelen.

§ 3. Het verkennend bodemonderzoek formuleert met redenen omklede conclusies per perceel wat betreft de raming van de omvang en de aard van de verontreiniging, de noodzaak om al dan niet een gedetailleerd onderzoek uit te voeren en in voorkomend geval de termijn waarbinnen een dergelijk onderzoek aan het Instituut betekend moet conform worden.

Deze termijn wordt bepaald rekening houdend met met name het potentiële gevaar van de verontreiniging voor het milieu en de gezondheid alsmede het gebruik van het terrein.

Het verkennend bodemonderzoek bepaalt indien mogelijk het type of de types verontreiniging : eenmalige verontreiniging, gemengde verontreiniging of weesverontreiniging.

Het verkennend bodemonderzoek bepaalt in voorkomend geval eveneens de te nemen veiligheidsmaatregelen.

§ 4. De Regering bepaalt de type-inhoud en de algemene uitvoeringsmodaliteiten van het verkennend bodemonderzoek.

§ 5. De Regering bepaalt de criteria op basis waarvan een krachtens andere wetgevingen uitgevoerd bodemonderzoek kan worden gelijkgesteld met een verkennend bodemonderzoek krachtens deze ordonnantie.

Uitvoering, kennisgeving en gelijkvormigheidsverklaring

Art. 15. § 1. Het verkennend bodemonderzoek wordt door een bodemverontreinigingsdeskundige uitgevoerd.

§ 2. Het verkennend bodemonderzoek wordt aan het Instituut betekend per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut.

§ 3. Na ontvangst van het verkennend bodemonderzoek heeft het Instituut 30 dagen de tijd om :

- ofwel het al dan niet gelijkvormig met de bepalingen van deze ordonnantie te verklaren;
- ofwel wijzigingen of aanvullingen op te leggen die aan het Instituut betekend moeten worden per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn. Na ontvangst van de wijzigingen of aanvullingen heeft het Instituut 30 dagen de tijd om het verkennend bodemonderzoek al dan niet gelijkvormig met de bepalingen van deze ordonnantie te verklaren.

In onderlinge overeenstemming tussen het Instituut en de persoon die het verkennend bodemonderzoek moet uitvoeren, kunnen de termijnen van 30 dagen bedoeld in het eerste lid verlengd worden tot 60 dagen.

§ 4. In de gelijkvormigheidsverklaring bepaalt het Instituut op basis van de conclusies van het verkennend bodemonderzoek de termijn waarbinnen het gedetailleerd onderzoek in voorkomend geval aan het Instituut betekend moet worden. De gelijkvormigheidsverklaring bepaalt desgevallend het type of de types verontreiniging. Het Instituut kan eveneens veiligheidsmaatregelen voorschrijven. De gelijkvormigheidsverklaring wordt per aangetekend schrijven betekend aan de persoon die het verkennend bodemonderzoek moet uitvoeren, de houder van zakelijke rechten en, in voorkomend geval, de exploitant van een risicoactiviteit op het terrein.

§ 5. En l'absence de déclaration de conformité par l'Institut dans les délais visés au § 3, les conclusions formulées par l'expert en pollution du sol sont réputées approuvées et la reconnaissance de l'état du sol est réputée conforme.

Etudes conjointes

Art. 16. La personne tenue de réaliser une reconnaissance de l'état du sol peut faire réaliser, à sa charge, une étude détaillée immédiatement après la reconnaissance de l'état du sol sans notification intermédiaire de cette dernière à l'Institut.

Dans ce cas, la reconnaissance de l'état du sol et l'étude détaillée sont notifiées simultanément à l'Institut. Les dispositions des articles 15, 26 et 27 s'appliquent par analogie.

CHAPITRE III. — Traitement des terrains pollués

Section 1^{re}. — Principes

Délais de traitement de la pollution

Art. 17. § 1^{er}. L'obligation de traitement de la pollution du sol qui découle des conclusions d'une reconnaissance de l'état du sol déclarée ou réputée conforme doit être réalisée avant :

- 1° l'aliénation d'un droit réel sur le terrain visé par cette obligation;
- 2° la cession du permis d'environnement relatif à une activité à risque exploitée sur le site visé par cette obligation;
- 3° l'exécution d'actes et travaux ou la mise en exploitation d'une installation qui sont de nature à entraver le traitement ou le contrôle ultérieur de la pollution du sol, ou sont de nature à augmenter l'exposition des personnes ou de l'environnement aux risques engendrés par la pollution du sol, sur le terrain visé par cette obligation.

§ 2. En dérogation au § 1^{er}, 1° et 2°, l'aliénation d'un droit réel ou la cession d'un permis d'environnement peut se produire préalablement au traitement de la pollution du sol lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- une reconnaissance de l'état du sol a été déclarée ou réputée conforme;
- la personne titulaire de l'obligation de traitement de la pollution du sol s'est engagée à l'exécuter dans un calendrier approuvé par l'Institut;
- une garantie financière couvrant cet engagement est constituée conformément à l'article 71.

Le titulaire de l'obligation envoie à l'Institut par lettre recommandée une proposition de calendrier de traitement de la pollution du sol et de montant de garantie financière. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception de ces propositions pour marquer son accord ou non sur celles-ci.

Normes et valeurs

Art. 18. § 1^{er}. Le gouvernement fixe les normes d'intervention par classe de sensibilité, au-delà desquelles la réalisation d'une étude détaillée est obligatoire.

§ 2. Le gouvernement fixe les normes d'assainissement, qui doivent être atteintes par l'exécution de travaux d'assainissement, en tenant notamment compte des concentrations en polluants naturellement présentes dans le sol au niveau régional.

§ 3. Le gouvernement arrête la méthodologie de calcul des valeurs de risque et les seuils de pollution déterminant le caractère tolérable ou non des risques pour la santé humaine et pour l'environnement.

Réalisation d'une étude détaillée et titulaire de l'obligation

Art. 19. § 1^{er}. Lorsqu'une reconnaissance de l'état du sol indique soit un dépassement des normes d'intervention, soit un dépassement des normes d'assainissement et un accroissement de pollution, une étude détaillée relative à cette pollution doit être réalisée.

§ 2. Lorsqu'une reconnaissance de l'état du sol permet de déterminer distinctement le type de pollution, l'étude détaillée est à charge du titulaire de l'obligation de traitement de la pollution visé aux articles 20 à 22.

Dans le cas contraire, l'étude détaillée est à charge de la personne tenue de réaliser la reconnaissance de l'état du sol.

§ 5. Bij ontstentenis van een gelijkvormigheidsverklaring door het Instituut binnen de termijnen bedoeld in § 3, worden de door de bodemverontreinigingsdeskundige geformuleerde conclusies goedgekeurd geacht en wordt het verkennend bodemonderzoek als gelijkvormig beschouwd.

Gezamenlijke onderzoeken

Art. 16. De persoon die het verkennend bodemonderzoek moet uitvoeren, kan onmiddellijk na het verkennend bodemonderzoek voor eigen rekening een gedetailleerd onderzoek laten uitvoeren, zonder tussentijdse kennisgeving aan het Instituut van het eerste onderzoek.

In dat geval worden het verkennend bodemonderzoek en het gedetailleerd onderzoek gezamenlijk betekend aan het Instituut. De bepalingen van artikelen 15, 26 en 27 zijn naar analogie van toepassing.

HOOFDSTUK III. — Behandeling van verontreinigde terreinen

Afdeling I. — Beginselen

Termijnen voor de behandeling van de verontreiniging

Art. 17. § 1. De verplichte behandeling van de bodemverontreiniging die voortvloeit uit de conclusies van een door het Instituut gelijkvormig verklaard of geacht verkennend bodemonderzoek, moet vervuld worden vóór :

- 1° de vervreemding van een zakelijk recht op het terrein waarop deze verplichting betrekking heeft;
- 2° de overdracht van de milieuvergunning voor een risicoactiviteit die wordt uitgeoefend op de site waarop deze verplichting betrekking heeft;
- 3° de uitvoering van handelingen en werken of de ingebruikneming van een inrichting die van dien aard zijn dat ze de behandeling of latere controle van de bodemverontreiniging belemmeren, of van dien aard zijn dat ze de blootstelling van personen of het milieu aan de door de bodemverontreiniging veroorzaakte risico's op het terrein waarop deze verplichting betrekking heeft, verhogen;

§ 2. In afwijking van § 1, 1° en 2°, kunnen de vervreemding van een zakelijk recht of de overdracht van een milieuvergunning plaatsvinden vóór de behandeling van de bodemverontreiniging, indien aan volgende voorwaarden voldaan is :

- een verkennend bodemonderzoek werd gelijkvormig verklaard of geacht;
- de houder van de verplichting inzake behandeling van de bodemverontreiniging heeft zich ertoe verbonden om deze binnen een door het Instituut goedgekeurd tijdschema te vervullen;
- er is een financiële zekerheid gesteld die deze verbintenis dekt in overeenstemming met artikel 71.

De houder van de verplichting stuurt per aangetekend schrijven aan het Instituut een voorstel betreffende het tijdschema van behandeling van de bodemverontreiniging en betreffende het bedrag van de financiële zekerheid. Na ontvangst van deze voorstellen heeft het Instituut 30 dagen de tijd om er al dan niet mee in te stemmen.

Normen en waarden

Art. 18. § 1. De Regering bepaalt de interventienormen per kwetsbaarheidszone waarboven een gedetailleerd onderzoek verplicht is.

§ 2. De Regering bepaalt de saneringsnormen die door de uitvoering van de saneringswerken bereikt moeten worden, waarbij met name rekening gehouden wordt met de concentraties verontreinigende stoffen die van nature aanwezig zijn in de bodem op gewestelijk niveau.

§ 3. De Regering bepaalt de berekeningsmethode van de risicowaarden en de verontreinigingsdrempels die bepalen of de risico's voor de volksgezondheid en het milieu al dan niet aanvaardbaar zijn.

Realisatie van een gedetailleerd onderzoek en houder van de verplichting

Art. 19. § 1. Wanneer een verkennend bodemonderzoek wijst op ofwel een overschrijding van de interventienormen ofwel een overschrijding van de saneringsnormen en een toename van de verontreiniging, moet er een gedetailleerd onderzoek naar deze verontreiniging worden uitgevoerd.

§ 2. Wanneer een verkennend bodemonderzoek het mogelijk maakt het type verontreiniging te bepalen, is het gedetailleerd onderzoek ten laste van de houder van de verplichting inzake behandeling van de verontreiniging bedoeld in artikelen 20 tot 22.

Anders is het gedetailleerd onderzoek ten laste van de persoon die het verkennend bodemonderzoek moet uitvoeren.

Traitement de la pollution
par gestion du risque et titulaire de l'obligation

Art. 20. § 1^{er}. Lorsqu'une étude détaillée indique la présence d'une pollution orpheline, une étude de risque relative à cette pollution doit être réalisée à charge :

— de l'exploitant du site concerné par la pollution, si celle-ci a été engendrée après le 20 janvier 2005;

— du titulaire de droits réels sur le terrain concerné par la pollution, si celle-ci a été engendrée avant le 20 janvier 2005 ou, si elle a été engendrée après le 20 janvier 2005, en absence d'exploitant sur ce terrain.

§ 2. Lorsqu'une étude détaillée indique la présence d'une pollution mélangée, une étude de risque relative à cette pollution doit être réalisée à charge :

— de l'exploitant ayant généré une partie de cette pollution;

— du titulaire de droits réels ayant généré une partie de cette pollution;

— de la personne identifiée ayant généré une partie de cette pollution.

§ 3. Lorsque l'étude de risque indique un dépassement des valeurs de risque, les risques pour la santé humaine et pour l'environnement doivent être rendus tolérables, par la réalisation d'un projet de gestion du risque et la mise en œuvre de mesures de gestion du risque, ou éventuellement par la réalisation d'un projet d'assainissement et l'exécution de travaux d'assainissement, à charge de la personne tenue de réaliser l'étude de risque visée aux §§ 1^{er} et 2.

Traitement de la pollution
par assainissement et titulaire de l'obligation

Art. 21. § 1^{er}. Lorsqu'une étude détaillée indique la présence d'une pollution unique, un projet d'assainissement et des travaux d'assainissement relatif à cette pollution doivent être réalisés à charge :

— de l'exploitant ayant généré cette pollution;

— du titulaire de droits réels ayant généré cette pollution;

— de la personne identifiée ayant généré cette pollution.

§ 2. Les travaux d'assainissement visent à atteindre les normes d'assainissement.

Toutefois, en cas d'accroissement de pollution, les travaux d'assainissement peuvent viser au minimum à éliminer cet accroissement.

Dérogations

Art. 22. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 20, § 2, si l'étude détaillée indique que la pollution mélangée a été entièrement générée par des personnes visées à ce paragraphe, un traitement de cette pollution par assainissement doit être réalisé solidairement à charge des personnes ayant généré la pollution.

§ 2. Par dérogation à l'article 21, § 1^{er}, si l'étude détaillée démontre que la pollution a été entièrement générée avant le 1^{er} janvier 1993, un traitement de cette pollution par gestion du risque doit être réalisé à charge de l'exploitant ou du titulaire de droits réels ayant généré la pollution.

Traitement volontaire de la pollution
et autres titulaires de l'obligation

Art. 23. § 1^{er}. Toute personne peut faire réaliser une reconnaissance de l'état du sol et, le cas échéant, traiter une pollution du sol à sa charge, en dehors des faits générateurs d'obligations d'identification ou de traitement de la pollution du sol en exécution de la présente ordonnance.

§ 2. Toute personne titulaire d'une obligation de traitement de la pollution du sol par la mise en œuvre de mesures de gestion du risque peut traiter cette pollution par l'exécution de travaux d'assainissement.

§ 3. Toute personne titulaire d'une obligation de traitement de la pollution du sol peut céder cette obligation à une tierce personne, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

— une reconnaissance de l'état du sol a été déclarée ou réputée conforme;

— la tierce personne cessionnaire s'est engagée à exécuter dans un calendrier approuvé par l'Institut l'obligation de traitement de la pollution;

Behandeling van de verontreiniging
door middel van risicobeheer en houder van de verplichting

Art. 20. § 1. Wanneer een gedetailleerd onderzoek wijst op de aanwezigheid van een weesverontreiniging, moet er een risico-onderzoek met betrekking tot deze verontreiniging uitgevoerd worden ten laste van :

— de exploitant van de site betrokken bij de verontreiniging, indien deze veroorzaakt is na 20 januari 2005;

— de houder van zakelijke rechten op het terrein getroffen door de verontreiniging, indien deze veroorzaakt is vóór 20 januari 2005 of indien ze veroorzaakt is na 20 januari 2005, bij ontstentenis van een exploitant van het terrein.

§ 2. Wanneer een gedetailleerd onderzoek wijst op de aanwezigheid van een gemengde verontreiniging, moet er een risico-onderzoek met betrekking tot deze verontreiniging uitgevoerd worden ten laste van :

— de exploitant die een deel van deze verontreiniging heeft veroorzaakt;

— de houder van zakelijke rechten die een deel van deze verontreiniging heeft veroorzaakt;

— de geïdentificeerde persoon die een deel van deze verontreiniging heeft veroorzaakt.

§ 3. Wanneer het risico-onderzoek wijst op een overschrijding van de risicowaarden, moeten de risico's aanvaardbaar voor de volksgezondheid en het milieu gemaakt worden door de opstelling van risico-beheersvoorstel en de uitvoering risicobeheersmaatregelen, of eventueel door de uitvoering van een saneringsvoorstel of saneringswerken ten laste van de persoon die het in §§ 1 en 2 bedoelde risico-onderzoek dient uit te voeren

Behandeling van de verontreiniging
door sanering en houder van de verplichting

Art. 21. § 1. Wanneer een gedetailleerd onderzoek wijst op de aanwezigheid van een eenmalige verontreiniging, moeten er een saneringsvoorstel en saneringswerken met betrekking tot deze verontreiniging, uitgevoerd worden ten laste van :

— de exploitant die deze verontreiniging heeft veroorzaakt;

— de houder van zakelijke rechten die deze verontreiniging heeft veroorzaakt;

— de geïdentificeerde persoon die deze verontreiniging heeft veroorzaakt.

§ 2. De saneringswerken hebben tot doel te voldoen aan de saneringsnormen.

In geval van toename van de verontreiniging kunnen de saneringswerken echter minstens tot doel hebben deze toename teniet te doen.

Afwijkingen

Art. 22. § 1. In afwijking van artikel 20, § 2, indien het gedetailleerde onderzoek aangeeft dat de gemengde verontreiniging volledig werd veroorzaakt door de personen bedoeld in deze paragraaf, moeten de saneringswerken van deze verontreiniging solidair uitgevoerd worden door de personen die de verontreiniging hebben veroorzaakt.

§ 2. In afwijking van artikel 21, § 1, indien het gedetailleerd onderzoek aantoonde dat de verontreiniging volledig veroorzaakt werd vóór 1 januari 1993, moet een behandeling van de verontreiniging door risicobeheer uitgevoerd worden ten laste van de exploitant of de houder van zakelijke rechten die de verontreiniging veroorzaakt heeft.

Vrijwillige behandeling van de verontreiniging
en andere houders van verplichting

Art. 23. § 1. Iedere persoon kan een verkennend bodemonderzoek laten uitvoeren en in voorkomend geval een bodemverontreiniging op zijn kosten laten behandelen, buiten de feiten die aanleiding geven tot de identificatieverplichting of verplichting tot behandeling van de bodemverontreiniging in uitvoering van de onderhavige ordonnantie.

§ 2. Iedere persoon die verplicht is de bodemverontreiniging te behandelen door middel van risicobeheersmaatregelen, mag deze verontreiniging behandelen door saneringswerken uit te voeren.

§ 3. Iedere persoon die houder is van een verplichting om bodemverontreiniging te behandelen, kan deze verplichting overdragen aan een derde persoon, indien aan de volgende voorwaarden voldaan is :

— een verkennend bodemonderzoek werd gelijkvormig verklaard of geacht;

— de overnemende derde persoon heeft zich ertoe verbonden om de verplichting inzake behandeling van de verontreiniging binnen een door het Instituut goedgekeurd tijdschema te vervullen;

— une garantie financière couvrant cet engagement est constituée conformément à l'article 71.

Le titulaire de l'obligation envoie à l'Institut par lettre recommandée une proposition de calendrier de traitement de la pollution du sol et de montant de garantie financière. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception de ces propositions pour marquer son accord ou non sur celles-ci.

Lorsque les conditions de l'alinéa 1^{er} sont remplies, la tierce personne qui s'est engagée à exécuter l'obligation de traitement de la pollution devient le titulaire de l'obligation au sens de la présente ordonnance.

La cession de l'obligation de traitement de la pollution peut se faire conjointement à la mise en application de la dérogation visée à l'article 17, § 2.

§ 4. Lorsqu'une personne physique ou morale a reçu par délégation un pouvoir économique important sur le fonctionnement technique d'une exploitation, elle est tenue au même titre que l'exploitant de l'obligation de réalisation d'une reconnaissance de l'état du sol ou de traitement de la pollution du sol.

§ 5. Le traitement de la pollution du sol visé au présent article doit être exécuté selon les dispositions de la présente ordonnance.

Responsabilité

Art. 24. § 1^{er}. Celui qui a généré une pollution du sol est responsable des frais exposés pour la réalisation d'une reconnaissance de l'état du sol et pour le traitement de cette pollution par le ou les titulaires de ces obligations en exécution de la présente ordonnance, ainsi que pour les dommages causés par ces études, mesures ou travaux.

§ 2. L'exploitant d'une installation soumise à permis d'environnement ou à déclaration en vertu de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement est responsable des frais visés au précédent paragraphe, si la pollution du sol a été engendrée par l'exploitation de cette installation.

L'exploitant n'est cependant pas tenu responsable de ces frais s'il apporte la preuve qu'il n'a pas commis de faute ou de négligence et que la pollution du sol est due à une émission ou à un événement expressément autorisé et respectant toutes les conditions liées à un permis ou à une déclaration qui est d'application au moment de l'émission ou de l'évènement, délivrés ou renouvelés en vertu de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

§ 3. Lorsque plusieurs personnes sont responsables de la même pollution du sol, elles sont solidairement responsables.

§ 4. Les dispositions de la présente ordonnance ne portent pas atteinte à la faculté dont dispose la personne responsable d'invoquer d'autres moyens de droit pour exercer son recours.

§ 5. Les dispositions de la présente ordonnance ne portent pas atteinte aux autres droits exercés par les personnes lésées ou exposant des frais contre les personnes responsables ou contre d'autres personnes.

Section II. — Etude détaillée

Objectif et contenu

Art. 25. § 1^{er}. L'étude détaillée délimite verticalement et horizontalement la pollution du sol mise en évidence par une reconnaissance de l'état du sol et en détermine, et éventuellement distingue, l'accroissement de pollution, le ou les types de pollution : unique, orpheline ou mélangée.

§ 2. L'étude détaillée formule des conclusions motivées quant à l'ampleur et la nature de la pollution, le ou les types de pollution, le délai de notification à l'Institut d'une étude de risque ou d'un projet d'assainissement. Ce délai tient notamment compte du danger potentiel de la pollution pour l'environnement et la santé ainsi que de l'utilisation du terrain. L'étude détaillée détermine également, le cas échéant, les mesures de sécurité à prendre.

§ 3. Le gouvernement arrête le contenu type et les modalités générales d'exécution de l'étude détaillée.

— er is een financiële zekerheid gesteld die deze verbintenis dekt in overeenstemming met artikel 71.

De houder van de verplichting stuurt per aangetekend schrijven aan het Instituut een voorstel betreffende het tijdschema voor de behandeling van de bodemverontreiniging en betreffende het bedrag van de financiële zekerheid. Na ontvangst van deze voorstellen heeft het Instituut 30 dagen de tijd om er al dan niet mee in te stemmen.

Wanneer de voorwaarden van het eerste lid zijn vervuld, zal de derde die zich ertoe heeft verbonden om de verplichtingen inzake behandeling van de verontreiniging te vervullen, de houder van de verplichtingen in de zin van deze ordonnantie worden.

De overdracht van de verplichting tot behandeling van de verontreiniging kan gezamenlijk gebeuren met de toepassing van de afwijking bedoeld in artikel 17, § 2.

§ 4. Indien een natuurlijke of rechtspersoon bij volmacht een aanzienlijke economische macht heeft verworven over de technische werking van een exploitatie, wordt deze persoon op dezelfde wijze als de exploitant geacht een verkennend bodemonderzoek uit te voeren of de bodemverontreiniging te behandelen.

§ 5. De in dit artikel bedoelde behandeling van de bodemverontreiniging moet in overeenstemming met de bepalingen van deze ordonnantie uitgevoerd worden.

Aansprakelijkheid

Art. 24. § 1. Hij die een bodemverontreiniging heeft veroorzaakt is aansprakelijk voor de kosten gemaakt voor de uitvoering van een verkennend bodemonderzoek en voor de behandeling van de verontreiniging door de houder(s) van deze verplichtingen in uitvoering van de onderhavige ordonnantie, evenals voor de schade die door deze onderzoeken, maatregelen of werken wordt teweeggebracht.

§ 2. De exploitant van een inrichting die is onderworpen aan een milieuvergunning of een aangifte krachtens de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, is aansprakelijk voor de kosten bedoeld in de vorige paragraaf, indien de bodemverontreiniging werd veroorzaakt door de uitbating van deze inrichting.

De exploitant is echter niet aansprakelijk voor deze kosten, indien hij kan bewijzen dat hij geen fout of nalatigheid heeft begaan en dat de bodemverontreiniging te wijten is aan een emissie die of een voorval dat uitdrukkelijk toegestaan is, met naleving van alle voorwaarden die verband houden met een op de datum van de emissie of het voorval van toepassing zijnde vergunning of aangifte die uitgereikt of verlengd werd krachtens de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.

§ 3. Wanneer verscheidene personen aansprakelijk zijn voor dezelfde bodemverontreiniging, zijn ze solidair aansprakelijk.

§ 4. De bepalingen van deze ordonnantie doen geen afbreuk aan het recht van de aansprakelijke persoon om andere rechtsmiddelen aan te wenden om verhaal te zoeken.

§ 5. De bepalingen van deze ordonnantie doen geen afbreuk aan de andere rechten die de benadeelde personen of personen die kosten aangaan, inroepen tegen de aansprakelijke of andere personen.

Afdeling II. — Gedetailleerd onderzoek

Doel en inhoud

Art. 25. § 1. Het gedetailleerd onderzoek bakent de bodemverontreiniging die door een verkennend bodemonderzoek aan het licht is gebracht, verticaal en horizontaal af en bepaalt, en eventueel onderscheidt, de toename van de verontreiniging en het type of de types verontreiniging : eenmalige, wees- of gemengde verontreiniging.

§ 2. Het gedetailleerd onderzoek bevat met redenen omklede conclusies betreffende de omvang en de aard van de verontreiniging, het type of de types verontreiniging en de termijn waarbinnen een risico-onderzoek of een saneringsvoorstel aan het Instituut moet worden betekend. Deze termijn wordt bepaald rekening houdend met met name het potentiële gevaar van de verontreiniging voor het milieu en de gezondheid alsmede het gebruik van het terrein. Het gedetailleerd onderzoek bepaalt eveneens, in voorkomend geval, welke veiligheidsmaatregelen er genomen moeten worden.

§ 3. De Regering bepaalt de type-inhoud en de algemene uitvoeringsmodaliteiten van het gedetailleerd onderzoek.

Réalisation et notification

Art. 26. § 1^{er}. L'étude détaillée est réalisée par un expert en pollution du sol.

§ 2. L'étude détaillée est notifiée à l'Institut dans le délai fixé par celui-ci sur la base des études antérieures.

Une prolongation du délai peut être accordée, suite à une demande écrite et motivée de la personne tenue de la réaliser, notifiée à l'Institut par lettre recommandée ou contre récépissé au siège de l'Institut. L'Institut statue dans les 7 jours sur le délai de la prolongation. Passé ce délai, la demande de prolongation est réputée accordée.

§ 3. L'étude détaillée est notifiée à l'Institut par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé au siège de l'Institut.

Déclaration de conformité

Art. 27. § 1^{er}. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception de l'étude détaillée pour :

— soit la déclarer conforme ou non aux dispositions de la présente ordonnance;

— soit imposer des modifications ou des additions à lui notifier par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé au siège de l'Institut, dans un délai raisonnable qu'il fixe. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception des modifications ou des additions pour déclarer l'étude détaillée conforme ou non aux dispositions de la présente ordonnance.

De commun accord entre l'Institut et la personne tenue de réaliser l'étude détaillée, les délais de 30 jours visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être étendus à 60 jours.

§ 2. Dans la déclaration de conformité, l'Institut détermine, sur la base des conclusions de l'étude détaillée, le ou les types de pollution du sol et le délai dans lequel l'étude de risque et/ou le projet d'assainissement doivent lui être notifiés. L'Institut peut également prescrire des mesures de sécurité. La déclaration de conformité est notifiée par lettre recommandée à la personne tenue de réaliser l'étude détaillée, aux personnes tenues de réaliser l'étude de risque et/ou le projet d'assainissement, au titulaire de droits réels et, le cas échéant, à l'exploitant d'une activité à risque sur le terrain.

§ 3. En l'absence de déclaration de conformité par l'Institut dans les délais visés au § 1^{er}, les conclusions formulées par l'expert en pollution du sol sont réputées approuvées et l'étude détaillée est réputée conforme.

Etudes conjointes

Art. 28. Dans le respect du délai visé à l'article 15, § 4, la personne tenue de réaliser une étude détaillée peut faire réaliser, à sa charge, une étude de risque immédiatement après l'étude détaillée sans notification intermédiaire de cette dernière à l'Institut.

Dans ce cas, l'étude détaillée et l'étude de risque sont notifiées simultanément à l'Institut. Les dispositions des articles 26, 27, 30 et 31 s'appliquent par analogie.

En cas de notification simultanée d'une reconnaissance de l'état du sol, d'une étude détaillée et d'une étude de risque, les délais accordés à l'Institut visés à l'article 31 sont portés à 60 jours.

CHAPITRE IV. — *Gestion du risque*Section 1^{re}. — Etude de risque

Objectif et contenu

Art. 29. § 1^{er}. L'étude de risque évalue les risques engendrés par une pollution du sol pour la santé humaine et pour l'environnement.

§ 2. L'évaluation des risques intègre les trois dimensions suivantes : le risque d'exposition des personnes, le risque d'atteinte aux écosystèmes et le risque de dissémination de contaminants.

Uitvoering en kennisgeving

Art. 26. § 1. Het gedetailleerd onderzoek wordt door een bodemverontreinigingsdeskundige uitgevoerd.

§ 2. Het gedetailleerd onderzoek wordt aan het Instituut betekend binnen de termijn die het Instituut bepaald heeft op basis van eerdere onderzoeken.

Er kan een verlenging van de termijn worden toegekend indien de persoon die het onderzoek moet uitvoeren, daartoe een schriftelijke en met redenen omklede aanvraag indient bij het Instituut per aangetekend schrijven of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut. Het Instituut beslist binnen de 7 dagen over de termijn van de verlenging. Na het verstrijken van deze termijn wordt de aanvraag tot verlenging geacht te zijn goedgekeurd.

§ 3. Het gedetailleerd onderzoek wordt aan het Instituut betekend per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut.

Gelijkvormigheidsverklaring

Art. 27. § 1. Na ontvangst van het gedetailleerd onderzoek heeft het Instituut 30 dagen de tijd om :

— ofwel het al dan niet gelijkvormig met de bepalingen van deze ordonnantie te verklaren;

— ofwel wijzigingen of aanvullingen op te leggen die aan het Instituut betekend moeten worden per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn. Na ontvangst van de wijzigingen of aanvullingen heeft het Instituut 30 dagen de tijd om het gedetailleerd onderzoek al dan niet gelijkvormig met de bepalingen van deze ordonnantie te verklaren.

In onderlinge overeenstemming tussen het Instituut en de persoon belast met het gedetailleerd onderzoek, kunnen de termijnen van 30 dagen bedoeld in het eerste lid verlengd worden tot 60 dagen.

§ 2. In de gelijkvormigheidsverklaring bepaalt het Instituut op basis van de conclusies van het gedetailleerd onderzoek het type of de types bodemverontreiniging en de termijn waarbinnen het risico-onderzoek en/of het saneringsvoorstel aan het Instituut betekend moeten worden. Het Instituut kan eveneens veiligheidsmaatregelen voorschrijven. De gelijkvormigheidsverklaring wordt per aangetekend schrijven betekend aan de persoon die het gedetailleerd onderzoek moet uitvoeren, de personen die het risico-onderzoek moeten uitvoeren en/of het saneringsvoorstel moeten opstellen, de houder van zakelijke rechten en, in voorkomend geval, de exploitant van een risicoactiviteit op het terrein.

§ 3. Bij ontstentenis van een gelijkvormigheidsverklaring door het Instituut binnen de termijnen bedoeld in § 1, worden de door de bodemverontreinigingsdeskundige geformuleerde conclusies geacht te zijn goedgekeurd en wordt het gedetailleerd onderzoek als gelijkvormig beschouwd.

Gezamenlijke onderzoeken

Art. 28. Binnen de termijn bedoeld in artikel 15, § 4, kan de persoon die het gedetailleerd onderzoek moet uitvoeren, onmiddellijk na het gedetailleerd onderzoek voor eigen rekening een risico-onderzoek laten uitvoeren, zonder tussentijdse kennisgeving aan het Instituut van het eerste onderzoek.

In dat geval worden het gedetailleerd onderzoek en het risico-onderzoek gezamenlijk betekend aan het Instituut. De bepalingen van artikelen 26, 27, 30 en 31 zijn naar analogie van toepassing.

Indien het verkennend bodemonderzoek, het gedetailleerd onderzoek en het risico-onderzoek gezamenlijk betekend worden, worden de in artikel 31 bedoelde termijnen toegekend aan het Instituut verlengd tot 60 dagen.

HOOFDSTUK IV. — *Risicobeheer*

Afdeling I. — Risico-onderzoek

Doel en inhoud

Art. 29. § 1. Het risico-onderzoek beoordeelt de risico's die een bodemverontreiniging met zich brengt voor de volksgezondheid en het milieu.

§ 2. De risicobeoordeling omvat de volgende drie aspecten : het risico van blootstelling voor de mens, het risico van aantasting van de ecosystemen en het risico van verspreiding van verontreinigende stoffen.

L'évaluation des risques étudie les risques actuels, compte tenu de l'utilisation actuelle de fait, licite, du terrain, et les risques futurs, compte tenu de sa destination telle que prévue dans les certificats, les permis d'urbanisme et les permis de lotir en cours de validité relatifs au terrain, ou, à défaut, telle que déduite de son utilisation actuelle de fait, licite, et des affectations autorisées par les plans d'affectation du sol.

Le gouvernement peut préciser pour chaque zone définie par les plans d'affectation du sol, les affectations qu'il y a lieu de prendre en compte.

§ 3. L'étude de risque formule des conclusions motivées quant au caractère tolérable ou non des risques engendrés par la pollution, quant à l'urgence d'une gestion du risque, quant à la nécessité ou non de réaliser un projet de gestion du risque ou éventuellement un projet d'assainissement et quant au délai de notification à l'Institut de tels projets. Ce délai tient notamment compte de l'urgence de la gestion du risque et de l'utilisation du terrain. L'étude de risque détermine également, le cas échéant, les mesures de sécurité ou de suivi à prendre.

§ 4. Le gouvernement arrête le contenu type de l'étude de risque.

Réalisation et notification

Art. 30. § 1^{er}. L'étude de risque est réalisée par un expert en pollution du sol.

§ 2. L'étude de risque est notifiée à l'Institut dans le délai fixé par celui-ci sur la base des études antérieures.

Une prolongation du délai peut être accordée, suite à une demande écrite et motivée de la personne tenue de la réaliser, notifiée à l'Institut par lettre recommandée ou contre récépissé au siège de l'Institut. L'Institut statue dans les 7 jours sur le délai de la prolongation. Passé ce délai, la demande de prolongation est réputée accordée.

§ 3. L'étude de risque est notifiée à l'Institut par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé au siège de l'Institut.

Déclaration de conformité

Art. 31. § 1^{er}. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception de l'étude de risque pour :

— soit la déclarer conforme ou non aux dispositions de la présente ordonnance;

— soit imposer des modifications ou des additions à lui notifier par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé au siège de l'Institut, dans un délai raisonnable qu'il fixe. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception des modifications ou des additions pour déclarer l'étude de risque conforme ou non aux dispositions de la présente ordonnance.

De commun accord entre l'Institut et la personne tenue de réaliser l'étude de risque, les délais de 30 jours visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être étendus à 60 jours.

§ 2. Dans la déclaration de conformité, l'Institut détermine, le cas échéant, sur la base des conclusions de l'étude de risque, le délai dans lequel le projet de gestion du risque ou le projet d'assainissement doit lui être notifié. L'Institut peut également prescrire des mesures de sécurité ou des mesures de suivi. La déclaration de conformité est notifiée par lettre recommandée à la personne tenue de réaliser l'étude de risque, au titulaire de droits réels et, le cas échéant, à l'exploitant d'une activité à risque sur le terrain.

§ 3. En l'absence de déclaration de conformité par l'Institut dans les délais visés au § 1^{er}, les conclusions formulées par l'expert en pollution du sol sont réputées approuvées et l'étude de risque est réputée conforme

Durée de validité

Art. 32. § 1^{er}. Une étude de risque est valide tant que les éléments pris en compte par cette étude pour évaluer les risques d'exposition des personnes, d'atteinte aux écosystèmes et de dissémination de contaminants, y compris les données de l'étude détaillée utilisées et l'affectation planologique du sol, n'ont pas été modifiés.

De risicobeoordeling bestudeert de huidige risico's, rekening houdend met het huidige geoorloofd feitelijk gebruik van het terrein, en de toekomstige risico's, rekening houdend met de bestemming volgens de geldige stedenbouwkundige attesten, stedenbouwkundige vergunningen en verkavelingsvergunningen voor het terrein, of, bij ontstentenis daarvan, zoals af te leiden uit het huidige geoorloofd feitelijk gebruik en de bestemmingen die toegestaan zijn volgens de bodembestemmingsplannen.

De Regering kan voor elke zone die vastgelegd wordt in de bodembestemmingsplannen, opgeven met welke bestemmingen er rekening gehouden moet worden.

§ 3. Het risico-onderzoek formuleert met redenen omklede conclusies betreffende de aanvaardbaarheid van de risico's van de verontreiniging, de dringendheid van risicobeheer, de noodzaak een risicobeheersvoorstel of eventueel een saneringsvoorstel op te stellen en de termijnen waarbinnen dergelijke voorstellen aan het Instituut betekend moeten worden. Deze termijn wordt bepaald rekening houdend met met name de dringendheid van het risicobeheer en het gebruik van het terrein. Het risico-onderzoek bepaalt in voorkomend geval eveneens welke veiligheids- of follow-upmaatregelen er genomen moeten worden.

§ 4. De Regering bepaalt de type-inhoud van het risicoonderzoek.

Uitvoering en kennisgeving

Art. 30. § 1. Het risico-onderzoek wordt door een bodemverontreinigingsdeskundige uitgevoerd.

§ 2. Het risico-onderzoek wordt aan het Instituut betekend binnen de termijn die het Instituut bepaald heeft op basis van eerdere onderzoeken.

Er kan een verlenging van de termijn toegekend worden indien de persoon die het onderzoek moet uitvoeren, daartoe een schriftelijke en met redenen omklede aanvraag indient bij het Instituut per aangetekend schrijven of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut. Het Instituut beslist binnen de 7 dagen over de termijn van de verlenging. Na het verstrijken van deze termijn wordt de aanvraag tot verlenging geacht te zijn goedgekeurd.

§ 3. Het risico-onderzoek wordt aan het Instituut betekend per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut.

Gelijkvormigheidsverklaring

Art. 31. § 1. Na ontvangst van het risico-onderzoek heeft het Instituut 30 dagen de tijd om :

— ofwel het al dan niet gelijkvormig met de bepalingen van deze ordonnantie te verklaren;

— ofwel wijzigingen of aanvullingen op te leggen die aan het Instituut betekend moeten worden per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn. Na ontvangst van de wijzigingen of aanvullingen heeft het Instituut 30 dagen de tijd om het risico-onderzoek al dan niet gelijkvormig met de bepalingen van deze ordonnantie te verklaren.

— In onderlinge overeenstemming tussen het Instituut en de persoon belast met het risico-onderzoek, kunnen de termijnen van 30 dagen bedoeld in het eerste lid verlengd worden tot 60 dagen.

§ 2. In de gelijkvormigheidsverklaring bepaalt het Instituut, in voorkomend geval, op basis van de conclusies van het risico-onderzoek, de termijn waarbinnen het risicobeheersvoorstel of het saneringsvoorstel aan het Instituut betekend moet worden. Het Instituut kan eveneens veiligheids- of follow-upmaatregelen voorschrijven. De gelijkvormigheidsverklaring wordt per aangetekend schrijven betekend aan de persoon die het risico-onderzoek moet uitvoeren, de houder van zakelijke rechten en, in voorkomend geval, de exploitant van een risicoactiviteit op het terrein.

§ 3. Bij ontstentenis van een gelijkvormigheidsverklaring door het Instituut binnen de termijnen bedoeld in § 1, worden de door de bodemverontreinigingsdeskundige geformuleerde conclusies geacht te zijn goedgekeurd en wordt het risico-onderzoek als gelijkvormig beschouwd.

Geldigheidsduur

Art. 32. § 1. Een risico-onderzoek is geldig zolang er zich geen wijziging heeft voorgedaan in de elementen waarmee rekening is gehouden in dit onderzoek om de risico's van blootstelling voor de mens, aantasting van de ecosystemen en verspreiding van verontreinigende stoffen te bepalen, met inbegrip van de gegevens van het gedetailleerd onderzoek en het bodembestemmingsplan die voor het onderzoek gebruikt werden.

Lorsqu'une étude de risque relative à une parcelle soumise à gestion du risque n'est plus valide, une nouvelle étude de risque relative à cette parcelle doit être réalisée avant les faits visés à l'article 17, § 1^{er}, par les personnes visées à l'article 20.

§ 2. L'Institut détermine, sur la base des études antérieures et des résultats des mesures de suivi, si les données de l'étude détaillée utilisées par une étude de risque sont encore suffisamment actuelles pour donner une image exacte de l'état actuel de pollution du sol. Dans le cas où ces données ne sont plus considérées comme suffisamment actuelles, la nouvelle étude de risque, requise en vertu du § 1^{er}, doit être précédée d'une actualisation de cette étude détaillée, réalisée conformément à la section II du chapitre III, section II. Projet de gestion du risque.

Objectif et contenu

Art. 33. § 1^{er}. Le projet de gestion du risque détermine le type et le mode d'exécution des mesures de gestion du risque à mettre en œuvre pour rendre les risques identifiés par une étude de risque tolérables pour la santé humaine et l'environnement.

§ 2. Le projet de gestion du risque décrit les mesures de gestion du risque retenues, après les avoir comparées avec d'autres mesures de gestion du risque envisageables quant à leur efficacité, leur coût, leurs incidences sur l'environnement et leur délai d'exécution. Sur la base des mêmes critères, le projet de gestion du risque compare succinctement les mesures de gestion du risque retenues par rapport à des travaux d'assainissement de la pollution suivant une technique appropriée à la situation de terrain. Le projet de gestion du risque précise également la procédure qui permettra de mesurer les résultats obtenus en termes d'exposition des personnes et de l'environnement suite à la mise en œuvre des mesures de gestion du risque retenues, ainsi que le délai dans lequel ces mesures doivent être mises en œuvre. Ce délai tient notamment compte de l'urgence de la gestion du risque et de l'utilisation du terrain. Le projet de gestion du risque détermine également le cas échéant les mesures de sécurité et de suivi à prendre.

L'évaluation des incidences du projet s'effectue sans préjudice d'autres législations en la matière.

§ 3. Le gouvernement arrête le contenu type du projet de gestion du risque.

Réalisation et notification

Art. 34. § 1^{er}. Le projet de gestion du risque est rédigé par un expert en pollution du sol.

§ 2. Le projet de gestion du risque est notifié à l'Institut dans le délai fixé par celui-ci sur la base des études antérieures.

Une prolongation du délai peut être accordée, suite à une demande écrite et motivée de la personne tenue de le réaliser, notifiée à l'Institut par lettre recommandée ou contre récépissé au siège de l'Institut. L'Institut statue dans les 7 jours sur le délai de la prolongation. Passé ce délai, la demande de prolongation est réputée accordée.

§ 3. Le projet de gestion du risque est notifié à l'Institut par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé au siège de l'Institut.

L'Institut dispose de 15 jours à dater de la réception du projet de gestion du risque pour notifier, par lettre recommandée, à la personne tenue de le réaliser, soit un accusé de réception de dossier complet, soit une demande de compléments à lui notifier par courrier recommandé ou contre récépissé au siège de l'Institut dans un délai raisonnable qu'il fixe.

Déclaration de conformité

Art. 35. § 1^{er}. Dans les 45 jours à dater de l'accusé de réception de dossier complet ou, le cas échéant, de la réception des avis visés à l'article 51 ou de l'expiration des délais pour les communiquer prescrits aux articles 34, § 3 et 51, l'Institut :

— soit le déclare conforme ou non aux dispositions de la présente ordonnance;

— soit impose des modifications ou des additions à lui notifi er par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé au siège de l'Institut, dans un délai raisonnable qu'il fixe. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception des modifications ou des additions pour déclarer le projet de gestion du risque conforme ou non aux dispositions de la présente ordonnance.

Wanneer een risico-onderzoek betreffende een perceel dat onder risicobeheer is gesteld, niet langer geldig is, moet er door de personen bedoeld in artikel 20 een nieuw risico-onderzoek betreffende dat perceel worden uitgevoerd vóór de feiten bedoeld in artikel 17, § 1.

§ 2. Het Instituut bepaalt op basis van eerdere onderzoeken en de resultaten van de follow-upmaatregelen of de gegevens van het gedetailleerd onderzoek die in een risico-onderzoek gebruikt zijn, nog voldoende actueel zijn om een exact beeld te geven van de huidige staat van de bodemverontreiniging. Indien deze gegevens niet meer als voldoende actueel beschouwd worden, moet het nieuwe risico-onderzoek, vereist krachtens artikel § 1, voorafgegaan worden door een actualisering van het gedetailleerd onderzoek, uitgevoerd in overeenstemming met afdeling II van hoofdstuk III, afdeling II. Risicobeheersvoorstel.

Doel en inhoud

Art. 33. § 1. Het risicobeheersvoorstel bepaalt het type en de uitvoeringswijze van de risicobeheersmaatregelen die moeten worden genomen om de via een risico-onderzoek geïdentificeerde risico's aanvaardbaar te maken voor de volksgezondheid en het milieu.

§ 2. Het risicobeheersvoorstel beschrijft de gekozen risicobeheersmaatregelen, na ze te hebben vergeleken met andere denkbare risicobeheersmaatregelen wat betreft doeltreffendheid, kostprijs, milieueffecten en uitvoeringstermijn. Op basis van dezelfde criteria vergelijkt het risicobeheersvoorstel op beknopte wijze de gekozen risicobeheersmaatregelen met de saneringswerken volgens een aan de situatie op het terrein aangepaste techniek. Het risicobeheersvoorstel verduidelijkt eveneens de procedure om na de uitvoering van de gekozen risicobeheersmaatregelen de geboekte resultaten inzake blootstelling van de mens en het milieu te meten, evenals de termijn waarbinnen deze maatregelen uitgevoerd moeten worden. Deze termijn wordt bepaald rekening houdend met met name de dringendheid van het risicobeheer en het gebruik van het terrein. Het risicobeheersvoorstel bepaalt in voorkomend geval eveneens welke veiligheids- of follow-upmaatregelen er genomen moeten worden.

De effecten van het ontwerp worden beoordeeld onverminderd de andere wetgevingen op dat gebied.

§ 3. De Regering bepaalt de type-inhoud van het risicobeheersvoorstel.

Uitvoering en kennisgeving

Art. 34. § 1. Het risicobeheersvoorstel wordt door een bodemverontreinigingsdeskundige opgesteld.

§ 2. Het risicobeheersvoorstel wordt aan het Instituut betekend binnen de termijn die het Instituut bepaald heeft op basis van eerdere onderzoeken.

Er kan een verlenging van de termijn worden toegekend indien de persoon die het onderzoek moet uitvoeren, daartoe een schriftelijke en met redenen omklede aanvraag indient bij het Instituut per aangetekend schrijven of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut. Het Instituut beslist binnen de 7 dagen over de termijn van de verlenging. Na het verstrijken van deze termijn wordt de aanvraag tot verlenging geacht te zijn goedgekeurd.

§ 3. Het risicobeheersvoorstel wordt aan het Instituut betekend per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut.

Na ontvangst van het risicobeheersvoorstel heeft het Instituut 15 dagen de tijd om aan de persoon die het risicobeheersvoorstel moet opstellen, per aangetekend schrijven betekening te doen van ofwel een ontvangstbewijs voor het volledige dossier, ofwel een verzoek om aanvullingen, die binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn aan het Instituut betekend moeten worden per aangetekend schrijven of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut.

Gelijkvormigheidsverklaring

Art. 35. § 1. Na ontvangst van de ontvangstbewijs voor het volledige dossier of, desgevallend, de adviezen bedoeld in artikel 51 of na het verstrijken van de in artikelen 34, § 3 en 51 gestelde termijnen om de adviezen in te dienen, heeft het Instituut 45 dagen de tijd om :

— ofwel het al dan niet gelijkvormig met de bepalingen van deze ordonnantie te verklaren;

— ofwel wijzigingen of aanvullingen op te leggen die aan het Instituut betekend moeten worden per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn. Na ontvangst van de wijzigingen of aanvullingen heeft het Instituut 30 dagen de tijd om het risicobeheersvoorstel al dan niet gelijkvormig met de bepalingen van deze ordonnantie te verklaren.

Si l'Institut ne peut notifier une déclaration de conformité dans le délai imparti selon la présente disposition, il adresse à la personne tenue de réaliser la gestion du risque, une proposition de prolongation de ce délai de maximum 30 jours. Cette proposition mentionne les recours organisés aux articles 55 à 57.

§ 2. Dans la déclaration de conformité du projet de gestion du risque, l'Institut fixe, sur la base des conclusions du projet de gestion du risque, de ses incidences sur l'environnement, des avis reçus, les conditions auxquelles les mesures de gestion du risque doivent être mises en œuvre, les résultats auxquels la mise en œuvre de ces mesures doit aboutir et les délais dans lesquels ces mesures doivent avoir été mises en œuvre. L'Institut peut également prescrire des mesures de sécurité ou de suivi.

§ 3. La déclaration de conformité du projet de gestion du risque est notifiée par lettre recommandée aux personnes suivantes :

1° la personne tenue de mettre en œuvre les mesures de gestion du risque;

2° les titulaires de droits réels et les exploitants d'une activité à risque sur les parcelles concernées;

3° le collègue des bourgmestre et échevins;

4° le fonctionnaire délégué, si son avis a été demandé en exécution de l'article 51.

Equivalence

Art. 36. Si le projet de gestion du risque comprend des installations, des actes ou travaux soumis à autorisation en exécution de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines, à déclaration environnementale, à permis d'environnement ou à permis d'urbanisme, la déclaration de conformité du projet de gestion du risque vaut l'autorisation, la déclaration ou le permis requis.

Section III. — Mesures de gestion du risque

Mise en œuvre des mesures de gestion du risque

Art. 37. § 1^{er}. Les mesures de gestion du risque sont mises en œuvre par un entrepreneur en assainissement du sol, sous la supervision d'un expert en pollution du sol, dans les délais fixés par l'Institut dans la déclaration de conformité du projet de gestion du risque.

§ 2. Les mesures de gestion du risque sont mises en œuvre conformément aux dispositions reprises dans le projet de gestion du risque et aux conditions fixées dans la déclaration de conformité du projet de gestion du risque.

§ 3. Le gouvernement peut arrêter une procédure standard organisant la mise en œuvre des mesures de gestion du risque.

Adaptation des mesures de gestion du risque

Art. 38. § 1^{er}. S'il apparaît au cours de la mise en œuvre des mesures de gestion du risque que celles-ci ne conduiront pas aux résultats attendus, que les conditions de leur mise en œuvre ne sont plus appropriées pour éviter ou réduire les nuisances environnementales, ou que les résultats peuvent être atteints par la mise en œuvre de mesures de gestion du risque au coût inférieur, les mesures de gestion du risque peuvent être adaptées par des modifications ou compléments, à la demande de la personne tenue de réaliser la gestion du risque ou à la demande de l'Institut, conformément aux dispositions du présent article.

§ 2. Toute demande ou proposition d'adaptation des mesures de gestion du risque est rédigée par un expert en pollution du sol désigné par la personne tenue de réaliser la gestion du risque et est accompagnée d'un avis d'un entrepreneur en assainissement du sol. Elle est notifiée à l'Institut par lettre recommandée ou contre récépissé au siège de l'Institut.

Toute demande ou proposition d'adaptation des mesures de gestion du risque précise la nature et les incidences de cette adaptation eu égard aux critères analysés dans le projet de gestion du risque déclaré ou réputé conforme. Lorsqu'elle émane de la personne tenue de réaliser la gestion du risque, la demande d'adaptation précise également la motivation de cette demande.

§ 3. La personne tenue de réaliser la gestion du risque notifie à l'Institut sa demande d'adaptation des mesures de gestion du risque.

Indien het Instituut geen gelijkvormigheidsverklaring kan betekenen volgens de binnen deze bepaling toegestane termijn, richt het aan de persoon die het risicobeheer uitvoert een voorstel van verlenging van een maximum van 30 dagen van deze termijn. In dit voorstel zijn de in artikelen 55 tot 57 georganiseerde beroepen vermeld.

§ 2. In de gelijkvormigheidsverklaring van het risicobeheersvoorstel bepaalt het Instituut op basis van de conclusies van het risicobeheersvoorstel, de milieueffecten ervan en de ontvangen adviezen, op welke voorwaarden de risicobeheersmaatregelen uitgevoerd moeten worden, welke resultaten behaald moeten worden met de uitvoering van deze maatregelen en binnen welke termijnen de uitvoering van deze maatregelen voltooid moet zijn. Het Instituut kan eveneens veiligheids- of follow-upmaatregelen voorschrijven.

§ 3. De gelijkvormigheidsverklaring van het risicobeheersvoorstel wordt per aangetekend schrijven aan de volgende personen betekend :

1° de persoon die de risicobeheersmaatregelen moet uitvoeren;

2° de houders van zakelijke rechten en de exploitanten van een risicoactiviteit op de betreffende percelen;

3° het College van Burgemeester en Schepenen;

4° de afgevaardigd ambtenaar, indien deze om advies gevraagd werd ter uitvoering van artikel 51.

Equivalentie

Art. 36. Indien het risicobeheersvoorstel inrichtingen, handelingen of werkzaamheden omvat die onderworpen zijn aan een vergunning krachtens de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het grondwater of aan een milieuaangifte, milieuvergunning of stedenbouwkundige vergunning geldt de gelijkvormigheidsverklaring van het risicobeheersvoorstel als de vereiste vergunning of aangifte.

Afdeling III. — Risicobeheersmaatregelen

Uitvoering van de risicobeheersmaatregelen

Art. 37. § 1. De risicobeheersmaatregelen worden uitgevoerd door een bodemsaneringsaannemer, onder toezicht van een bodemverontreinigingsdeskundige, binnen de termijnen die het Instituut heeft gesteld in de gelijkvormigheidsverklaring van het risicobeheersvoorstel.

§ 2. De risicobeheersmaatregelen worden uitgevoerd in overeenstemming met de bepalingen in het risicobeheersvoorstel en de voorwaarden vastgelegd in de gelijkvormigheidsverklaring van het risicobeheersvoorstel.

§ 3. De Regering kan een standaardprocedure vastleggen voor de uitvoering van de risicobeheersmaatregelen.

Aanpassing van de risicobeheersmaatregelen

Art. 38. § 1. Indien tijdens de uitvoering van risicobeheersmaatregelen blijkt dat deze niet de verwachte resultaten zullen opleveren, dat de uitvoeringsvoorwaarden niet langer geschikt zijn om milieuhinder te voorkomen of te verminderen of dat de resultaten behaald kunnen worden door de toepassing van risicobeheersmaatregelen tegen lagere kostprijs, kunnen de risicobeheersmaatregelen aangepast worden door wijzigingen of aanvullingen, op verzoek van de persoon die het risicobeheer moet uitvoeren of op verzoek van het Instituut, in overeenstemming met de bepalingen van dit artikel.

§ 2. Elke vraag of elk voorstel met betrekking tot de aanpassing van de risicobeheersmaatregelen moet worden opgesteld door een bodemverontreinigingsdeskundige die is aangesteld door de persoon die moet instaan voor het risicobeheer, en moet vergezeld zijn van het advies van een bodemsaneringsaannemer. De kennisgeving aan het Instituut gebeurt per aangetekend schrijven of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut.

Elke vraag of elk voorstel met betrekking tot de aanpassing van de risicobeheersmaatregelen moet de aard en de gevolgen stipuleren van deze aanpassing gelet op de criteria die in het gelijkvormig verklaarde of geachte risicobeheersvoorstel geanalyseerd worden. Indien het verzoek om aanpassing uitgaat van de persoon die het risicobeheer moet uitvoeren, moeten in het verzoek ook de redenen van de aanpassing toegelicht worden.

§ 3. De persoon die het risicobeheer moet uitvoeren, betekent zijn verzoek om aanpassing van de risicobeheersmaatregelen aan het Instituut.

Dans les 15 jours à dater de la réception de la demande, l'Institut notifie par lettre recommandée à la personne tenue de réaliser la gestion du risque :

— soit son désaccord sur la mise en œuvre de l'adaptation demandée, lorsqu'il estime que celle-ci n'est pas conforme aux conditions décrites au § 1^{er} ou qu'elle est susceptible d'entraîner une aggravation des risques pour la santé humaine ou l'environnement;

— soit son accord sur la mise en œuvre de l'adaptation demandée, éventuellement conditionné au respect de certaines dispositions de mise en œuvre, lorsqu'il estime que celle-ci est mineure eu égard aux critères analysés dans le projet de gestion du risque;

— soit une demande de rédiger un nouveau projet de gestion du risque, conformément aux dispositions de la section II du présent chapitre, lorsqu'il estime que l'adaptation demandée est substantielle eu égard aux critères analysés dans le projet de gestion du risque;

— soit une demande de précisions ou additions à lui notifier par lettre recommandée. L'Institut dispose de 15 jours à dater de la réception des précisions ou additions pour notifier son accord ou non sur la mise en œuvre de l'adaptation demandée ou pour demander la rédaction d'un nouveau projet de gestion du risque, conformément aux dispositions de la section II du présent chapitre.

En l'absence de notification par l'Institut dans ces délais, la demande d'adaptation des mesures de gestion du risque est réputée non acceptée.

§ 4. L'Institut notifie à la personne tenue de réaliser la gestion du risque le délai raisonnable dans lequel une proposition d'adaptation des mesures de gestion du risque, à charge de cette personne, doit lui être notifiée. La demande de l'Institut est motivée.

Dans les 15 jours à dater de la réception de la proposition, l'Institut notifie par lettre recommandée à la personne tenue de réaliser la gestion du risque :

— soit son accord sur la mise en œuvre de l'adaptation proposée, éventuellement conditionné au respect de certaines dispositions de mise en œuvre, lorsqu'il estime que celle-ci est mineure eu égard aux critères analysés dans le projet de gestion du risque;

— soit une demande de rédiger un nouveau projet de gestion du risque, conformément aux dispositions de la section II du présent chapitre, lorsqu'il estime que l'adaptation proposée est substantielle eu égard aux critères analysés dans le projet de gestion du risque;

— soit une demande de précisions ou d'additions à lui notifier par lettre recommandée. L'Institut dispose de 15 jours à dater de la réception des précisions ou des additions pour notifier son accord ou non sur la mise en œuvre de l'adaptation proposée ou pour demander la rédaction d'un nouveau projet de gestion de risque, conformément aux dispositions de la section II du présent chapitre.

En l'absence de notification par l'Institut dans ces délais, la proposition d'adaptation des mesures de gestion du risque est réputée non acceptée.

§ 5. Le gouvernement peut arrêter la liste des adaptations pour lesquelles aucune notification préalable ne doit être faite à l'Institut en raison de leur minime importance ainsi que la liste des adaptations pour lesquelles la rédaction d'un nouveau projet de gestion du risque doit obligatoirement être réalisée en raison de leur importance significative.

Evaluation finale

Art. 39. § 1^{er}. A l'issue de la mise en œuvre des mesures de gestion du risque, une évaluation finale de ces mesures est effectuée par un expert en pollution du sol à charge de la personne tenue de les mettre en œuvre. Elle est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Institut ou contre récépissé au siège de l'Institut.

Binnen de 15 dagen na ontvangst van het verzoek stelt het Instituut de persoon die het risicobeheer moet uitvoeren, per aangetekend schrijven ervan in kennis :

— ofwel dat het Instituut niet akkoord gaat met de gevraagde aanpassing, wanneer het meent dat deze niet overeenstemt met de voorwaarden beschreven in § 1 of dat deze een toename van de risico's voor de volksgezondheid of het milieu kan veroorzaken;

— ofwel dat het Instituut akkoord gaat met de gevraagde aanpassing, eventueel verbonden aan bepaalde uitvoeringsvoorwaarden, wanneer het meent dat het gaat om een aanpassing van minder belang gelet op de criteria die in het risicobeheersvoorstel geanalyseerd worden;

— ofwel dat het Instituut wil dat er een nieuw risicobeheersvoorstel wordt opgesteld in overeenstemming met de bepalingen van afdeling II van dit hoofdstuk, wanneer het meent dat het gaat om een aanpassing van substantieel belang gelet op de criteria die in het risicobeheersvoorstel geanalyseerd worden;

— ofwel dat het Instituut verzoekt om verduidelijkingen of aanvullingen, die per aangetekend schrijven aan het Instituut betekend moeten worden. Na ontvangst van de verduidelijkingen of aanvullingen heeft het instituut 15 dagen de tijd om de gevraagde aanpassing al dan niet goed te keuren of te vragen dat er een nieuw risicobeheersvoorstel wordt opgesteld, in overeenstemming met de bepalingen van afdeling II van dit hoofdstuk.

Bij ontstentenis van een kennisgeving van het Instituut binnen de gestelde termijn, wordt het verzoek om aanpassing van de risicobeheersmaatregelen geacht niet te zijn goedgekeurd.

§ 4. Het Instituut deelt aan de persoon die het risicobeheer moet uitvoeren, de redelijke termijn mee waarbinnen een voorstel tot aanpassing van de risicobeheersmaatregelen, ten laste van deze persoon, moet worden betekend aan het Instituut. Het verzoek van het Instituut is met redenen omkleed.

Binnen de 15 dagen na ontvangst van het voorstel stelt het Instituut de persoon die het risicobeheer moet uitvoeren, per aangetekend schrijven ervan in kennis :

— ofwel dat het Instituut akkoord gaat met de voorgestelde aanpassing, eventueel verbonden aan bepaalde uitvoeringsvoorwaarden, wanneer het meent dat het gaat om een aanpassing van minder belang gelet op de criteria die in het risicobeheersvoorstel geanalyseerd worden;

— ofwel dat het Instituut wil dat er een nieuw risicobeheersvoorstel wordt opgesteld in overeenstemming met de bepalingen van afdeling II van dit hoofdstuk, wanneer het meent dat het gaat om een aanpassing van substantieel belang gelet op de criteria die in het risicobeheersvoorstel geanalyseerd worden;

— ofwel dat het Instituut verzoekt om verduidelijkingen of aanvullingen, die per aangetekend schrijven aan het Instituut betekend moeten worden. Na ontvangst van de verduidelijkingen of aanvullingen heeft het Instituut 15 dagen de tijd om de voorgestelde aanpassing al dan niet goed te keuren of te eisen dat er een nieuw risicobeheersvoorstel wordt opgesteld, in overeenstemming met de bepalingen van afdeling II van dit hoofdstuk.

Bij ontstentenis van een kennisgeving van het Instituut binnen de gestelde termijn wordt het voorstel tot aanpassing van de risicobeheersmaatregelen niet goedgekeurd geacht.

§ 5. De Regering kan de lijst vastleggen van de aanpassingen waarvoor vanwege hun minime belang geen voorafgaande kennisgeving aan het Instituut vereist is, alsmede de lijst van de aanpassingen waarvoor vanwege hun aanzienlijke belang een nieuw risicobeheersvoorstel moet worden opgesteld.

Eindbeoordeling

Art. 39. § 1. Na de uitvoering van de risicobeheersmaatregelen wordt er door een bodemverontreinigingsdeskundige een eindbeoordeling van deze maatregelen gemaakt ten laste van de persoon die de maatregelen moet uitvoeren. De eindbeoordeling wordt aan het Instituut betekend per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut.

§ 2. Cette évaluation finale comprend au moins les éléments suivants :

- une description détaillée des mesures de gestion du risque mises en œuvre;
- les résultats obtenus en termes d'exposition des personnes et de l'environnement sur la base de la procédure décrite dans le projet de gestion du risque déclaré ou réputé conforme;
- la nature et la durée des mesures de suivi éventuelles à mettre en œuvre.

§ 3. Le gouvernement arrête le contenu type de l'évaluation finale.

Déclaration finale

Art. 40. § 1^{er}. Dans les 30 jours à dater de la réception de l'évaluation finale, sur la base de celle-ci et des résultats à obtenir conformément à la déclaration de conformité du projet de gestion du risque, l'Institut notifie par lettre recommandée aux personnes visées à l'article 35, § 3 :

— soit une déclaration finale attestant de la réalisation de l'obligation de traitement de la pollution du sol en exécution de la présente ordonnance, éventuellement conditionnée à la mise en œuvre de mesures de suivi;

— soit une demande de complément aux mesures de gestion du risque. Dans ce cas, les dispositions de l'article 38, §§ 1^{er}, 2 et 4, s'appliquent par analogie. Une actualisation de l'évaluation finale est effectuée à l'issue de la mise en œuvre du complément demandé, à charge de la personne tenue de réaliser la gestion du risque, conformément aux dispositions de l'article 39;

— soit une demande de modifications ou d'additions à l'évaluation finale à lui notifier par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé au siège de l'Institut, dans un délai raisonnable qu'il fixe. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception des modifications ou des additions pour notifier une déclaration finale ou non.

§ 2. En l'absence de déclaration finale par l'Institut dans les délais de 30 jours visés au § 1^{er}, les conclusions formulées par l'expert en pollution du sol sont réputées approuvées et l'évaluation finale est réputée conforme.

§ 3. Le gouvernement peut fixer le contenu type de la déclaration finale.

CHAPITRE V. — Assainissement

Section 1^{re}. — Projet d'assainissement

Objectif et contenu

Art. 41. § 1^{er}. Le projet d'assainissement détermine le type et le mode d'exécution des travaux d'assainissement du sol à réaliser pour atteindre les normes d'assainissement ou éliminer un accroissement de pollution.

§ 2. Le projet d'assainissement décrit les techniques d'assainissement retenues, après les avoir comparées avec d'autres techniques d'assainissement envisageables quant à leur efficacité, leur coût, leurs incidences sur l'environnement et leur délai d'exécution. Le projet d'assainissement précise également la procédure qui permettra de mesurer les résultats obtenus en termes d'exposition des personnes et de l'environnement suite à l'exécution des travaux d'assainissement retenus, ainsi que le délai dans lequel ces travaux doivent être exécutés. Ce délai tient notamment compte de l'urgence de l'assainissement et de l'utilisation du terrain. Le projet d'assainissement détermine également le cas échéant les mesures de sécurité et de suivi à prendre.

L'évaluation des incidences du projet s'effectue sans préjudice d'autres législations en la matière.

§ 3. Le gouvernement arrête le contenu type du projet d'assainissement.

Réalisation et notification

Art. 42. § 1^{er}. Le projet d'assainissement est rédigé par un expert en pollution du sol.

§ 2. Le projet d'assainissement est notifié à l'Institut dans le délai fixé par celui-ci sur la base des études antérieures.

Une prolongation du délai peut être accordée, suite à une demande écrite et motivée de la personne tenue de le réaliser, notifiée à l'Institut par lettre recommandée ou contre récépissé au siège de l'Institut.

§ 2. Deze eindbeoordeling omvat minstens de volgende elementen :

- een gedetailleerde omschrijving van de uitgevoerde risicobeheersmaatregelen;
- de verkregen resultaten wat betreft de blootstelling van personen en het milieu op basis van de in het gelijkvormig verklaard of geacht risicobeheersvoorstel beschreven procedure;
- de aard en de duur van de eventuele follow-upmaatregelen.

§ 3. De Regering bepaalt de type-inhoud van de eindbeoordeling.

Slotverklaring

Art. 40. § 1. Binnen de 30 dagen na ontvangst van de eindbeoordeling betekent het Instituut, op basis van deze eindbeoordeling en de volgens de gelijkvormigheidsverklaring van het risicobeheersvoorstel vereiste resultaten, per aangetekend schrijven aan de personen bedoeld in artikel 35, § 3 :

— ofwel een slotverklaring waarin bevestigd wordt dat aan de verplichting inzake behandeling van de bodemverontreiniging in uitvoering van deze ordonnantie voldaan is, eventueel onder voorwaarde van follow-upmaatregelen;

— ofwel een verzoek om aanvulling van de risicobeheersmaatregelen. In dat geval zijn de bepalingen van artikel 38, § 1, § 2 en § 4, naar analogie van toepassing. De eindbeoordeling wordt geactualiseerd na de uitvoering van de gevraagde aanvulling, ten laste van de persoon die het risicobeheer moet uitvoeren, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 39;

— ofwel een verzoek om wijzigingen of aanvullingen aan de eindbeoordeling die aan het Instituut betekend moeten worden per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn. Na ontvangst van de wijzigingen of aanvullingen heeft het Instituut 30 dagen de tijd om al dan niet een slotverklaring te betekenen.

§ 2. Bij ontstentenis van een slotverklaring van het Instituut binnen de termijn van 30 dagen bedoeld in § 1, worden de door de bodemverontreinigingsdeskundige geformuleerde conclusies goedgekeurd geacht en wordt de slotverklaring als gelijkvormig beschouwd.

§ 3. De Regering kan de type-inhoud van de eindbeoordeling bepalen.

HOOFDSTUK V. — Sanering

Afdeling 1. — Saneringsvoorstel

Doel en inhoud

Art. 41. § 1. Het saneringsvoorstel bepaalt het type en de uitvoeringswijze van de bodemsaneringswerken die uitgevoerd moeten worden om aan de saneringsnormen te voldoen of om een toename van de verontreiniging uit te sluiten.

§ 2. Het saneringsvoorstel beschrijft de gekozen saneringstechnieken, na ze te hebben vergeleken met andere denkbare saneringstechnieken wat betreft doeltreffendheid, kostprijs, milieueffecten en uitvoeringstermijn. Het saneringsvoorstel verduidelijkt eveneens de procedure om na de uitvoering van de gekozen saneringswerken de resultaten inzake blootstelling van de mens en het milieu te meten, evenals de termijn waarbinnen deze werken uitgevoerd moeten worden. Deze termijn wordt bepaald rekening houdend met met name de dringendheid van de sanering en het gebruik van het terrein. Het saneringsvoorstel bepaalt in voorkomend geval eveneens welke veiligheids- en follow-upmaatregelen er genomen moeten worden.

De effecten van het ontwerp worden beoordeeld onverminderd de andere wetgevingen op dat gebied.

§ 3. De Regering bepaalt de type-inhoud van het saneringsvoorstel.

Uitvoering en kennisgeving

Art. 42. § 1. Het saneringsvoorstel wordt opgesteld door een bodemverontreinigingsdeskundige.

§ 2. Het saneringsvoorstel wordt aan het Instituut betekend binnen de termijn die het Instituut bepaald heeft op basis van eerdere onderzoeken.

Er kan een verlenging van de termijn worden toegekend indien de persoon die het voorstel moet opstellen, daartoe een schriftelijke en met redenen omklede aanvraag indient bij het Instituut per aangetekend schrijven of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut.

L'Institut statue dans les 7 jours sur le délai de la prolongation. Passé ce délai, la demande de prolongation est réputée accordée.

§ 3. Le projet d'assainissement est notifié à l'Institut par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé au siège de l'Institut.

L'Institut dispose de 15 jours à dater de la réception du projet d'assainissement pour notifier, par lettre recommandée, à la personne tenue de le réaliser, soit un accusé de réception de dossier complet, soit une demande de compléments à lui notifier par courrier recommandé ou contre récépissé au siège de l'Institut dans un délai raisonnable qu'il fixe.

Déclaration de conformité

Art. 43. § 1^{er}. Dans les 45 jours à dater de l'accusé de réception de dossier complet ou, le cas échéant, de la réception des avis visés à l'article 51 ou de l'expiration des délais pour les communiquer prescrits aux articles 42, § 3 et 51, l'Institut :

— soit le déclare conforme ou non aux dispositions de la présente ordonnance;

— soit impose des modifications ou des additions à lui notifi er par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé au siège de l'Institut, dans un délai raisonnable qu'il fixe. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception des modifications ou des additions pour déclarer le projet d'assainissement conforme ou non aux dispositions de la présente ordonnance.

Si l'Institut ne peut notifier une déclaration de conformité dans le délai imparti selon la présente disposition, il adresse à la personne tenue de réaliser l'assainissement une proposition de prolongation de ce délai de maximum 30 jours. Cette proposition mentionne les recours organisés aux articles 55 à 57.

§ 2. Dans la déclaration de conformité du projet d'assainissement, l'Institut fixe, sur la base des conclusions du projet d'assainissement, de ses incidences sur l'environnement, des normes d'assainissement, des avis reçus, les conditions auxquelles les travaux d'assainissement doivent être exécutés, les résultats auxquels l'exécution de ces travaux doit aboutir et les délais dans lesquels ces travaux doivent être exécutés. L'Institut peut également prescrire des mesures de sécurité.

§ 3. La déclaration de conformité du projet d'assainissement est notifiée par lettre recommandée aux personnes suivantes :

- 1° la personne tenue d'exécuter les travaux d'assainissement;
- 2° les titulaires de droits réels et les exploitants d'une activité à risque sur les parcelles concernées;
- 3° le collège des bourgmestre et échevins;
- 4° le fonctionnaire délégué, si son avis a été demandé en exécution de l'article 51.

Equivalence

Art. 44. Si le projet d'assainissement comprend des installations, des actes ou travaux soumis à autorisation en exécution de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines, à déclaration environnementale, à permis d'environnement ou à permis d'urbanisme, la déclaration de conformité du projet d'assainissement vaut l'autorisation, la déclaration ou le permis requis.

Section II. — Travaux d'assainissement

Exécution des travaux d'assainissement

Art. 45. § 1^{er}. Les travaux d'assainissement sont exécutés par un entrepreneur en assainissement du sol, sous la supervision d'un expert en pollution du sol, dans les délais fixés par l'Institut dans la déclaration de conformité du projet d'assainissement.

§ 2. Les travaux d'assainissement sont exécutés conformément aux dispositions reprises dans le projet d'assainissement et aux conditions fixées dans la déclaration de conformité du projet d'assainissement.

§ 3. Le gouvernement peut arrêter une procédure standard organisant l'exécution des travaux d'assainissement.

Het Instituut beslist binnen de 7 dagen over de termijn van de verlenging. Na het verstrijken van deze termijn wordt de aanvraag tot verlenging geacht te zijn goedgekeurd.

§ 3. Het saneringsvoorstel wordt aan het Instituut betekend per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut.

Na ontvangst van het saneringsvoorstel heeft het Instituut 15 dagen de tijd om aan de persoon die het saneringsvoorstel moet opstellen, per aangetekend schrijven betekening te doen van ofwel een ontvangstbewijs voor het volledige dossier, ofwel een verzoek om aanvullingen, die binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn aan het Instituut betekend moeten worden per aangetekend schrijven of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut,

Gelijkvormigheidsverklaring

Art. 43. § 1. Na ontvangst van de ontvangstbewijs voor het volledige dossier of, desgevallend, de adviezen bedoeld in artikel 51 of na het verstrijken van de in artikelen 42, § 3 en 51 gestelde termijnen om de adviezen in te dienen, heeft het Instituut 45 dagen de tijd om :

— ofwel het saneringsvoorstel al dan niet gelijkvormig met de bepalingen van deze ordonnantie te verklaren;

— ofwel wijzigingen of aanvullingen op te leggen die aan het Instituut betekend moeten worden per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn. Na ontvangst van de wijzigingen of aanvullingen heeft het Instituut 30 dagen de tijd om het saneringsvoorstel al dan niet gelijkvormig met de bepalingen van deze ordonnantie te verklaren.

Indien het Instituut geen gelijkvormigheidsverklaring kan betekenen volgens de binnen deze bepaling toegestane termijn, richt het aan de persoon die de sanering uitvoert een voorstel van verlenging van een maximum van 30 dagen van deze termijn. In dit voorstel zijn de in artikelen 55 tot 57 georganiseerde beroepen vermeld.

§ 2. In de gelijkvormigheidsverklaring van het saneringsvoorstel bepaalt het Instituut op basis van de conclusies van het saneringsvoorstel, de milieueffecten ervan, de saneringsnormen en de ontvangen adviezen, op welke voorwaarden de saneringswerken uitgevoerd moeten worden, welke resultaten behaald moeten worden met de uitvoering van deze werken en binnen welke termijnen de werken voltooid moeten zijn. Het Instituut kan eveneens veiligheidsmaatregelen voorschrijven.

§ 3. De gelijkvormigheidsverklaring van het saneringsvoorstel wordt per aangetekend schrijven aan de volgende personen betekend :

- 1° de persoon die de saneringswerken moet uitvoeren;
- 2° de houders van zakelijke rechten en de exploitanten van een risicoactiviteit op de betreffende percelen;
- 3° het College van Burgemeester en Schepenen;
- 4° de afgevaardigd ambtenaar, indien deze om advies gevraagd werd ter uitvoering van artikel 51.

Equivalentie

Art. 44. Indien het saneringsvoorstel inrichtingen, handelingen of werkzaamheden omvat die onderworpen zijn aan een vergunning krachtens de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het grondwater of aan een milieuaangifte, milieuvergunning of stedenbouwkundige vergunning, geldt de gelijkvormigheidsverklaring van het saneringsvoorstel als de vereiste vergunning of aangifte.

Afdeling II. — Saneringswerken

Uitvoering van de saneringswerken

Art. 45. § 1. De saneringswerken worden uitgevoerd door een bodemsaneringsaannemer, onder toezicht van een bodemverontreinigingsdeskundige, binnen de termijnen die het Instituut heeft gesteld in de gelijkvormigheidsverklaring van het saneringsvoorstel.

§ 2. De saneringswerken worden uitgevoerd in overeenstemming met de bepalingen in het saneringsvoorstel en de voorwaarden vastgelegd in de gelijkvormigheidsverklaring van het saneringsvoorstel.

§ 3. De Regering kan een standaardprocedure vastleggen voor de uitvoering van de saneringswerken.

Adaptation des travaux d'assainissement

Art. 46. § 1^{er}. S'il apparaît au cours de l'exécution des travaux d'assainissement, que ceux-ci ne conduiront pas aux résultats attendus ou que les conditions de leur exécution ne sont plus appropriées pour éviter ou réduire les nuisances environnementales, ou que les résultats peuvent être atteints par la mise en œuvre de travaux d'assainissement au coût inférieur, y compris l'utilisation des meilleures techniques disponibles, les travaux d'assainissement peuvent être adaptés par des modifications ou compléments, à la demande de la personne tenue de réaliser l'assainissement ou à la demande de l'Institut, conformément aux dispositions du présent article.

§ 2. Toute demande ou proposition d'adaptation des travaux d'assainissement est rédigée par un expert en pollution du sol désigné par la personne tenue de réaliser l'assainissement et est accompagnée d'un avis d'un entrepreneur en assainissement du sol. Elle est notifiée à l'Institut par lettre recommandée ou contre récépissé au siège de l'Institut.

Toute demande ou proposition d'adaptation des travaux d'assainissement précise la nature et les incidences de cette adaptation eu égard aux critères analysés dans le projet d'assainissement déclaré ou réputé conforme. Lorsqu'elle émane de la personne tenue de réaliser l'assainissement, la demande d'adaptation précise également la motivation de cette demande.

§ 3. La personne tenue de réaliser l'assainissement notifie à l'Institut sa demande d'adaptation des travaux d'assainissement.

Dans les 15 jours à dater de la réception de la demande, l'Institut notifie par lettre recommandée à la personne tenue de réaliser l'assainissement :

— soit son désaccord sur la mise en œuvre de l'adaptation demandée, lorsqu'il estime que celle-ci n'est pas conforme aux conditions décrites au § 1^{er} ou qu'elle est susceptible d'entraîner une aggravation des risques pour la santé humaine ou l'environnement;

— soit son accord sur la mise en œuvre de l'adaptation demandée, éventuellement conditionné au respect de certaines dispositions de mise en œuvre, lorsqu'il estime que celle-ci est mineure eu égard aux critères analysés dans le projet d'assainissement;

— soit une demande de rédiger un nouveau projet d'assainissement, conformément aux dispositions de la section I du présent chapitre, lorsqu'il estime que l'adaptation demandée est substantielle eu égard aux critères analysés dans le projet d'assainissement;

— soit une demande de précisions ou d'additions à lui notifier par lettre recommandée. L'Institut dispose de 15 jours à dater de la réception des précisions ou des additions pour notifier son accord ou non sur la mise en œuvre de l'adaptation demandée ou pour demander la rédaction d'un nouveau projet d'assainissement, conformément aux dispositions de la section I du présent chapitre.

En l'absence de notification par l'Institut dans ces délais, la demande d'adaptation des travaux d'assainissement est réputée non acceptée.

§ 4. L'Institut notifie à la personne tenue de réaliser l'assainissement le délai raisonnable dans lequel une proposition d'adaptation des travaux d'assainissement, à charge de cette personne, doit lui être notifiée.

La demande de l'Institut est motivée.

Dans les 15 jours à dater de la réception de la proposition, l'Institut notifie par lettre recommandée à la personne tenue de réaliser l'assainissement :

— soit son accord sur la mise en œuvre de l'adaptation proposée, éventuellement conditionné au respect de certaines dispositions de mise en œuvre, lorsqu'il estime que celle-ci est mineure eu égard aux critères analysés dans le projet d'assainissement;

— soit une demande de rédiger un nouveau projet d'assainissement, conformément aux dispositions de la section I du présent chapitre, lorsqu'il estime que l'adaptation proposée est substantielle eu égard aux critères analysés dans le projet d'assainissement;

Aanpassing van de saneringswerken

Art. 46. § 1. Indien tijdens de uitvoering van saneringswerken blijkt dat deze niet de verwachte resultaten zullen opleveren of dat de uitvoeringsvoorwaarden niet langer geschikt zijn om milieuhinder te voorkomen of te verminderen of dat de resultaten behaald kunnen worden door de uitvoering van saneringswerken tegen lagere kostprijs, met inbegrip van het gebruik van de beste beschikbare technieken, kunnen de saneringswerken aangepast worden door wijzigingen of aanvullingen, op verzoek van de persoon die de sanering moet uitvoeren of op verzoek van het Instituut, in overeenstemming met de bepalingen van dit artikel.

§ 2. Elke vraag of elk voorstel met betrekking tot de aanpassing van de saneringswerken moet worden opgesteld door een bodemverontreinigingsdeskundige die is aangesteld door de persoon die de sanering moet uitvoeren, en moet vergezeld zijn van het advies van een bodemsaneringsaannemer. De kennisgeving aan het Instituut gebeurt per aangetekend schrijven of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut.

Elke vraag of elk voorstel met betrekking tot de aanpassing van de saneringswerken moet de aard en de gevolgen stipuleren van deze aanpassing gelet op de criteria die in het gelijkvormig verklaarde of geachte saneringsvoorstel geanalyseerd worden. Indien het verzoek om aanpassing uitgaat van de persoon die de sanering moet uitvoeren, moeten in het verzoek ook de redenen van de aanpassing toegelicht worden.

§ 3. De persoon die de sanering moet uitvoeren, betekent zijn verzoek om aanpassing van de saneringswerken aan het Instituut.

Binnen de 15 dagen na ontvangst van het verzoek stelt het Instituut de persoon die de sanering moet uitvoeren, per aangetekend schrijven ervan in kennis :

— ofwel dat het Instituut niet akkoord gaat met de gevraagde aanpassing, wanneer het meent dat deze niet overeenstemt met de voorwaarden beschreven in § 1 of dat deze een toename van de risico's voor de volksgezondheid of het milieu kan veroorzaken;

— ofwel dat het Instituut akkoord gaat met de gevraagde aanpassing, eventueel verbonden aan bepaalde uitvoeringsvoorwaarden, wanneer het meent dat het gaat om een aanpassing van minder belang gelet op de criteria die in het saneringsvoorstel geanalyseerd worden;

— ofwel dat het Instituut verzoekt dat er een nieuw saneringsvoorstel wordt opgesteld in overeenstemming met de bepalingen van afdeling I van dit hoofdstuk, wanneer het meent dat het gaat om een aanpassing van substantieel belang gelet op de criteria die in het saneringsvoorstel geanalyseerd worden;

— ofwel dat het Instituut verzoekt om verduidelijkingen of aanvullingen, die per aangetekend schrijven aan het Instituut betekend moeten worden. Na ontvangst van de verduidelijkingen of aanvullingen heeft het instituut 15 dagen de tijd om de gevraagde aanpassing al dan niet goed te keuren of te vragen dat er een nieuw saneringsvoorstel wordt opgesteld, in overeenstemming met de bepalingen van afdeling I van dit hoofdstuk.

Bij ontstentenis van een kennisgeving van het Instituut binnen de gestelde termijn wordt het verzoek om aanpassing van de saneringswerken geacht niet te zijn goedgekeurd.

§ 4. Het Instituut deelt aan de persoon die de sanering moet uitvoeren, de redelijke termijn mee waarbinnen een voorstel tot aanpassing van de saneringswerken, ten laste van deze persoon, moet worden betekend aan het Instituut.

Het verzoek van het Instituut is met redenen omkleed.

Binnen de 15 dagen na ontvangst van het voorstel stelt het Instituut de persoon die de sanering moet uitvoeren, per aangetekend schrijven ervan in kennis :

— ofwel dat het Instituut akkoord gaat met de voorgestelde aanpassing, eventueel verbonden aan bepaalde uitvoeringsvoorwaarden, wanneer het meent dat het gaat om een aanpassing van minder belang gelet op de criteria die in het saneringsvoorstel geanalyseerd worden;

— ofwel dat het Instituut wil dat er een nieuw saneringsvoorstel wordt opgesteld in overeenstemming met de bepalingen van afdeling I van dit hoofdstuk, wanneer het meent dat het gaat om een aanpassing van substantieel belang gelet op de criteria die in het saneringsvoorstel geanalyseerd worden;

— soit une demande de précisions ou d'additions à lui notifier par lettre recommandée. L'institut dispose de 15 jours à dater de la réception des précisions ou des additions pour notifier son accord ou non sur la mise en œuvre de l'adaptation proposée ou pour demander la rédaction d'un nouveau projet d'assainissement, conformément aux dispositions de la section I du présent chapitre.

En l'absence de notification par l'Institut dans ces délais, la proposition d'adaptation des travaux d'assainissement est réputée non acceptée.

§ 5. Le gouvernement peut arrêter la liste des adaptations pour lesquelles aucune notification préalable ne doit être faite à l'Institut en raison de leur minime importance ainsi que la liste des adaptations pour lesquelles la rédaction d'un nouveau projet d'assainissement doit obligatoirement être réalisée en raison de leur importance significative.

Evaluation finale

Art. 47. § 1^{er}. A l'issue de l'exécution des travaux d'assainissement, une évaluation finale de ces travaux est effectuée par un expert en pollution du sol à charge de la personne tenue de les exécuter. Elle est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Institut ou contre récépissé au siège de l'Institut.

§ 2. L'évaluation finale comprend au moins les éléments suivants :

— une description détaillée des travaux d'assainissement exécutés;

— les résultats obtenus en termes d'exposition des personnes et de l'environnement sur la base de la procédure décrite dans le projet d'assainissement déclaré ou réputé conforme.

§ 3. Le gouvernement arrête le contenu type de l'évaluation finale.

Déclaration finale

Art. 48. § 1^{er}. Dans les 30 jours à dater de la réception de l'évaluation finale, sur la base de celle-ci et des résultats à obtenir conformément à la déclaration de conformité au projet d'assainissement, l'Institut notifie par lettre recommandée aux personnes visées à l'article 43, § 3 :

— soit une déclaration finale attestant de la réalisation de l'obligation de traitement de la pollution du sol en exécution de la présente ordonnance;

— soit une demande de complément aux travaux d'assainissement.

Dans ce cas, les dispositions de l'article 46, §§ 1^{er}, 2 et 4, s'appliquent par analogie. Une actualisation de l'évaluation finale est effectuée à l'issue de la mise en œuvre du complément demandé, à charge de la personne tenue d'exécuter les travaux d'assainissement, conformément aux dispositions de l'article 47;

— soit une demande de modifications ou d'additions à l'évaluation finale à lui notifier par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé au siège de l'Institut, dans un délai raisonnable qu'il fixe. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception des modifications ou des additions pour notifier une déclaration finale ou non.

§ 2. En l'absence de déclaration finale par l'Institut dans les délais de 30 jours visés au § 1^{er}, les conclusions formulées par l'expert en pollution du sol sont réputées approuvées et l'évaluation finale est réputée conforme.

§ 3. Le gouvernement peut fixer le contenu type de la déclaration finale.

CHAPITRE VI. — *Autres mesures*

Mesures de sécurité

Art. 49. § 1^{er}. Lorsque l'Institut estime qu'une pollution du sol constitue un danger immédiat pour la santé humaine ou pour l'environnement, il peut à tout moment imposer la mise en œuvre de mesures de sécurité à charge du titulaire de l'obligation de réalisation d'une reconnaissance de l'état du sol ou de traitement de la pollution, ou à défaut d'une telle personne identifiée, de l'exploitant du terrain concerné, ou à défaut d'exploitant, du titulaire de droits réels sur le terrain concerné, dans un délai raisonnable qu'il fixe. Cette compétence ne porte pas atteinte à la compétence d'autres autorités de prendre des mesures de sécurité.

— ofwel dat het Instituut verzoekt om verduidelijkingen of aanvullingen, die per aangetekend schrijven aan het Instituut betekend moeten worden. Na ontvangst van de verduidelijkingen of aanvullingen heeft het Instituut 15 dagen de tijd om de voorgestelde aanpassing al dan niet goed te keuren of te vragen dat er een nieuw saneringsvoorstel wordt opgesteld, in overeenstemming met de bepalingen van afdeling I van dit hoofdstuk.

Bij ontstentenis van een kennisgeving van het Instituut binnen de gestelde termijn wordt het voorstel tot aanpassing van de saneringswerken geacht niet te zijn goedgekeurd.

§ 5. De Regering kan de lijst vastleggen van de aanpassingen waarvoor vanwege hun minime belang geen voorafgaande kennisgeving aan het Instituut vereist is, alsmede de lijst van de aanpassingen waarvoor vanwege hun aanzienlijke belang een nieuw saneringsvoorstel opgesteld moet worden.

Eindbeoordeling

Art. 47. § 1. Na de uitvoering van de saneringswerken wordt er door een bodemverontreinigingsdeskundige een eindbeoordeling van deze werken gemaakt ten laste van de persoon die de maatregelen moet uitvoeren. De eindbeoordeling wordt aan het Instituut betekend per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut.

§ 2. De eindbeoordeling omvat minstens de volgende elementen :

— een gedetailleerde omschrijving van de uitgevoerde saneringswerken;

— de resultaten wat betreft de blootstelling van personen en het milieu op basis van de procedure die beschreven wordt in het gelijkvormig verklaard of geacht saneringsvoorstel.

§ 3. De Regering bepaalt de type-inhoud van de eindbeoordeling.

Slotverklaring

Art. 48. § 1. Binnen de 30 dagen na ontvangst van de eindbeoordeling betekent het Instituut op basis van deze eindbeoordeling en de volgens de gelijkvormigheidsverklaring van het saneringsvoorstel vereiste resultaten per aangetekend schrijven aan de personen bedoeld in artikel 43, § 3 :

— ofwel een slotverklaring waarin bevestigd wordt dat aan de verplichting inzake behandeling van de bodemverontreiniging in uitvoering van deze ordonnantie voldaan is;

— ofwel een verzoek om aanvulling van de saneringswerken.

In dat geval zijn de bepalingen van artikel 46, § 1, § 2 en § 4, naar analogie van toepassing. De eindbeoordeling wordt geactualiseerd na de uitvoering van de gevraagde aanvulling, ten laste van de persoon die de saneringswerken moet uitvoeren, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 47;

— ofwel een verzoek om wijzigingen of aanvullingen aan de eindbeoordeling, die aan het Instituut betekend moeten worden per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn. Na ontvangst van de wijzigingen of aanvullingen heeft het Instituut 30 dagen de tijd om al dan niet een slotverklaring te betekenen.

§ 2. Bij ontstentenis van een slotverklaring van het Instituut binnen de termijn van 30 dagen bedoeld in § 1, worden de door de bodemverontreinigingsdeskundige geformuleerde conclusies geacht te zijn goedgekeurd en wordt de slotverklaring als gelijkvormig beschouwd.

§ 3. De Regering kan de type-inhoud van de eindbeoordeling bepalen.

HOOFDSTUK VI. — *Overige maatregelen*

Veiligheidsmaatregelen

Art. 49. § 1. Indien het Instituut van mening is dat een bodemverontreiniging een onmiddellijk gevaar betekent voor de volksgezondheid of het milieu, kan het op elk ogenblik de uitvoering van veiligheidsmaatregelen opleggen ten laste van de houder van de verplichting om een bodemverkennd onderzoek of behandeling van de verontreiniging uit te voeren of, bij ontstentenis van dergelijke geïdentificeerde persoon of wanneer het onmogelijk blijkt deze persoon te identificeren, ten laste van de exploitant van het betreffende terrein, of bij ontstentenis van deze, ten laste van de houder van zakelijke rechten op het betreffende terrein, binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn. Deze bevoegdheid doet geen afbreuk aan de bevoegdheid van andere overheden om veiligheidsmaatregelen te nemen.

Les mesures de sécurité imposées par l'Institut sont motivées et notifiées par lettre recommandée aux personnes suivantes :

- 1° la personne tenue de les mettre en œuvre;
- 2° les titulaires de droits réels et les exploitants d'une activité à risque sur les parcelles concernées;
- 3° le collège des bourgmestre et échevins.

A l'exclusion des restrictions d'usage, les mesures de sécurité imposées par l'Institut sont mises en œuvre sous la supervision d'un expert en pollution du sol.

Si les mesures de sécurité imposées par l'Institut comprennent des installations, des actes ou travaux soumis à autorisation en exécution de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines, à déclaration environnementale, à permis d'environnement ou à permis d'urbanisme, la décision de l'Institut vaut l'autorisation, la déclaration ou le permis requis.

§ 2. Un expert en pollution du sol qui, dans le cadre de l'exécution d'une mission en vertu de la présente ordonnance, estime qu'une pollution du sol constitue un danger immédiat pour la santé humaine ou pour l'environnement et que des mesures de sécurité sont requises, en informe l'Institut dans les plus brefs délais. Dans ce cas, l'expert en pollution du sol notifie à l'Institut les mesures de sécurité qu'il préconise et motive sa proposition compte tenu de la situation de terrain.

§ 3. L'exploitant, ou à défaut d'exploitant, le titulaire de droits réels prend d'initiative et à sa charge toutes les premières mesures de sécurité nécessaires afin de limiter la pollution du sol et de limiter ou de prévenir les risques pour la santé humaine et pour l'environnement, immédiatement après la survenance d'une pollution sol ou de sa découverte sur le terrain qui le concerne.

La personne visée à l'alinéa 1^{er} informe l'Institut des mesures qu'il a prises dans les plus brefs délais, le cas échéant, lors de la déclaration visée à l'article 4.

§ 4. Sans préjudice de l'article 13, § 7, lorsque l'Institut estime qu'une pollution du sol constitue un danger immédiat pour la santé humaine ou pour l'environnement, il peut fixer le délai dans lequel une reconnaissance de l'état du sol, à charge de l'exploitant du terrain concerné, ou à défaut d'exploitant, du titulaire de droits réels sur le terrain concerné, doit lui être notifiée, conformément aux dispositions de l'article 15. La décision de l'Institut est motivée et notifiée par lettre recommandée aux personnes suivantes :

- 1° la personne tenue de réaliser la reconnaissance de l'état du sol;
- 2° les titulaires de droits réels et les exploitants d'une activité à risque sur les parcelles concernées;
- 3° le collège des bourgmestre et échevins.

Mesures de suivi

Art. 50. L'Institut peut imposer dans la déclaration de conformité d'une étude de risque ou d'un projet de gestion du risque ou dans la déclaration finale de mesures de gestion du risque, la mise en œuvre de mesures de suivi à charge de la personne tenue de réaliser la gestion du risque. Le cas échéant, l'Institut précise les échéances suivant lesquelles un rapport présentant le résultat des mesures de suivi imposées doit lui être notifié par courrier recommandé.

A l'exclusion des restrictions d'usage, les mesures de suivi imposées par l'Institut sont mises en œuvre sous la supervision d'un expert en pollution du sol. Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} est rédigé par un expert en pollution du sol.

CHAPITRE VII. — Consultation et information

Avis et enquête publique

Art. 51. § 1^{er}. Dans les 5 jours de la notification de l'accusé de réception de dossier complet, l'Institut transmet une copie du projet de gestion du risque ou du projet d'assainissement au collège des bourgmestre et échevins de la commune où se situent la ou les parcelles concernées par ce projet.

De door het Instituut opgelegde veiligheidsmaatregelen zijn met redenen omkleed en worden per aangetekend schrijven betekend aan de volgende personen :

- 1° de persoon die ze moet uitvoeren;
- 2° de houders van zakelijke rechten en de exploitanten van een risicoactiviteit op de betreffende percelen;
- 3° het College van Burgemeester en Schepenen.

De veiligheidsmaatregelen, met uitzondering van de gebruiksbeperkingen, worden uitgevoerd onder toezicht van een bodemverontreinigingsdeskundige.

Indien de door het Instituut opgelegde veiligheidsmaatregelen inrichtingen, handelingen of werkzaamheden omvatten die onderworpen zijn aan een vergunning krachtens de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het grondwater of aan een milieuaangifte, milieuvergunning of stedenbouwkundige vergunning, geldt de beslissing van het Instituut als de vereiste vergunning of aangifte.

§ 2. Indien een bodemverontreinigingsdeskundige bij de uitvoering van een opdracht krachtens deze ordonnantie van mening is dat een bodemverontreiniging een onmiddellijk gevaar betekent voor de volksgezondheid of het milieu en dat er veiligheidsmaatregelen nodig zijn, moet hij het Instituut daarvan zo snel mogelijk op de hoogte stellen. In dat geval deelt de bodemverontreinigingsdeskundige aan het Instituut mee welke veiligheidsmaatregelen hij aanbeveelt rekening houdend met de situatie van het terrein.

§ 3. Zodra er zich een bodemverontreiniging voordoet of ontdekt wordt, moet de exploitant van het betreffende terrein of, bij ontstentenis van deze, de houder van zakelijke rechten op dit terrein, onmiddellijk op eigen initiatief en te zijnen laste alle eerste veiligheidsmaatregelen nemen die nodig zijn om de bodemverontreiniging te beperken en de risico's voor de volksgezondheid en het milieu te beperken of te voorkomen.

De persoon bedoeld in het eerste lid stelt het Instituut zo snel mogelijk op de hoogte van de maatregelen die hij getroffen heeft, in voorkomend geval op het moment van de aangifte bedoeld in artikel 4.

§ 4. Onverminderd artikel 13, § 7 kan het Instituut, indien het van mening is dat een bodemverontreiniging een onmiddellijk gevaar betekent voor de volksgezondheid of het milieu, de termijn bepalen waarbinnen een verkennend bodemonderzoek ten laste van de exploitant van het betreffende terrein, of bij ontstentenis van deze, ten laste van de houder van zakelijke rechten op het betreffende terrein, aan het Instituut moet worden betekend in overeenstemming met de bepalingen van artikel 15. De beslissing van het Instituut is met redenen omkleed en wordt per aangetekend schrijven betekend aan de volgende personen :

- 1° de persoon die het verkennend onderzoek moet uitvoeren;
- 2° de houders van zakelijke rechten en de exploitanten van een risicoactiviteit op de betreffende percelen;
- 3° het College van burgemeester en schepenen.

Follow-upmaatregelen

Art. 50. Het Instituut kan in de gelijkvormigheidsverklaring van een risico-onderzoek of een risicobeheersvoorstel of in de slotverklaring van de risicobeheersmaatregelen, de uitvoering van follow-upmaatregelen opleggen ten laste van de persoon die moet instaan voor het risicobeheer. In voorkomend geval vermeldt het Instituut de termijnen waarbinnen een verslag van de resultaten van de opgelegde follow-upmaatregelen per aangetekend schrijven aan het Instituut betekend moeten worden.

De follow-upmaatregelen, met uitzondering van de gebruiksbeperkingen, worden uitgevoerd onder toezicht van een bodemverontreinigingsdeskundige. Het verslag bedoeld in het eerste lid wordt opgesteld door een bodemverontreinigingsdeskundige.

HOOFDSTUK VII. — Raadpleging en aanplakking

Advies en openbaar onderzoek

Art. 51. § 1. Binnen de 5 dagen na kennisgeving van het ontvangstbewijs voor het volledige dossier bezorgt het Instituut een kopie van het risicobeheersvoorstel of saneringsvoorstel voor advies aan het College van burgemeester en schepenen van de gemeente waar zich het perceel of de percelen bevinden waarop het voorstel betrekking heeft.

§ 2. Lorsque le projet comprend la réalisation d'un aménagement hors sol à caractère permanent ou l'exploitation d'une installation soumise à permis d'environnement, le collège des bourgmestre et échevins notifie son avis à l'Institut, dans les 30 jours de la réception du projet. A défaut de notification dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Dans le cas visé au 1^{er} alinéa du présent paragraphe, l'Institut transmet également pour avis au fonctionnaire délégué, dans les 5 jours de la notification de l'accusé de réception de dossier complet, une copie du projet de gestion du risque ou du projet d'assainissement.

Le fonctionnaire délégué notifie son avis à l'Institut et au collège des bourgmestre et échevins dans les 30 jours de la réception du projet.

A défaut de notification dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

§ 3. Lorsque le projet comprend l'exploitation d'une installation soumise à permis d'environnement, le collège des bourgmestre et échevins notifie son avis à l'Institut, dans les 45 jours de la réception du projet. A défaut de notification dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Dans ce cas, le collège des bourgmestre et échevins soumet le projet à enquête publique, dans les 15 jours de la réception de la demande d'avis.

L'enquête publique porte sur les incidences environnementales liées à l'exploitation de l'installation soumise à permis d'environnement.

Le collège des bourgmestre et échevins réalise la synthèse des réclamations émises lors de l'enquête publique et la joint à son avis qu'il notifie à l'Institut.

Le gouvernement arrête les modalités d'organisation de la consultation et de l'enquête publique visées au présent article.

§ 4. Dans le même délai de 5 jours de la notification de l'accusé de réception de dossier complet, l'Institut informe les titulaires de droits réels et les exploitants d'une activité à risque sur ces parcelles de la notification du projet de gestion du risque ou du projet d'assainissement à l'Institut.

Ces personnes peuvent consulter le projet auprès de l'administration communale.

Information

Art. 52. La personne tenue de réaliser la gestion du risque ou l'assainissement affiche un avis informant de la délivrance de la déclaration de conformité relative au projet de gestion du risque, au projet d'assainissement ou au projet d'assainissement limité aux lieux où sont projetés les mesures ou les travaux.

En cas de recours contre la déclaration de conformité ou de non-conformité du projet de gestion du risque, du projet d'assainissement ou du projet d'assainissement limité, ou contre la décision de l'Institut de limiter le contenu des obligations issues de la présente ordonnance, cette personne est également tenue d'afficher la décision du Collège d'environnement, et le cas échéant, du gouvernement.

L'affichage doit être réalisé avant la mise en œuvre des mesures de gestion du risque ou l'exécution des travaux d'assainissement et au plus tard dans les 15 jours à dater de la notification de la déclaration de conformité. L'affichage doit être maintenu jusqu'à la date de notification de la déclaration finale des mesures de gestion du risque ou des travaux d'assainissement.

Le gouvernement peut arrêter les modalités de l'affichage visé au présent article.

Restrictions d'usage

Art. 53. Lorsque des mesures de sécurité ou des mesures de suivi prescrites par l'Institut comportent des restrictions d'usage, la personne tenue de les mettre en œuvre en informe par écrit les titulaires de droits personnels sur les parcelles concernées. L'Institut peut également imposer l'affichage des restrictions d'usage au lieu où elles s'appliquent.

Le gouvernement peut arrêter les conditions et modalités de l'affichage visé au présent article.

§ 2. Indien het voorstel de realisatie van een bovengrondse inrichtingen met permanent karakter of de uitbating van een aan een milieuvergunning onderworpen inrichting omvat, betekent het College van burgemeester en schepenen zijn advies aan het Instituut binnen de 30 dagen na ontvangst van het voorstel. Bij ontstentenis van kennisgeving binnen de gestelde termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

In het geval zoals voorzien in de 1e alinea van deze paragraaf, bezorgt het Instituut eveneens binnen de 5 dagen na de betekening van het ontvangstbewijs voor het volledige dossier, een kopie van het risicobeheersvoorstel of saneringsvoorstel aan de afgevaardigd ambtenaar voor advies.

Binnen de 30 dagen na ontvangst van het voorstel betekent de afgevaardigd ambtenaar zijn advies aan het Instituut en het College van burgemeester en schepenen.

Bij ontstentenis van kennisgeving binnen de gestelde termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

§ 3. Indien het voorstel de uitbating van een aan een milieuvergunning onderworpen inrichting omvat, betekent het College van burgemeester en schepenen zijn advies aan het Instituut binnen de 45 dagen na ontvangst van het voorstel. Bij ontstentenis van kennisgeving binnen de gestelde termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

In dit geval onderwerpt het College van burgemeester en schepenen het project aan een openbaar onderzoek binnen de 15 dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag tot advies.

Het openbaar onderzoek heeft betrekking op de milieueffecten die verbonden zijn aan de aan het project inherente installaties en inrichtingen.

Het College van burgemeester en schepenen maakt een samenvatting van de bezwaren en/of opmerkingen die tijdens het openbare onderzoek geformuleerd worden en voegt die bij het advies dat hij aan het Instituut bekend maakt.

De Regering legt de modaliteiten vast betreffende de organisatie van het overleg en het openbaar onderzoek waarop onderhavig artikel betrekking heeft.

§ 4. Binnen dezelfde termijn van 5 dagen na de betekening van het ontvangstbewijs voor het volledige dossier brengt het Instituut de houders van zakelijke rechten en de exploitanten van een risicoactiviteit op de percelen ervan op de hoogte dat er een dergelijk voorstel aan het Instituut betekend is.

Deze personen kunnen het voorstel inkijken bij het gemeentebestuur.

Aanplakking

Art. 52. De persoon die het risicobeheer of de sanering moet realiseren, moet de afgifte van een gelijkvormigheidsverklaring van het risicobeheersvoorstel, het saneringsvoorstel of het beperkt saneringsvoorstel bekendmaken door aanplakking op de plaats waar de maatregelen of de werkzaamheden zullen plaatsvinden.

Als er beroep wordt aangetekend tegen de gelijkvormigheidsverklaring of niet-gelijkvormigheidsverklaring van het risicobeheersvoorstel, het saneringsvoorstel, het beperkt saneringsvoorstel of tegen de beslissing van het Instituut om de inhoud van de verplichtingen voortvloeiend uit deze ordonnantie te beperken, is deze persoon eveneens toe gehouden de beslissing van het Milieucollege en in voorkomend geval van de Regering aan te plakken.

De aanplakking moet gebeuren vóór de uitvoering van de risicobeheersmaatregelen of de saneringswerken en ten laatste 15 dagen na de betekening van de gelijkvormigheidsverklaring. De aanplakking moet gehandhaafd blijven tot op de datum van de betekening van de slotverklaring voor de risicobeheersmaatregelen of de saneringswerken.

De Regering kan de modaliteiten bepalen voor de aanplakking bedoeld in dit artikel.

Gebruiksbeperkingen

Art. 53. Indien de door het Instituut voorgeschreven veiligheids- of follow-upmaatregelen gebruiksbeperkingen inhouden, brengt de persoon die belast is met de uitvoering ervan, de houders van personenrechten op de betreffende percelen schriftelijk op de hoogte. Het instituut kan eveneens aanplakking van de gebruiksbeperkingen op de plaats waar ze van toepassing zijn verplicht stellen.

De Regering kan de voorwaarden en modaliteiten bepalen voor de aanplakking bedoeld in dit artikel.

Rapport au gouvernement et au parlement

Art. 54. Tous les trois ans à dater de l'entrée en vigueur de l'ordonnance, l'Institut remet un rapport au gouvernement et au parlement relatif à l'application de la présente ordonnance.

CHAPITRE VIII. — *Recours*

Recours au Collège d'environnement

Art. 55. § 1^{er}. Un recours est ouvert auprès du Collège d'environnement contre :

1° l'inscription par l'Institut d'une parcelle à l'inventaire de l'état du sol visée à l'article 7, § 2, alinéa 2, à l'article 7, § 3, alinéa 1^{er} et à l'article 7, § 4;

2° la déclaration de conformité ou de non-conformité d'une reconnaissance de l'état du sol visée à l'article 15, § 3, ou contre sa conformité tacite découlant du dépassement des délais visés à l'article 15, § 5, si elle a pu déterminer le type de pollution;

3° la déclaration de conformité ou de non-conformité d'une étude détaillée visée à l'article 27, § 1^{er}, ou contre sa conformité tacite découlant du dépassement des délais visés à l'article 27, § 3, si le type de pollution n'a pas été déterminé par la reconnaissance de l'état du sol à laquelle elle succède;

4° la déclaration de conformité ou de non-conformité d'un projet de gestion du risque, visée à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou contre l'absence de décision dans les délais visés à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2;

5° la déclaration de conformité ou de non-conformité d'un projet d'assainissement visée à l'article 43, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou contre l'absence de décision dans les délais visés à l'article 43, § 1^{er}, alinéa 2;

6° la déclaration de conformité ou de non-conformité d'un projet d'assainissement limité visée à l'article 63, § 3, alinéa 1^{er}, ou contre l'absence de décision dans les délais visés à l'article 63, § 3, alinéa 2;

7° l'accord ou désaccord de l'Institut relatif à la demande ou proposition d'adaptation des mesures de gestion du risque ou des travaux d'assainissement visé à l'article 38, § 3, alinéa 2 et § 4, alinéa 2, à l'article 46, § 3, alinéa 2 et § 4, alinéa 2, ou à leur non-acceptation tacite visée à l'article 38, § 3, alinéa 3 et § 4, alinéa 3, et à l'article 46, § 3, alinéa 3 et § 4, alinéa 3;

8° la demande de l'Institut d'adapter les mesures de gestion du risque ou les travaux d'assainissement visée à l'article 38, § 4, alinéa 1^{er} et à l'article 46, § 4, alinéa 1^{er};

9° la décision de l'Institut de limiter le contenu des obligations issues de la présente ordonnance en application de l'article 66.

Ce recours est ouvert aux personnes suivantes :

— le titulaire des obligations générées par l'acte objet du recours;

— toute personne physique ou morale qui est touchée ou qui risque d'être touchée par les incidences de la mise en œuvre des actes visés à l'alinéa 1^{er};

— toute personne physique ou morale qui justifie d'un intérêt.

Toute association qui œuvre en faveur de la protection de l'environnement sur le territoire de la Région est réputée avoir un intérêt, à la condition que :

a) l'association soit constituée en ASBL;

b) l'ASBL préexiste à la date de la notification par l'Institut visée à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, à la date de la notification à l'Institut de l'étude de sol dont la déclaration de conformité est l'objet du recours, ou à la date de la notification par l'Institut de la limitation du contenu des obligations issues de la présente ordonnance;

c) l'objet statutaire de l'ASBL soit la protection de l'environnement;

d) l'intérêt dont la lésion est invoquée dans le recours entre dans le cadre de l'objet statutaire de l'ASBL tel qu'il ressort à la date de la notification par l'Institut visée à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, à la date de la notification à l'Institut de l'étude de sol dont la déclaration de conformité est l'objet du recours, ou à la date de la notification par l'Institut de la limitation du contenu des obligations issues de la présente ordonnance.

Rapportering aan de Regering en het Parlement

Art. 54. Vanaf de inwerkingtreding van de ordonnantie legt het Instituut elke drie jaar een rapport over de toepassing van deze ordonnantie voor aan de Regering en het Parlement.

HOOFDSTUK VIII. — *Beroep*

Beroep bij het Milieucollege

Art. 55. § 1. Er kan beroep worden aangetekend bij het Milieucollege tegen :

1° de inschrijving door het Instituut van een perceel op te nemen in de inventaris van de bodemtoestand bedoeld in artikel 7 § 2, tweede lid, artikel 7, § 3, eerste lid en art. 7, § 4;

2° de gelijkvormigheidsverklaring of niet-gelijkvormigheidsverklaring van een verkennend bodemonderzoek bedoeld in artikel 15, § 3, of tegen de stilzwijgende gelijkvormigheid resulterend uit het overschrijden van de termijnen bedoeld in artikel 15, § 5, als zij het type verontreiniging heeft kunnen vaststellen;

3° de gelijkvormigheidsverklaring of niet-gelijkvormigheidsverklaring van een gedetailleerd onderzoek bedoeld in artikel 27, § 1, of tegen de stilzwijgende gelijkvormigheid resulterend uit het overschrijden van de termijnen bedoeld in artikel 27, § 3, indien het type verontreiniging niet werd vastgesteld door het verkennend bodemonderzoek dat hieraan voorafging;

4° de verklaring van gelijkvormigheid of van niet-gelijkvormigheid van een risicobeheerproject, bedoeld in artikel 35, § 1, of tegen het uitblijven van een beslissing tegen de in artikel 35, § 1, tweede lid, bedoelde termijnen;

5° de verklaring van gelijkvormigheid of van niet-gelijkvormigheid van een risicobeheerproject, bedoeld in artikel 43, § 1, eerste lid, of tegen het uitblijven van een beslissing tegen de in artikel 43, § 1, tweede lid, bedoelde termijnen;

6° de verklaring van gelijkvormigheid of van niet-gelijkvormigheid van een risicobeheerproject, bedoeld in artikel 63, § 3, eerste lid, of tegen het uitblijven van een beslissing tegen de in artikel 63, § 3, tweede lid, bedoelde termijnen;

7° het akkoord of het niet-akkoord van het Instituut met betrekking tot een verzoek of voorstel tot aanpassing van de risicobeheersmaatregelen of saneringswerken bedoeld in artikel 38, § 3, tweede lid, artikel 38, § 4, tweede lid, artikel 46, § 3, tweede lid en artikel 46, § 4, tweede lid, of de stilzwijgende niet-aanvaarding bedoeld in artikel 38, § 3, derde lid, artikel 38, § 4, derde lid, artikel 46, § 3, derde lid en artikel 46, § 4, derde lid;

8° het verzoek van het Instituut om aanpassing van de risicobeheersmaatregelen of de saneringswerken bedoeld in artikel 38, § 4, eerste lid en artikel 46, § 4, eerste lid;

9° de beslissing van het Instituut om de inhoud van de verplichtingen krachtens deze ordonnantie bij toepassing van artikel 66 te beperken.

Volgende personen kunnen beroep instellen :

— de houder van de verplichtingen resulterend uit de akte waartegen beroep wordt aangetekend;

— iedere natuurlijke of rechtspersoon die getroffen wordt of kan worden door de gevolgen van de uitvoering van de handelingen bedoeld in het 1e lid;

— elke natuurlijke of rechtspersoon die een belang kan aantonen.

Elke vereniging die ijvert voor de bescherming van het milieu op het grondgebied van het Gewest, wordt geacht een belang te hebben, op voorwaarde dat :

a) de vereniging een VZW is;

b) de VZW reeds bestond vóór de datum van de kennisgeving door het Instituut bedoeld in artikel 7, § 1, 1e lid, vóór de datum van de kennisgeving aan het Instituut van het bodemonderzoek waarvan de gelijkvormigheidsverklaring het voorwerp van het beroep is, of vóór de datum van de kennisgeving van het Instituut dat de inhoud van de verplichtingen voortvloeiend uit deze ordonnantie beperkt wordt;

c) in de statuten van de VZW bepaald is dat het doel van de VZW de bescherming van het milieu is;

d) het geschonden belang dat aangevoerd wordt in het beroep, kadert in het statutaire doel van de VZW, zoals het is op de datum van de kennisgeving door het Instituut bedoeld in artikel 7, § 1, eerste lid, op de datum van de kennisgeving aan het Instituut van het bodemonderzoek waarvan de gelijkvormigheidsverklaring het voorwerp van het beroep is, of op de datum van de kennisgeving van het Instituut dat de inhoud van de verplichtingen voortvloeiend uit deze ordonnantie beperkt wordt.

§ 2. Le requérant ou son conseil, ainsi que l'Institut ou son délégué sont, à leur demande, entendus par le Collège d'environnement. Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître.

§ 3. La décision du Collège d'environnement est notifiée au requérant, à l'Institut, au titulaire de droits réels et à l'exploitant d'une activité à risque sur le terrain concerné, et, selon l'acte qui est l'objet du recours, aux autres personnes et autorités visées aux articles 15, § 4, 27, § 2, 35, § 3, 43, § 3 et 63, § 5. Les décisions relatives à un des actes visés aux articles 38 et 46 sont également notifiées aux autres personnes et autorités visées respectivement aux articles 35, § 3 et 43, § 3. La décision relative à une décision de l'Institut visée à l'article 66 est également notifiée à la personne titulaire de l'obligation limitée.

Le Collège d'environnement notifie sa décision dans les 60 jours de la date de dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le recours. Lorsque les parties sont entendues, le délai est prolongé de 15 jours.

A défaut de notification de la décision dans ce délai, l'acte objet du recours est réputée confirmée.

§ 4. Le gouvernement peut préciser la procédure de recours visée au présent article.

Recours au gouvernement

Art. 56. § 1^{er}. Un recours est ouvert aux personnes définies à l'article 55, § 1^{er}, et à l'Institut auprès du gouvernement contre la décision du Collège d'environnement ou contre la décision tacite de confirmation visée à l'article 55, § 3, alinéa 3.

§ 2. Le requérant ou son conseil, ainsi que le Collège d'environnement ou son délégué sont, à leur demande, entendus par le gouvernement ou par la personne qu'il délègue à cette fin. Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître.

§ 3. La décision du gouvernement est notifiée au requérant, au Collège d'environnement, à l'Institut et, selon l'acte qui est l'objet du recours, aux personnes et aux autorités visées à l'article 55, § 3, dans les 60 jours de la date de dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le recours. Lorsque les parties sont entendues, le délai est prolongé de 15 jours.

A défaut de notification de la décision dans ce délai, la personne titulaire des obligations générée par l'acte objet du recours peut, par lettre recommandée, adresser un rappel au gouvernement. Si, à l'expiration d'un nouveau délai de 30 jours, prenant cours à la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le rappel, cette personne n'a pas reçu de décision, la décision qui fait l'objet du recours, fûtelle tacite, est confirmée.

§ 4. Le gouvernement peut préciser la procédure de recours visée au présent article.

Délais d'introduction des recours

Art. 57. § 1^{er}. Le recours est adressé à l'autorité compétente, par lettre recommandée dans les 30 jours :

1° de la réception de la décision ou de la déclaration de conformité ou non, quand le recours au Collège d'environnement émane d'une personne à qui cette décision doit être notifiée;

2° du dépassement des délais pour notifier la décision ou la déclaration de conformité ou non, quand le recours au Collège d'environnement émane d'une personne à qui cette décision aurait du être notifiée;

3° de la réception de la décision du Collège d'environnement quand le recours au gouvernement émane d'une des personnes à qui cette décision a été notifiée en vertu de l'article 55, § 3;

4° de l'affichage de l'avis ou de la décision visé à l'article 52.

§ 2. En cas de péril grave ou de dommage irréparable, la suspension de la déclaration de conformité ou non ou de la décision peut être ordonnée dans les 5 jours ouvrables de l'introduction du recours par le président du Collège d'environnement ou par le membre qu'il désigne à cette fin.

§ 3. Le gouvernement peut préciser la procédure de suspension visée au présent article.

§ 2. De eiser of zijn raadsman, alsook het Instituut of zijn afgevaardigde, worden op hun verzoek door het Milieucollege gehoord. Als één partij vraagt om gehoord te worden, worden ook de andere partijen uitgenodigd om te verschijnen.

§ 3. De beslissing van het Milieucollege wordt betekend aan de eiser, aan het Instituut, aan de houder van de zakelijke rechten en de exploitant van een risico-activiteit op het betrokken terrein en, naargelang de akte die het voorwerp van het beroep is, aan de andere personen en overheden bedoeld in artikelen 15, § 4, 27, § 2, 35, § 3, 43, § 3 en 63, § 5. De beslissingen betreffende een van de akten bedoeld in artikel 38 en 46 worden eveneens betekend aan de andere personen en overheden bedoeld in respectievelijk artikelen 35, § 3 en 43, § 3. De beslissing betreffende een beslissing van het Instituut bedoeld in artikel 66 wordt eveneens betekend aan de houder van de beperkte verplichting.

Het Milieucollege betekent zijn beslissing binnen een termijn van 60 dagen na de datum van de afgifte bij de post van de aangetekende zending met het beroep. Wanneer de partijen gehoord worden, wordt de termijn verlengd met 15 dagen.

Bij ontstentenis van kennisgeving van de beslissing binnen deze termijn wordt de akte die het voorwerp van het beroep uitmaakt, als bevestigd beschouwd.

§ 4. De Regering kan de procedure voor het beroep bedoeld in dit artikel nader bepalen.

Beroep bij de Regering

Art. 56. § 1. De personen bedoeld in artikel 55, § 1, kunnen bij het Instituut bij de Regering beroep instellen tegen de beslissing van het Milieucollege of tegen de stilzwijgende beslissing van bevestiging bedoeld in artikel 55, § 3, derde lid.

§ 2. De eiser of zijn raadsman, alsook het Milieucollege of zijn afgevaardigde, worden op hun verzoek gehoord door de Regering of de persoon die zij daartoe machtigt. Als één partij vraagt om gehoord te worden, worden ook de andere partijen uitgenodigd om te verschijnen.

§ 3. De beslissing van de Regering wordt betekend aan de eiser, aan het Milieucollege, aan het Instituut en, naargelang de akte die het voorwerp van het beroep is, aan de personen en overheden bedoeld in artikel 55, § 3, binnen een termijn van 60 dagen na de datum van de afgifte bij de post van de aangetekende zending met het beroep. Wanneer de partijen gehoord worden, wordt de termijn verlengd met 15 dagen.

Bij ontstentenis van kennisgeving van de beslissing binnen de gestelde termijn kan de houder van de verplichtingen resulterend uit de akte waartegen beroep is aangetekend, per aangetekend schrijven een aanmaning richten aan de Regering. Indien bij het verstrijken van een nieuwe termijn van 30 dagen na de datum van de afgifte bij de post van de aangetekende zending met de aanmaning deze persoon geen beslissing heeft ontvangen, wordt de beslissing die het voorwerp van het beroep uitmaakt, ook al was ze stilzwijgend, als bevestigd beschouwd.

§ 4. De Regering kan de procedure voor het beroep bedoeld in dit artikel nader bepalen.

Termijn voor de indiening van het beroep

Art. 57. § 1. Het beroep moet per aangetekend schrijven aan de bevoegde overheid worden gericht binnen de 30 dagen na :

1° ontvangst van de beslissing, de gelijkvormigheidsverklaring of niet-gelijkvormigheidsverklaring, indien het beroep bij het Milieucollege uitgaat van een persoon aan wie deze beslissing betekend moet worden;

2° het verstrijken van de termijn voor het betekenen van de beslissing, de gelijkvormigheidsverklaring of niet-gelijkvormigheidsverklaring, indien het beroep bij het Milieucollege uitgaat van een persoon aan wie deze beslissing betekend had moet worden;

3° ontvangst van de beslissing van het Milieucollege, indien het beroep bij de Regering uitgaat van een van de personen aan wie deze beslissing werd betekend krachtens artikel 55, § 3;

4° aanplakking van het bericht of de beslissing bedoeld in artikel 52.

§ 2. In geval van ernstig gevaar of onherstelbare schade, kan de beslissing, de gelijkvormigheidsverklaring of niet-gelijkvormigheidsverklaring binnen een periode van 5 werkdagen na het indienen van het beroep opgeschort worden door de voorzitter van het Milieucollege of het lid dat hij daartoe aanstelt.

§ 3. De Regering kan de procedure voor de opschorting bedoeld in dit artikel nader bepalen.

CHAPITRE IX. — *Dispositions particulières*Section 1^{re}. — Faits générateurs particuliers

Expropriation

Art. 58. § 1^{er}. L'autorité qui souhaite exproprier un terrain demande par lettre recommandée à l'Institut une attestation du sol pour chaque parcelle concernée, avant le jugement provisionnel rendu par le juge de paix dans le cadre de la procédure en expropriation. La ou les attestations sont délivrées selon les modalités visées à l'article 12, §§ 3 et 4.

§ 2. Une reconnaissance de l'état du sol doit être réalisée à charge de l'autorité expropriante d'un terrain inscrit à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0, sur ce terrain, et ce avant le jugement provisoire relatif à cette expropriation.

L'autorité expropriante fait réaliser d'office la reconnaissance de l'état du sol et peut faire réaliser d'office une étude détaillée sur le terrain concerné.

Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent par analogie, moyennant l'exécution des obligations du titulaire de droits réels par l'autorité expropriante.

Faillite

Art. 59. § 1^{er}. Lorsque l'exploitant d'une activité à risque est déclaré en faillite, le curateur en informe l'Institut dans les 30 jours du prononcé du jugement de déclaration de faillite.

§ 2. Sans préjudice d'autres dispositions légales organisant la faillite, une reconnaissance de l'état du sol doit être réalisée à l'initiative du curateur et à charge de la masse, sur le site où a été exploitée l'activité à risque, et ce dans le délai fixé par l'Institut.

Les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent par analogie, moyennant la prise en charge des obligations du failli par le curateur à charge de la masse.

Section II. — Dispenses

Reconnaissance de l'état du sol

Art. 60. § 1^{er}. Une nouvelle reconnaissance de l'état du sol, requise en vertu de l'article 13, § 1^{er}, § 2, 1^o et 2^o, § 4 et § 5, ne doit pas être réalisée lorsque la ou les parcelles concernées sont reprises à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0 en raison de l'exploitation d'une activité à risque et qu'une reconnaissance de l'état du sol ou, le cas échéant, une évaluation finale, couvrant l'entièreté de la ou des parcelles concernées, a été déclarée ou réputée conforme par l'Institut il y a au moins d'un an.

La personne tenue de réaliser la reconnaissance de l'état du sol en vertu de l'article 13, § 1^{er}, § 2, 1^o et 2^o, § 4 et § 5, notifie à l'Institut et à la commune par lettre recommandée sa volonté de mettre en application la disposition de l'alinéa 1^{er}, au moins 15 jours avant l'accomplissement du fait générateur visé. A défaut d'une telle notification, la disposition de l'alinéa 1^{er} ne peut être mise en application.

§ 2. Une reconnaissance de l'état du sol, requise en vertu de l'article 13, § 3, ne doit pas être réalisée lorsque la ou les parcelles concernées ne sont pas reprises à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0. Dans ce cas, afin d'identifier un éventuel accroissement de pollution engendré par l'exploitation de l'activité à risque, l'état du sol de la ou des parcelles concernées au démarrage de l'activité à risque est :

— considéré comme respectant les normes d'assainissement, si la ou les parcelles concernées ne sont pas reprises à l'inventaire de l'état du sol;

— fixé par l'Institut, sur la base de la reconnaissance de l'état du sol déclarée ou réputée conforme et, le cas échéant, de l'évaluation finale pour laquelle une déclaration finale a été délivrée par l'Institut, les plus récentes, si la ou les parcelles concernées sont reprises à l'inventaire de l'état du sol.

La personne tenue de réaliser la reconnaissance de l'état du sol en vertu de l'article 13, § 3, notifie à l'Institut et à la commune par lettre recommandée sa volonté de mettre en application la disposition de l'alinéa 1^{er}, au moins 15 jours avant l'accomplissement du fait générateur visé. A défaut d'une telle notification, la disposition de l'alinéa 1^{er} ne peut être mise en application.

HOOFDSTUK IX. — *Bijzondere bepalingen*

Afdeling I. — Bijzondere aanleidinggevende feiten

Onteigening

Art. 58. § 1. De overheid die een terrein wenst te onteigenen, verzoekt het Instituut per aangetekend schrijven om een bodemattest voor elk betrokken perceel, en dit vóór het voorlopig vonnis dat wordt uitgesproken door de vrederechter in het kader van de onteigeningsprocedure. Het attest of de attesten worden verstrekt in overeenstemming met de modaliteiten bedoeld in artikel 12, § 3 en § 4.

§ 2. Voor een terrein dat is opgenomen in de inventaris van de bodemtoestand in categorie 0, moet er op dit terrein een verkennend bodemonderzoek uitgevoerd worden ten laste van de onteigenende overheid, vóór het voorlopig vonnis betreffende de onteigening.

De onteigenende overheid laat ambtshalve een verkennend bodemonderzoek uitvoeren en kan ambtshalve een gedetailleerd onderzoek op het betreffende terrein laten uitvoeren.

De bepalingen van deze ordonnantie zijn naar analogie van toepassing, doordat de onteigenende overheid de verplichtingen van de houder van zakelijke rechten vervult.

Faillissement

Art. 59. § 1. Wanneer de exploitant van een risicoactiviteit failliet verklaard wordt, brengt de curator het Instituut hiervan op de hoogte binnen de 30 dagen na de uitspraak van het vonnis van faillietverklaring.

§ 2. Onverminderd andere wettelijke bepalingen die het faillissement regelen, moet er binnen de termijn die het Instituut heeft bepaald, op initiatief van de curator en ten laste van de boedel een verkennend bodemonderzoek uitgevoerd worden op de site waar de risicoactiviteiten plaatsvonden.

De bepalingen van deze ordonnantie zijn naar analogie van toepassing, doordat de curator de verplichtingen van de gefailleerde ten laste van de boedel vervult.

Afdeling II. — Vrijstellingen

Verkennend bodemonderzoek

Art. 60. § 1. Er moet geen nieuw verkennend bodemonderzoek, vereist krachtens artikel 13, § 1, § 2, 1^o en 2^o, § 4 en § 5, uitgevoerd worden indien het betreffende perceel of de betreffende percelen opgenomen zijn in categorie 0 van de inventaris van de bodemtoestand wegens de uitoefening van een risicoactiviteit en er minder dan een jaar geleden een verkennend bodemonderzoek of, in voorkomend geval, een eindbeoordeling die het geheel van het betreffende perceel of de betreffende percelen omvat, door het Instituut gelijkvormig werd verklaard of geacht.

De persoon die het verkennend bodemonderzoek krachtens artikel 13, § 1, § 2, 1^o en 2^o, § 4 en § 5, moet uitvoeren, brengt het Instituut en de gemeente ten minste 15 dagen voor het bedoelde aanleidinggevende feit per aangetekend schrijven op de hoogte van zijn wens om de bepaling van het eerste lid toe te passen. Bij ontstentenis van een dergelijke kennisgeving kan de bepaling van het eerste lid niet worden toegepast.

§ 2. Er moet geen verkennend bodemonderzoek, vereist krachtens artikel 13, § 3, uitgevoerd worden indien het betreffende perceel of de betreffende percelen niet opgenomen zijn in categorie 0 van de inventaris van de bodemtoestand. Teneinde een eventuele toename van de verontreiniging door het uitoefenen van de risicoactiviteit te identificeren, wordt de bodemtoestand in dat geval op het betreffende perceel of de betreffende percelen bij de aanvang van de risicoactiviteit :

— beschouwd als in overeenstemming met de saneringsnormen, indien het betreffende perceel of de betreffende percelen niet opgenomen zijn in de inventaris van de bodemtoestand;

— vastgelegd door het Instituut, op basis van een recent gelijkvormig verklaard of geacht verkennend bodemonderzoek en, in voorkomend geval, op basis van de meest recente eindbeoordeling waarvoor een slotverklaring is afgegeven door het Instituut, indien het betreffende perceel of de betreffende percelen zijn opgenomen in de inventaris van de bodemtoestand.

De persoon die het verkennend bodemonderzoek krachtens artikel 13, § 3, moet uitvoeren, brengt het Instituut en de gemeente ten minste 15 dagen voor het bedoelde aanleidinggevende feit per aangetekend schrijven op de hoogte van zijn wens om de bepaling van het eerste lid toe te passen. Bij ontstentenis van een dergelijke kennisgeving kan de bepaling van het eerste lid niet worden toegepast.

§ 3. Une nouvelle reconnaissance de l'état du sol, requise en vertu de l'article 13, § 2, 3° et § 3, ne doit pas être réalisée lorsque la ou les parcelles concernées sont reprises à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0 en raison de l'exploitation d'une activité à risque et qu'une reconnaissance de l'état du sol ou, le cas échéant, une évaluation finale, couvrant l'entièreté de la ou des parcelles concernées, a été déclarée ou réputée conforme par l'Institut il y a moins de quinze ans. Dans ce cas, afin d'identifier un éventuel accroissement de pollution engendré par l'exploitation de l'activité à risque, l'état du sol de la ou des parcelles concernées au démarrage ou à la poursuite de l'activité à risque est fixé par l'Institut, sur la base de la reconnaissance de l'état du sol déclarée ou réputée conforme et, le cas échéant, de l'évaluation finale pour laquelle une déclaration finale a été délivrée par l'Institut, les plus récentes.

La personne tenue de réaliser la reconnaissance de l'état du sol en vertu de l'article 13, § 2, 3° et § 3, notifie à l'Institut et à la commune par lettre recommandée sa volonté de mettre en application la disposition de l'alinéa 1^{er}, au moins 15 jours avant l'accomplissement du fait générateur visé. A défaut d'une telle notification, la disposition de l'alinéa 1^{er} ne peut être mise en application.

§ 4. Une nouvelle reconnaissance de l'état du sol, requise en vertu de l'article 13, § 2, 4°, ne doit pas être réalisée lorsque la ou les parcelles concernées sont reprises à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0 en raison de l'exploitation d'une activité à risque et qu'une reconnaissance de l'état du sol ou, le cas échéant, une évaluation finale, couvrant l'entièreté de la ou des parcelles concernées, a été déclarée ou réputée conforme par l'Institut dans un délai inférieur à la périodicité fixée pour l'activité à risque concernée.

La personne tenue de réaliser la reconnaissance de l'état du sol en vertu de l'article 13, § 2, 4°, notifie à l'Institut et à la commune par lettre recommandée sa volonté de mettre en application la disposition de l'alinéa 1^{er}, au moins 15 jours avant l'accomplissement du fait générateur visé.

A défaut d'une telle notification, la disposition de l'alinéa 1^{er} ne peut être mise en application.

§ 5. L'Institut peut dispenser un titulaire d'obligation de réaliser une nouvelle reconnaissance de l'état du sol requise en vertu d'un fait générateur visé à l'article 13, ou limiter le contenu de cette étude lorsque la ou les parcelles concernées :

— soit sont reprises à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 3 ou 4;

— soit sont reprises à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0 en raison de l'exploitation d'une activité à risque pour laquelle des mesures de prévention garantissant la protection du sol ont été mises en place, entretenues et régulièrement contrôlées depuis qu'une reconnaissance de l'état du sol ou, le cas échéant, une évaluation finale, couvrant l'entièreté de la ou des parcelles concernées, a été déclarée ou réputée conforme par l'Institut et qu'il n'est pas mis fin à l'exploitation.

§ 6. L'Institut peut dispenser un titulaire d'obligation de réaliser une reconnaissance de l'état du sol requise en vertu d'un fait générateur visé à l'article 13, ou limiter le contenu de cette étude lorsqu'une impossibilité technique empêche la réalisation complète ou partielle de cette étude.

§ 7. La personne tenue de réaliser la reconnaissance de l'état du sol en vertu de l'article 13 demande à l'Institut par lettre recommandée la dispense visée aux §§ 5 et 6. L'Institut notifie au demandeur et, lorsqu'elle est positive, à la commune, sa décision d'accorder ou non la dispense ou de limiter le contenu de l'étude à réaliser par lettre recommandée dans les 30 jours de la demande. La décision de l'Institut est motivée et précise, le cas échéant, les conditions liées à son accord.

En l'absence de notification par l'Institut dans ce délai, la demande est réputée acceptée. Dans ce cas, le demandeur informe la commune de cette dispense ou limitation de contenu de la reconnaissance de l'état du sol.

Le gouvernement peut préciser les modalités et conditions de demande et d'octroi des dispenses et des limitations de contenu de la reconnaissance de l'état du sol visées aux §§ 5 et 6.

§ 3. Er moet geen nieuw verkennend bodemonderzoek, vereist krachtens artikel 13, § 2, 3° en § 3, uitgevoerd worden indien het betreffende perceel of de betreffende percelen opgenomen zijn in categorie 0 van de inventaris van de bodemtoestand wegens de uitoefening van een risicoactiviteit en er minder dan vijftien jaar geleden een verkennend bodemonderzoek of, in voorkomend geval, een eindbeoordeling die het geheel van het betreffende perceel of de betreffende percelen omvat, door het Instituut gelijkvormig werd verklaard of geacht. Teneinde een eventuele toename van de verontreiniging door het uitoefenen van de risicoactiviteit te identificeren, wordt de bodemtoestand van het betreffende perceel of de betreffende percelen in dat geval bij de aanvang of de voortzetting van de risicoactiviteit vastgelegd door het Instituut, op basis van een recent gelijkvormig verklaard of geacht verkennend bodemonderzoek en, in voorkomend geval, op basis van de meest recente eindbeoordeling waarvoor een slotverklaring is afgegeven door het Instituut.

De persoon die het verkennend bodemonderzoek krachtens artikel 13, § 2, 3° en § 3, moet uitvoeren, brengt het Instituut en de gemeente ten minste 15 dagen voor het bedoelde aanleidinggevend feit per aangetekend schrijven op de hoogte van zijn wens om de bepaling van het eerste lid toe te passen. Bij ontstentenis van een dergelijke kennisgeving kan de bepaling van het eerste lid niet worden toegepast.

§ 4. Er moet geen nieuw verkennend bodemonderzoek, vereist krachtens artikel 13, § 2, 4°, uitgevoerd worden indien het betreffende perceel of de betreffende percelen opgenomen zijn in categorie 0 van de inventaris van de bodemtoestand wegens de uitoefening van een risicoactiviteit en er binnen de gestelde termijn voor de betreffende risicoactiviteit een verkennend bodemonderzoek of, in voorkomend geval, een eindbeoordeling die het geheel van het betreffende perceel of de betreffende percelen omvat, door het Instituut gelijkvormig werd verklaard of geacht.

De persoon die het verkennend bodemonderzoek krachtens artikel 13, § 2, 4°, moet uitvoeren, brengt het Instituut en de gemeente ten minste 15 dagen voor het bedoelde aanleidinggevend feit per aangetekend schrijven op de hoogte van zijn wens om de bepaling van het eerste lid toe te passen.

Bij ontstentenis van een dergelijke kennisgeving kan de bepaling van het eerste lid niet worden toegepast.

§ 5. Het Instituut kan een houder van verplichtingen vrijstellen van de verplichting om een nieuw verkennend bodemonderzoek als vereist op grond van een aanleidinggevend feit bedoeld in artikel 13 of kan de inhoud van dit onderzoek beperken indien het betreffende perceel of de betreffende percelen :

— ofwel opgenomen zijn in categorie 3 of 4 van de inventaris van de bodemtoestand;

— ofwel opgenomen zijn in categorie 0 van de inventaris van de bodemtoestand wegens de uitoefening een risicoactiviteit waarvoor preventieve maatregelen ter bescherming van de bodem uitgevoerd, gehandhaafd en regelmatig gecontroleerd werden, sinds er een verkennend bodemonderzoek of, in voorkomend geval, een eindbeoordeling die het geheel van het betreffende perceel of de betreffende percelen omvat, door het Instituut gelijkvormig werd verklaard of geacht en indien de exploitatie niet stopgezet is.

§ 6. Het Instituut kan een houder van verplichtingen vrijstellen van de verplichting om een verkennend bodemonderzoek als vereist op grond van een ontstaansfeit bedoeld in artikel 13 of de inhoud van dit onderzoek beperken, indien het technisch niet mogelijk is dit onderzoek geheel of gedeeltelijk uit te voeren.

§ 7. De persoon die het verkennend bodemonderzoek moet uitvoeren krachtens artikel 13, vraagt per aangetekend schrijven de vrijstelling bedoeld in § 5 en § 6 aan bij het Instituut. Het instituut stelt de aanvrager, en indien het gaat om een positieve beslissing ook de gemeente, binnen de 30 dagen na de aanvraag per aangetekend schrijven in kennis van zijn beslissing om al dan niet vrijstelling te verlenen of om al dan niet de inhoud van het onderzoek te beperken. De beslissing van het Instituut is met redenen omkleed en stipuleert, in voorkomend geval, de toekenningsvoorwaarden.

Bij ontstentenis van een kennisgeving van het Instituut binnen de gestelde termijn wordt het verzoek geacht te zijn goedgekeurd. In dat geval stelt de aanvrager de gemeente op de hoogte van de vrijstelling of de beperking van de inhoud van het verkennend bodemonderzoek.

De Regering kan de modaliteiten en voorwaarden voor de aanvraag en de toekenning van vrijstellingen en beperkingen van de inhoud van het verkennend bodemonderzoek bedoeld in § 5 en § 6 nader bepalen.

Copropriété forcée

Art. 61. § 1^{er}. En dérogation à l'article 13, § 1^{er}, l'Institut peut dispenser de la réalisation d'une reconnaissance de l'état du sol ou limiter le contenu de cette étude à charge d'un titulaire de droits réels sur un lot compris au sein d'une co-propriété forcée, telle que définie aux articles 577-3 et suivants du Code civil, si la copropriété comprend un terrain inscrit à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0 lorsque la présomption de pollution ne concerne pas exclusivement ce lot.

Toute demande de dispense doit être adressée à l'Institut par lettre recommandée. L'Institut notifie au demandeur sa décision motivée d'accorder ou non la dispense ou de limiter le contenu de l'étude à réaliser par lettre recommandée dans les 30 jours de la demande. En l'absence de notification par l'Institut dans ce délai, la dispense est réputée accordée.

§ 2. Dans le cas visé au § 1^{er}, lorsque la présomption de pollution ne concerne pas exclusivement un autre lot, l'Institut peut imposer que l'obligation de réaliser une reconnaissance de l'état du sol et les éventuelles obligations qui en découleraient reposent sur l'association des copropriétaires. Cette décision est motivée et notifiée à l'association des copropriétaires dans les 30 jours de la demande de dispense.

§ 3. Le gouvernement peut préciser les modalités d'application du présent article.

Section III. — Identification et traitement particulier de la pollution

Sous-section I^{re}. — Projet et travaux d'assainissement limité

Objectif, contenu et conditions

Art. 62. § 1^{er}. Le projet et les travaux d'assainissement limité visent à assainir une pollution du sol par une procédure rapide, de manière à mettre à profit des travaux d'excavation en cours ou à limiter l'ampleur et/ou la durée de mesures de sécurité.

§ 2. En dérogation aux articles 13, §§ 6 et 7, et 49, § 4, la personne tenue de réaliser une reconnaissance de l'état du sol peut réaliser directement et à sa charge un projet d'assainissement limité, lorsque les conditions cumulatives suivantes sont rencontrées :

— il existe des indications sérieuses que la zone polluée est circonscrite;

— le délai estimé d'exécution et d'évaluation des travaux d'assainissement est inférieur à 120 jours.

Dans ce cas, la personne visée à l'alinéa 1^{er} est également tenue d'exécuter les travaux d'assainissement limité.

§ 3. Le projet d'assainissement limité estime l'étendue et la nature de la pollution du sol et détermine le type, le mode d'exécution et le délai d'exécution des travaux d'assainissement à réaliser pour atteindre les normes d'assainissement. Le projet d'assainissement limité précise également la procédure qui permettra de mesurer les résultats obtenus en termes d'exposition des personnes et de l'environnement.

§ 4. Le gouvernement arrête le contenu type du projet d'assainissement limité.

Réalisation, notification et déclaration de conformité

Art. 63. § 1^{er}. Le projet d'assainissement limité est rédigé par un expert en pollution du sol.

§ 2. Le projet d'assainissement limité est notifié à l'Institut par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé au siège de l'Institut, au plus tard à l'échéance du délai dans lequel la reconnaissance de l'état du sol aurait dû lui être notifiée.

§ 3. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception du projet d'assainissement limité pour :

— soit le déclarer conforme ou non aux dispositions de la présente ordonnance;

— soit imposer des modifications ou des additions à lui notifier par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé au siège de l'Institut, dans un délai raisonnable qu'il fixe. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception des modifications ou des additions, pour déclarer le projet d'assainissement limité conforme ou non aux dispositions de la présente ordonnance.

Gedwongen mede-eigendom

Art. 61. § 1. In afwijking van artikel 13, § 1, kan het Instituut de houder van zakelijke rechten op een kavel die deel uitmaakt van een gedwongen mede-eigendom, als gedefinieerd in artikel 577-3 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, vrijstelling verlenen van de verplichting een verkennend bodemonderzoek uit te voeren of de inhoud van dit onderzoek beperken, indien de mede-eigendom een terrein omvat dat is opgenomen in de inventaris van de bodemtoestand in categorie 0, indien de aanwijzing op verontreiniging niet enkel deze kavel betreft.

De aanvraag om vrijstelling moet per aangetekend schrijven aan het Instituut opgelegd worden. Het Instituut stelt de aanvrager binnen de 30 dagen na de aanvraag per aangetekend schrijven in kennis van zijn met redenen omklede beslissing om al dan niet vrijstelling te verlenen of om al dan niet de inhoud van het onderzoek te beperken. Bij ontstentenis van een kennisgeving van het Instituut binnen de gestelde termijn wordt de vrijstelling als toegekend beschouwd.

§ 2. In het geval bedoeld in § 1, indien het vermoeden van verontreiniging niet enkel op een andere kavel betrekking heeft, kan het Instituut opleggen dat de verplichting tot het uitvoeren van een verkennend bodemonderzoek en de eventuele verplichtingen die daaruit voortvloeien, ten laste zijn van de vereniging van mede-eigenaars. Deze beslissing wordt met redenen omkleed en binnen de 30 dagen na vrijstellingsaanvraag betekend aan de vereniging van mede-eigenaars.

§ 3. De Regering kan de toepassingsmodaliteiten van dit artikel nader bepalen.

Afdeling III. — Identificatie en specifieke behandeling van de verontreiniging

Onderafdeling I. — Beperkt saneringsvoorstel en beperkte saneringswerken

Doel, inhoud en voorwaarden

Art. 62. § 1. Het beperkt saneringsvoorstel en de beperkte saneringswerken zijn erop gericht de bodemverontreiniging via een snelle procedure te saneren, om de lopende uitgravingswerken ten volle te benutten of de omvang en/of duur van de veiligheidsmaatregelen te beperken.

§ 2. In afwijking van artikel 13, § 6 en § 7 en artikel 49, § 4, kan de persoon die het verkennend bodemonderzoek moet uitvoeren, rechtstreeks en voor eigen rekening een beperkt saneringsvoorstel uitvoeren indien aan volgende cumulatieve voorwaarden wordt voldaan :

— er zijn ernstige aanwijzingen dat de verontreinigde zone beperkt is;

— de geschatte termijn voor de uitvoering en de beoordeling van de saneringswerken is korter dan 120 dagen.

In dat geval moet de persoon bedoeld in het eerste lid eveneens de beperkte saneringswerken uitvoeren.

§ 3. Het beperkt saneringsvoorstel schat de omvang en de aard van de bodemverontreiniging in en bepaalt het type, de uitvoeringswijze en de uitvoeringstermijn van de saneringswerken die uitgevoerd moeten worden om de saneringsnormen te halen. Het beperkt saneringsvoorstel verduidelijkt eveneens de procedure om de geboekte resultaten inzake blootstelling van de mens en het milieu te meten.

§ 4. De Regering bepaalt de type-inhoud van het beperkt saneringsvoorstel.

Uitvoering, kennisgeving en gelijkvormigheidsverklaring

Art. 63. § 1. Het beperkt saneringsvoorstel wordt opgesteld door een bodemverontreinigingsdeskundige.

§ 2. Het beperkt saneringsvoorstel wordt aan het Instituut betekend per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut binnen de termijn waarbinnen het verkennend bodemonderzoek betekend had moeten worden aan het Instituut.

§ 3. Na ontvangst van het beperkt saneringsvoorstel heeft het Instituut 30 dagen de tijd om :

— het al dan niet gelijkvormig aan de bepalingen van deze ordonnantie te verklaren,

— ofwel wijzigingen of aanvullingen op te leggen die aan het Instituut betekend moeten worden per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor binnen een door het Instituut vastgelegde redelijke termijn. Na ontvangst van de wijzigingen of aanvullingen heeft het Instituut 30 dagen de tijd om het beperkt saneringsvoorstel al dan niet gelijkvormig met de bepalingen van deze ordonnantie te verklaren.

Si l'Institut ne peut notifier une déclaration de conformité dans le délai imparti selon la présente disposition, il adresse à la personne tenue de réaliser l'assainissement limité une proposition de prolongation de ce délai de maximum 30 jours. Cette proposition mentionne les recours organisés aux articles 55 à 57.

§ 4. Dans la déclaration de conformité du projet d'assainissement limité, l'Institut fixe, sur la base des conclusions du projet d'assainissement limité et de ses incidences sur l'environnement, les conditions auxquelles les travaux d'assainissement doivent être exécutés, les normes d'assainissement auxquelles l'exécution de ces travaux doit aboutir et les délais dans lesquels ces travaux doivent avoir été exécutés.

§ 5. La déclaration de conformité du projet d'assainissement limité est notifiée par lettre recommandée aux personnes suivantes :

- 1° la personne tenue d'exécuter les travaux d'assainissement limité;
- 2° les titulaires de droits réels et les exploitants d'une activité à risque sur les parcelles concernées;
- 3° le collège des bourgmestre et échevins.

Equivalence

Art. 64. Si le projet d'assainissement limité comprend des installations, des actes ou travaux soumis à autorisation en exécution de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines, à déclaration environnementale, à permis d'environnement ou à permis d'urbanisme, la déclaration de conformité du projet d'assainissement limité vaut l'autorisation, la déclaration ou le permis requis.

Exécution, évaluation finale et déclaration finale

Art. 65. § 1^{er}. Les dispositions des articles 45 et 47 s'appliquent par analogie pour l'exécution et l'évaluation finale des travaux d'assainissement limité.

§ 2. L'évaluation finale comprend une reconnaissance de l'état du sol pour la partie de la ou des parcelles concernées non couvertes par le projet d'assainissement limité.

§ 3. L'évaluation finale est notifiée à l'Institut dans les 120 jours de la notification de la déclaration de conformité du projet d'assainissement limité. En l'absence de notification de l'évaluation finale dans ce délai, l'Institut peut imposer la réalisation d'une reconnaissance de l'état du sol à charge de la personne visée à l'article 62, § 2, à lui notifier dans un délai raisonnable qu'il fixe.

§ 4. Dans les 30 jours à dater de la réception de l'évaluation finale, sur la base de celle-ci et des résultats à obtenir conformément à la déclaration de conformité du projet d'assainissement limité, l'Institut notifie par lettre recommandée aux personnes visées à l'article 63, § 5 :

— soit une déclaration finale attestant de la réalisation de l'obligation de traitement de la pollution du sol en exécution de la présente ordonnance;

— soit une demande de réaliser une étude détaillée à charge de la personne visée à l'article 19, § 2, à lui notifier dans un délai raisonnable qu'il fixe;

— soit une demande de modifications ou d'additions à l'évaluation finale à lui notifier par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre récépissé au siège de l'Institut, dans un délai raisonnable qu'il fixe. L'Institut dispose de 30 jours à dater de la réception des modifications ou des additions pour notifier une déclaration finale ou non.

En l'absence de notification par l'Institut dans ces délais, les conclusions formulées par l'expert en pollution du sol sont réputées approuvées et l'évaluation finale est réputée conforme.

Le gouvernement peut fixer le contenu type de la déclaration finale.

Sous-section II. — Autres procédures et objectifs particuliers

Limitation des risques

Art. 66. L'Institut peut limiter le contenu des obligations issues de la présente ordonnance lorsqu'il estime, sur la base des conclusions d'un expert en pollution du sol, que l'exécution de ces obligations augmenterait durablement les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement.

L'Institut mentionne la nature de ces limitations, notamment, dans les déclarations de conformité et les attestations du sol qu'il délivre.

Indien het Instituut geen gelijkvormigheidsverklaring kan betekenen volgens de binnen deze bepaling toegestane termijn, richt het aan de persoon die de beperkte sanering uitvoert een voorstel van verlenging van een maximum van 30 dagen van deze termijn. In dit voorstel zijn de in artikelen 55 tot 57 georganiseerde beroepen vermeld.

§ 4. In de gelijkvormigheidsverklaring van het beperkt saneringsvoorstel bepaalt het Instituut op basis van de conclusies van het beperkt saneringsvoorstel en de milieueffecten ervan, op welke voorwaarden de saneringswerken uitgevoerd moeten worden, welke saneringsnormen gehaald moeten worden met de uitvoering van deze werken en binnen welke termijnen de uitvoering van deze werken voltooid moet zijn.

§ 5. De gelijkvormigheidsverklaring van het beperkt saneringsvoorstel wordt per aangetekend schrijven aan de volgende personen betekend :

- 1° de persoon die de beperkte saneringswerken moet uitvoeren;
- 2° de houders van zakelijke rechten en de exploitanten van een risicoactiviteit op de betreffende percelen;
- 3° het College van burgemeester en schepenen.

Equivalentie

Art. 64. Indien het beperkt saneringsvoorstel inrichtingen, handelingen of werkzaamheden omvat die onderworpen zijn aan een vergunning krachtens de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het grondwater of aan een milieuaangifte, milieuvergunning of stedenbouwkundige vergunning, geldt de gelijkvormigheidsverklaring van het beperkt saneringsvoorstel als de vereiste vergunning of aangifte.

Uitvoering, eindbeoordeling en slotverklaring

Art. 65. § 1. De bepalingen van artikelen 45 en 47 zijn naar analogie van toepassing op de uitvoering en de eindbeoordeling van de beperkte saneringswerken.

§ 2. De eindbeoordeling omvat een verkennend bodemonderzoek voor dat deel van het perceel of de percelen dat niet behandeld wordt in het beperkt saneringsvoorstel.

§ 3. De eindbeoordeling wordt aan het Instituut betekend binnen een periode van 120 dagen na de kennisgeving van de gelijkvormigheidsverklaring van het beperkt saneringsvoorstel. Bij ontstentenis van de kennisgeving van de eindbeoordeling binnen de gestelde termijn, kan het Instituut een verkennend bodemonderzoek ten laste van de persoon bedoeld in artikel 62, § 2, opleggen, dat aan het Instituut betekend moet worden binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn.

§ 4. Binnen de 30 dagen na ontvangst van de eindbeoordeling betekent het Instituut op basis van deze eindbeoordeling en de resultaten die volgens de gelijkvormigheidsverklaring van het beperkt saneringsvoorstel behaald moeten worden, per aangetekend schrijven aan de personen bedoeld in artikel 63, § 5 :

— ofwel een slotverklaring waarin bevestigd wordt dat aan de verplichting inzake behandeling van de bodemverontreiniging in uitvoering van deze ordonnantie voldaan is;

— ofwel een verzoek om een gedetailleerd onderzoek uit te voeren ten laste van de persoon bedoeld in artikel 19, § 2, dat aan het Instituut betekend moet worden binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn;

— ofwel een verzoek om wijzigingen of aanvullingen aan de eindbeoordeling, die aan het Instituut betekend moeten worden per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of door afgifte tegen ontvangstbewijs op het hoofdkantoor van het Instituut binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn. Na ontvangst van de wijzigingen of aanvullingen heeft het Instituut 30 dagen de tijd om al dan niet een slotverklaring te betekenen.

Bij ontstentenis van een kennisgeving van het Instituut binnen de gestelde termijn, worden de conclusies van de bodemverontreinigingsdeskundige geacht te zijn goedgekeurd en wordt de indevaluatie als gelijkvormig beschouwd.

De Regering kan de type-inhoud van de slotverklaring bepalen.

Onderafdeling II. — Overige procedures en bijzondere doelstellingen

Beperking van de risico's

Art. 66. Het Instituut kan de inhoud van de verplichtingen die voortvloeien uit deze verordening, beperken indien het, op basis van de conclusies van een bodemverontreinigingsdeskundige, van mening is dat de vervulling van de verplichtingen zou leiden tot een blijvende verhoging van de risico's voor de volksgezondheid en het milieu.

Het Instituut vermeldt de aard van de beperkingen, met name in de gelijkvormigheidsverklaringen en in de bodemattesten die het afgeeft.

Révision des objectifs d'assainissement

Art. 67. § 1^{er}. Si, en raison des caractéristiques de la pollution du sol ou du terrain pollué, il s'avère localement impossible d'atteindre les normes d'assainissement en utilisant les meilleures techniques disponibles, l'assainissement du sol doit au moins atteindre, dans les zones concernées du terrain, les normes d'intervention applicables.

Dans ce cas, en dérogation à l'article 41, § 1^{er}, le projet d'assainissement, ou, le cas échéant, la demande ou proposition d'adaptation des travaux d'assainissement visée à l'article 46, présente et motive, sur la base de la méthodologie visée à l'article 3, 27^o, les objectifs d'assainissement révisés.

En dérogation à l'article 46, §§ 3 et 4, le délai de réponse de l'Institut est porté à 30 jours à dater de la réception de la demande ou proposition d'adaptation des travaux d'assainissement.

§ 2. Si, en raison des caractéristiques de la pollution du sol ou du terrain pollué, il s'avère localement impossible d'atteindre les normes d'intervention applicables ou d'éliminer l'accroissement de pollution en utilisant les meilleures techniques disponibles, l'assainissement du sol doit au moins atteindre, dans les zones concernées du terrain, des concentrations en polluants du sol et de l'eau souterraine permettant de garantir un risque tolérable pour la santé humaine et pour l'environnement.

Dans ce cas, en dérogation à l'article 41, § 1^{er}, le projet d'assainissement ou, le cas échéant, la demande ou proposition d'adaptation des travaux d'assainissement visée à l'article 46, présente et motive, sur la base de la méthodologie visée à l'article 3, 27^o et d'une étude de risque, les objectifs d'assainissement révisés. L'étude de risque est réalisée conformément aux articles 29 et 32.

En dérogation à l'article 46, §§ 3 et 4, le délai de réponse de l'Institut est porté à 30 jours à dater de la réception de la demande ou proposition d'adaptation des travaux d'assainissement.

Installations classées

Art. 68. Le gouvernement peut déterminer pour certaines installations classées, qui sont ou qui ont été exploitées, une procédure d'identification ou de traitement de la pollution du sol particulière, pour autant qu'elle rencontre au moins les objectifs et les résultats de la présente ordonnance.

Section IV. — Autres mesures

Dissémination de pollution

Art. 69. § 1^{er}. Lorsqu'il apparaît au cours de la réalisation d'une étude détaillée que la pollution du sol dépasse les limites de la ou des parcelles délimitant le terrain ou le site sur lequel existe une obligation de traitement de la pollution, et que le noyau de pollution à partir duquel celle-ci s'est disséminée a été généré par une activité ou un événement ayant eu lieu sur le terrain ou le site concerné, l'étude détaillée doit couvrir l'ensemble de la zone polluée, à charge de la personne tenue de la réaliser, afin de délimiter l'entière de la pollution.

§ 2. Dans ce cas, l'obligation de traitement de la pollution subséquente à l'étude détaillée est réalisée à charge du titulaire de l'obligation de traitement de la pollution relative au terrain ou au site concerné, sur l'ensemble de la zone polluée indépendamment des limites cadastrales rencontrées.

Toutefois, en dérogation à l'alinéa 1^{er}, en présence d'une pollution orpheline qui a été engendrée par une activité ou un événement ayant eu lieu avant le 20 janvier 2005, l'obligation de traitement de la pollution subséquente à l'étude détaillée est réalisée pour chaque parcelle concernée à charge du titulaire de droits réels sur celle-ci.

§ 3. Par dérogation aux §§ 1^{er} et 2, le traitement de la pollution sur une parcelle adjacente au terrain ou au site concerné, ne doit pas être réalisé à charge des personnes visées à ces paragraphes, lorsque le titulaire de droits réels sur cette parcelle s'y oppose. Dans ce cas, la parcelle concernée est inscrite à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0.

Herziening van de saneringsdoelstellingen

Art. 67. § 1. Indien het vanwege de kenmerken van de bodemverontreiniging of het verontreinigd terrein plaatselijk niet mogelijk is de saneringsnormen te halen met gebruik van de beste beschikbare technieken, moeten in de betreffende zones van het terrein minstens de van toepassing zijnde interventienormen bereikt worden met de bodemsanering.

In afwijking van artikel 41, § 1, moet het saneringsvoorstel of, in voorkomend geval, het verzoek of het voorstel met betrekking tot de aanpassing van de saneringswerken bedoeld in artikel 46, in dat geval de herziene saneringsdoelstellingen vermelden en motiveren op basis van de methodologie bedoeld in artikel 3, 27^o.

In afwijking van artikel 46, §§ 3 en 4, bedraagt de antwoordtermijn van het Instituut in dat geval 30 dagen na ontvangst van het verzoek om of voorstel tot aanpassing van de saneringswerken.

§ 2. Indien het vanwege de kenmerken van de bodemverontreiniging of het verontreinigd terrein plaatselijk niet mogelijk is de van toepassing zijnde interventienormen te halen of de toename van de verontreiniging uit sluiten met gebruik van de beste beschikbare technieken, moeten in de betreffende zones van het terrein door de bodemsanering concentraties van verontreinigende stoffen in de bodem en het grondwater gehaald worden die een aanvaardbaar risico voor de volksgezondheid en het milieu vormen.

In afwijking van artikel 41, § 1, moet het saneringsvoorstel of, in voorkomend geval, het verzoek of het voorstel met betrekking tot de aanpassing van de saneringswerken bedoeld in artikel 46, in dat geval de herziene saneringsdoelstellingen vermelden en motiveren op basis van de methodologie bedoeld in artikel 3, 27^o, en een risico-onderzoek. Het risico-onderzoek wordt uitgevoerd in overeenstemming met artikelen 29 en 32.

In afwijking van artikel 46, § 3 en § 4, bedraagt de antwoordtermijn van het Instituut in dat geval 30 dagen na ontvangst van het verzoek om of voorstel tot aanpassing van de saneringswerken.

Ingedeelde inrichtingen

Art. 68. De Regering kan voor bepaalde ingedeelde inrichtingen die uitgebaat worden of werden een specifieke procedure bepalen voor de identificatie of de behandeling van de bodemverontreiniging, op voorwaarde dat deze procedure minstens voldoet aan de doelstellingen en de resultaten van deze ordonnantie.

Afdeling IV. — Overige maatregelen

Verspreiding van de verontreiniging

Art. 69. § 1. Indien tijdens de uitvoering van een gedetailleerd onderzoek blijkt dat de bodemverontreiniging niet beperkt is tot het perceel of de percelen van het terrein of de site waarvoor er een verplichting om de verontreiniging te behandelen bestaat, en dat de kern van waaruit de verontreiniging zich verspreidt, ontstaan is door een activiteit of een gebeurtenis die plaatsgevonden heeft op het betreffende terrein of de betreffende site, moet het gedetailleerd onderzoek het geheel van de verontreinigde zone dekken ten laste van de persoon die dit onderzoek moet uitvoeren, teneinde de verontreiniging in haar geheel af te bakenen.

§ 2. In dat geval wordt de verplichting inzake de behandeling van de verontreiniging gevolgd uit het gedetailleerd onderzoek uitgevoerd ten laste van de houder van de verplichting inzake behandeling van de verontreiniging voor het betreffende terrein of de betreffende site, voor het geheel van de verontreinigde zone, ongeacht de kadastrale grenzen.

In afwijking van het eerste lid worden in geval van een weesverontreiniging die veroorzaakt werd door een activiteit of een gebeurtenis die plaats heeft gevonden voor 20 januari 2005, de verplichting inzake behandeling van de verontreiniging gevolgd op het gedetailleerd onderzoek voor elk betreffend perceel echter uitgevoerd ten laste van de houder van zakelijke rechten op het perceel.

§ 3. In afwijking van § 1 en § 2 moet de behandeling van de verontreiniging op een perceel dat grenst aan het betreffende terrein of de betreffende site niet uitgevoerd worden ten laste van de personen bedoeld in deze paragrafen, indien de houder van zakelijke rechten op dit perceel zich hier tegen verzet. In dat geval wordt het bedoelde perceel opgenomen in categorie 0 van de inventaris van de bodemtoestand.

§ 4. Lorsqu'il existe une suspicion que la pollution du sol d'une parcelle résulte d'une dissémination de pollution depuis une autre parcelle, l'Institut peut :

— soit imposer la réalisation d'une étude détaillée sur la parcelle clairement identifiée comme abritant le noyau de pollution, dans un délai raisonnable qu'il fixe, à charge de la personne ayant généré la pollution ou, à défaut de pouvoir l'identifier, de l'exploitant, si la pollution a été engendrée après le 20 janvier 2005, ou du titulaire de droits réels, si la pollution a été engendrée avant le 20 janvier 2005 ou, si la pollution a été engendrée après le 20 janvier 2005, en absence d'exploitant;

— soit faire réaliser d'office à sa charge une étude détaillée sur la parcelle suspectée abriter le noyau de pollution et la ou les parcelles victimes de la dissémination de pollution.

Dans ce cas, l'Institut récupère les frais encourus à charge de la personne ayant généré la pollution ou responsable en vertu de l'article 24 lorsqu'elle peut être identifiée. Les dispositions de l'article 70, § 2, sont d'application. Un mois avant la mise en œuvre de la présente disposition, l'Institut en informe le titulaire de droits réels et l'exploitant du terrain concerné.

La suspicion de pollution visée à l'alinéa 1^{er} est motivée par :

— les conclusions d'une reconnaissance de l'état du sol indiquant une augmentation de la teneur en polluants du sol par comparaison avec les résultats d'une étude du sol approuvée, déclarée ou réputée conforme par l'Institut;

— ou les conclusions d'une étude détaillée indiquant que la pollution du sol dépasse les limites de la parcelle concernée.

Intervention d'office

Art. 70. § 1^{er}. L'Institut peut à tout moment se substituer à un débiteur d'obligation défaillant et faire réaliser, mettre en œuvre ou exécuter d'office et à la place de ce dernier, une reconnaissance de l'état du sol, un traitement de la pollution du sol, des mesures de sécurité ou des mesures de suivi. Dans les mêmes conditions, l'Institut peut également mettre en œuvre les obligations d'information visées aux articles 52 et 53.

Dans les 3 mois qui précèdent, l'Institut notifie par lettre recommandée au moins un avertissement et une mise en demeure au débiteur d'obligation défaillant.

Un mois avant la mise en œuvre de l'alinéa 1^{er}, l'Institut en informe le titulaire de droits réels et l'exploitant du terrain concerné.

L'Institut récupère les frais encourus à charge de la personne défaillante tenue des obligations ou de la personne responsable en vertu de l'article 24.

§ 2. Lorsque l'Institut met en œuvre le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, il dispose d'un privilège général sur tous les biens meubles des personnes défaillantes visées au § 1^{er} et peut constituer une hypothèque légale sur le bien sur lequel les obligations visées au § 1^{er} n'ont pas été exécutées.

Le privilège prend rang immédiatement après les privilèges visés aux articles 19 et 20 de la loi du 16 décembre 1851.

Le rang de l'hypothèque légale est fixé par la date d'inscription prise en vertu de la déclaration de conformité relative à la reconnaissance de l'état du sol, au traitement de la pollution du sol ou en vertu des mesures de sécurité ou des mesures de suivi. L'hypothèque est inscrite à la demande du fonctionnaire désigné à cet effet par le gouvernement.

§ 3. L'Institut peut à tout moment faire réaliser d'office à sa charge une reconnaissance de l'état du sol, une étude détaillée ou une étude de risque qu'aucune personne distinctement identifiée en vertu de la présente ordonnance n'est tenue de réaliser.

Un mois avant la mise en œuvre du présent paragraphe, l'Institut en informe le titulaire de droits réels et l'exploitant du terrain concerné.

§ 4. Als een vermoeden bestaat dat de bodemverontreiniging van een perceel het gevolg is van de verspreiding van verontreiniging vanaf een ander perceel, kan het Instituut :

— ofwel de uitvoering verplicht stellen van een gedetailleerd onderzoek op het perceel dat duidelijk geïdentificeerd is als het perceel dat de kern van de verontreiniging bevat, binnen een door het Instituut gestelde redelijke termijn, ten laste van de persoon die de verontreiniging veroorzaakt heeft, of, indien deze persoon niet geïdentificeerd kan worden, ten laste van de exploitant, indien de verontreiniging veroorzaakt werd na 20 januari 2005, of ten laste van de houder van zakelijke rechten, indien de verontreiniging veroorzaakt werd vóór 20 januari 2005 of, indien de verontreiniging veroorzaakt werd na 20 januari 2005 en bij ontstentenis van een exploitant;

— ofwel ambtshalve te zijnen laste een gedetailleerd onderzoek uitvoeren op het perceel dat vermoedelijk de kern van de verontreiniging bevat en de percelen die te lijden hebben onder de verspreiding van de verontreiniging.

In dat geval verhaalt het Instituut de kosten op de persoon die de verontreiniging veroorzaakt heeft of op de persoon die verantwoordelijk is krachtens artikel 24, indien de veroorzaker niet geïdentificeerd kan worden. De bepalingen van artikel 70, § 2, zijn van toepassing. Een maand voor de toepassing van deze bepaling, brengt het Instituut de houder van zakelijke rechten en de exploitant van het betrokken terrein op de hoogte.

Het vermoeden van verontreiniging bedoeld in het eerste lid wordt gemotiveerd door :

— de conclusies van een bodemverkennd onderzoek dat wijst op een verhoging van het gehalte aan verontreinigende stoffen in de bodem door vergelijking met de resultaten van een door het Instituut gelijkvormig verklaard of geacht bodemonderzoek;

— of de conclusies van een gedetailleerd onderzoek die aangeven dat de bodemverontreiniging de grenzen van het betrokken perceel overschrijdt.

Ambtshalve optreden

Art. 70. § 1. Het Instituut op elk ogenblik de plaats innemen van een in gebreke gebleven houder van verplichtingen en ambtshalve uit diens naam een verkennend bodemonderzoek, een behandeling van de bodemverontreiniging, veiligheidsmaatregelen of follow-upmaatregelen laten uitvoeren. In diezelfde omstandigheden kan het Instituut eveneens de bekendmakingsverplichtingen bedoeld in artikelen 52 en 53 vervullen.

Tijdens de drie voorafgaande maanden betekent het Instituut per aangetekend schrijven minstens één waarschuwing en één ingebrekestelling aan het adres van de in gebreke gebleven houder van de verplichtingen.

Een maand voor de toepassing van het eerste lid, brengt het Instituut de houder van zakelijke rechten en de exploitant van het betrokken terrein op de hoogte.

Het Instituut verhaalt de gemaakte kosten op de in gebreke gebleven houder van de verplichtingen of de persoon die aansprakelijk is krachtens artikel 24.

§ 2. Als het Instituut § 1, eerste lid, toepast, beschikt het over een algemeen voorrecht op alle roerende goederen van de nalatige personen bedoeld in § 1 en kan een wettelijke hypotheek leggen op het goed waarop de verplichtingen bedoeld in § 1 niet nagekomen werden.

Het voorrecht neemt rang onmiddellijk na de voorrechten bedoeld in artikelen 19 en 20 van de wet van 16 december 1851.

De rang van de wettelijke hypotheek wordt bepaald door de inschrijvingsdatum krachtens de gelijkvormigheidsverklaring van het verkennend bodemonderzoek, de behandeling van de bodemverontreiniging of de veiligheids- of follow-upmaatregelen. De hypotheek wordt ingeschreven op verzoek van de ambtenaar die daartoe door de Regering aangesteld wordt.

§ 3. Het Instituut kan op elk ogenblik ambtshalve voor eigen rekening een verkennend bodemonderzoek, een gedetailleerd onderzoek of een risico-onderzoek laten uitvoeren dat krachtens deze ordonnantie niet ten laste is van een bepaalde geïdentificeerde persoon.

Een maand voor de toepassing van deze paragraaf, brengt het Instituut de houder van zakelijke rechten en de exploitant van het betrokken terrein op de hoogte.

Garanties financières

Art. 71. § 1^{er}. Les titulaires de l'obligation de traitement de la pollution du sol qui souhaitent mettre en œuvre la dérogation visée à l'article 17, § 2, ou céder cette obligation conformément à l'article 23, § 3, proposent à l'Institut par lettre recommandée un montant de garantie financière, correspondant au coût maximal estimé de réalisation de l'obligation de traitement de la pollution du sol. Ce montant est calculé et justifié par un expert en pollution du sol en tenant compte de la situation réelle de terrain et, le cas échéant, des hypothèses les moins favorables financièrement.

§ 2. Ces garanties financières peuvent prendre la forme de sûretés, de garanties bancaires, de gages de sommes ou de titres constitués dans les mains du notaire instrumentant ou d'assurances. Elles sont constituées au bénéfice de l'Institut, dans le délai et selon les modalités qu'il fixe, sans préjudice des dispositions visées au § 3. Les garanties financières peuvent être libérées progressivement avec l'avancement de la réalisation de l'obligation de traitement de la pollution du sol.

§ 3. Le gouvernement peut préciser la nature et les modalités de calcul et de constitution des garanties financières.

Terres de remblai et de déblai

Art. 72. Afin d'éviter la contamination des sols, le gouvernement arrête les conditions d'utilisation, de transport, de dépôt, de traitement et de traçabilité des terres de remblai et de déblai.

CHAPITRE X. — Financement

Primes et subventions

Art. 73. Dans les limites budgétaires disponibles, l'Institut peut octroyer des primes pour la réalisation d'une reconnaissance de l'état du sol ou pour le traitement d'une pollution du sol orpheline.

Le gouvernement arrête le montant, les bénéficiaires, les conditions d'octroi ainsi que la procédure de demande et d'octroi des primes.

Accords sectoriels

Art. 74. Le gouvernement peut contribuer à la mise sur pied de fonds sectoriels d'assainissement du sol.

A cette fin, le gouvernement peut délivrer aux conditions qu'il détermine un agrément à une organisation représentative d'un secteur d'activité donné, chargée de la gestion d'un tel fonds et d'une mission de conseil en matière de prévention et de traitement de la pollution du sol engendrée par ce secteur.

CHAPITRE XI. — Sanctions

Sanctions pénales

Art. 75. Est puni d'un emprisonnement de un mois à cinq ans et d'une amende de 100 EUR à 10 millions EUR ou d'une de ces peines seulement :

— la personne qui exécute une mission devant être réalisée selon la présente ordonnance par un expert en pollution des sols agréé ou par un entrepreneur en assainissement enregistré, sans disposer de l'agrément ou de l'enregistrement requis;

— l'expert en pollution des sols ou l'entrepreneur en assainissement des sols qui n'a pas respecté les conditions d'agrément ou d'enregistrement;

— le cédant d'un droit réel ou d'un permis d'environnement qui n'a pas informé le cessionnaire ou transmis l'attestation du sol au cessionnaire, conformément à l'article 12, §§ 1^{er} et 2;

— le curateur qui ne respecte pas l'obligation d'information visée à l'article 59;

— celui qui ne respecte pas l'obligation de réaliser une reconnaissance de l'état du sol, une étude détaillée ou une étude de risque;

— celui qui ne respecte pas l'obligation de réaliser un projet d'assainissement, un projet d'assainissement limité ou d'exécuter des travaux d'assainissement;

— celui qui ne respecte pas l'obligation de réaliser un projet de gestion du risque ou de mettre en œuvre des mesures de gestion du risque;

Financiële zekerheden

Art. 71. § 1. De houders van de verplichting inzake behandeling van de bodemverontreiniging die de afwijking bedoeld in artikel 17, § 2, wensen toe te passen of de verplichting bedoeld in artikel 23, § 3, wensen over te dragen, stellen aan het Instituut per aangetekend schrijven een bedrag ter financiële zekerheid voor dat overeenstemt met de maximale geraamde kostprijs voor de uitvoering van de verplichting inzake de behandeling van de bodemverontreiniging. Dat bedrag wordt berekend en verantwoord door een bodemverontreinigingsdeskundige, rekening houdend met de reële situatie van het terrein en, in voorkomend geval, de financieel minst gunstige hypotheken.

§ 2. Deze financiële zekerheden kunnen de vorm aannemen van waarborgen, bankgaranties, of van het in pandgeven van gelden of effecten in handen van de instrumenterende notaris of verzekeringen. Ze worden gesteld ten voordele van het Instituut, binnen de termijn en volgens de modaliteiten die het Instituut bepaalt, onverminderd de bepalingen in § 3. De financiële zekerheden kunnen progressief vrijgegeven worden naar gelang de vorderingen van de uitvoering van de verplichting inzake behandeling van de bodemverontreiniging.

§ 3. De Regering kan de aard en de modaliteiten voor de berekening en de samenstelling van de financiële zekerheden nader bepalen.

Uitgegraven en aangevulde grond

Art. 72. Om bodemaantasting te voorkomen, legt de Regering de voorwaarden vast voor het gebruik, het transport, de opslag, de behandeling en de traceerbaarheid van uitgegraven en aangevulde grond.

HOOFDSTUK IX. — Financiering

Premies en subsidies

Art. 73. Binnen de grenzen van het beschikbare budget kan het Instituut premies toekennen voor de uitvoering van een verkennend bodemonderzoek of de behandeling van een weesverontreiniging van de bodem.

De Regering bepaalt het bedrag, de begunstigden, de toekenningsvoorwaarden en de aanvraag- en toekenningsprocedure van de premies.

Sectorale overeenkomsten

Art. 74. De Regering kan bijdragen aan de oprichting van sectorale fondsen voor de sanering van de bodem.

Tot dat doel kan de regering volgens de door haar bepaalde voorwaarden een accreditering toekennen aan een organisatie die een bepaalde activiteitensector vertegenwoordigt, en deze organisatie belasten met het beheer van een dergelijk fonds en een adviesopdracht inzake de preventie en behandeling van bodemverontreiniging veroorzaakt door deze sector.

HOOFDSTUK X. — Sancties

Strafrechtelijke sancties

Art. 75. Met een gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met een geldboete van 100 EUR à 10 miljoen EUR of met een van die straffen alleen wordt gestraft :

— de persoon die een opdracht uitvoert die krachtens deze ordonnantie uitgevoerd dient te worden door een erkende deskundige in bodemverontreiniging of een geregistreerde saneringsaannemer zonder over deze erkenning of registratie te beschikken;

— de deskundige in bodemverontreiniging of aannemer in bodem-sanering die de erkennings- of registratievoorwaarden niet heeft nageleefd;

— de overdrager van een zakelijk recht of een milieuvergunning die de overnemer niet ingelicht heeft of het bodemattest niet aan de overnemer bezorgd heeft in overeenstemming met artikel 12, § 1 en § 2;

— de curator die de meldingsverplichting bedoeld in artikel 59 niet naleeft;

— hij die zich niet houdt aan de verplichting een verkennend bodemonderzoek, een gedetailleerd onderzoek of een risico-onderzoek uit te voeren;

— hij die zich niet houdt aan de verplichting een saneringsvoorstel of beperkt saneringsvoorstel op te stellen of saneringswerken uit te voeren;

— hij die zich niet houdt aan de verplichting een risicobeheersvoorstel op te stellen of risicobeheersmaatregelen uit te voeren;

— celui qui ne respecte pas l'obligation de réaliser une évaluation finale;

— celui qui ne respecte pas la procédure d'identification et de traitement de la pollution du sol particulière visée à l'article 68;

— celui qui ne respecte pas l'obligation de mettre en œuvre des mesures de sécurité ou des mesures de suivi;

— celui qui ne respecte pas les obligations d'information visées aux articles 52 et 53;

— celui qui ne respecte pas les conditions d'utilisation, de transport, de dépôt, de traitement et de traçage des terres de remblai et de déblai;

— celui qui ne constitue pas une garantie financière conformément aux articles 17, § 2, 23, § 3 et 71.

Les dispositions du chapitre VII et de l'article 85 du Code pénal s'appliquent aux infractions aux dispositions de la présente ordonnance.

Nullité et inopposabilité de la transaction

Art. 76. § 1^{er}. La nullité de toute aliénation de droits réels sur un terrain inscrit à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0 peut être poursuivie devant les cours et tribunaux de l'ordre judiciaire par le cessionnaire, à défaut pour la personne visée à l'article 13, § 1^{er} d'avoir respecté les obligations qui lui sont imposées en vertu des articles 12, 13, § 1^{er} et 17.

« § 2. Sans préjudice de l'article 12, § 1^{er}, troisième alinéa, la nullité visée au § 1^{er} de la présente disposition ne peut être invoquée si les deux conditions suivantes sont remplies :

1° les obligations visées aux articles 12, 13, § 1^{er} et 17, §§ 1^{er} et 2, ont été exécutées avant la passation de l'acte authentique relatif à l'aliénation de droits réels;

2° l'acte authentique mentionne expressément la renonciation à la nullité par le cessionnaire. »

§ 3. Toute aliénation de droits réels sur un terrain inscrit à l'inventaire de l'état du sol dans la catégorie 0, réalisée en violation des dispositions de la présente ordonnance, est inopposable à l'Institut.

Etat du sol initial

Art. 77. Sans préjudice des articles 60, 61 et 66, lorsqu'une reconnaissance de l'état du sol n'a pas été réalisée sur un site préalablement au début ou à la poursuite d'une activité à risque conformément à l'article 13, § 2, 3° et 4° et § 3, l'état du sol de ce site au moment où cette reconnaissance de l'état du sol aurait dû être réalisée est considéré, pour les obligations d'identification et de traitement de la pollution du sol à charge de l'exploitant, et notamment pour déterminer un éventuel accroissement de pollution engendré par l'exploitation de l'activité à risque, comme respectant les normes d'assainissement.

Remise en état

Art. 78. Sans préjudice des articles 60, 61 et 66, lorsqu'une reconnaissance de l'état du sol n'a pas été réalisée sur un terrain conformément à l'article 13, §§ 4, 5 et 6, l'Institut peut imposer la remise du terrain concerné dans l'état où il se trouvait au moment où cette reconnaissance de l'état du sol aurait dû être réalisée, à charge du contrevenant, si la réalisation de la reconnaissance de l'état du sol et le traitement éventuel de la pollution du sol l'exige.

CHAPITRE XII. — Dispositions modificatives

Section 1^{re}. — Modification de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement

Art. 79. § 1^{er}. Il est ajouté au § 1^{er} de l'article 59 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement un second alinéa rédigé comme suit :

« Au cas où des obligations relatives à l'identification et au traitement de la pollution du sol doivent être réalisées avant la mise en œuvre du permis d'environnement en exécution de l'ordonnance du ... relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués, ce délai est suspendu de plein droit jusqu'à la constatation par l'Institut de la bonne exécution de ces obligations. »

— hij die zich niet houdt aan de verplichting een eindbeoordeling op te stellen;

— hij die zich niet houdt aan de bijzondere identificatie en behandelingsprocedure van de bodemverontreiniging bedoeld in artikel 68;

— hij die zich niet houdt aan de verplichting veiligheids- of follow-upmaatregelen te nemen;

— hij die zich niet houdt aan de bekendmakingsverplichtingen bedoeld in artikelen 52 en 53;

— hij die zich niet houdt aan de voorwaarden voor het gebruik, het transport, de opslag, de behandeling en de tracering van uitgegraven en aangevulde grond;

— hij die geen financiële zekerheid stelt in overeenstemming met artikel 17, § 2, 23, § 3 en artikel 71.

De bepalingen van hoofdstuk VII en artikel 85 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de inbreuken op de bepalingen van deze ordonnantie.

Nietigverklaring en niet-tegenstelbaarheid van de overdracht

Art. 76. § 1. De nietigverklaring van elke vervreemding van zakelijke rechten op een terrein dat opgenomen is in categorie 0 van de inventaris van de bodemtoestand, kan door de overnemer voor de Hoven of Rechtbanken van de Rechterlijke Orde worden gevorderd indien de persoon bedoeld in artikel 13, § 1, de verplichtingen die hem worden opgelegd krachtens artikel 12, 13, § 1 en 17, niet zijn nagekomen.

« § 2. Zonder afbreuk te doen aan artikel 12, § 1, derde lid, kan de nietigheid bedoeld in § 1 niet meer worden ingeroepen indien volgende voorwaarden zijn vervuld :

1° de verplichtingen opgelegd in de artikelen 12, 13, § 1 en 17, §§ 1 en 2, werden nagekomen vóór het verlijden van de authentieke akte betreffende de vervreemding;

2° de overnemer laat zijn verzaking aan de vordering tot nietigverklaring uitdrukkelijk vermelden in voormelde authentieke akte. »

§ 3. Elke vervreemding van zakelijke rechten op een terrein dat opgenomen is in categorie 0 van de inventaris van de bodemtoestand, uitgevoerd in overtreding met de bepalingen van deze ordonnantie, is niet tegenstelbaar aan het Instituut.

Aanvankelijke bodemtoestand

Art. 77. Indien er geen verkennend bodemonderzoek is uitgevoerd op een site vóór de aanvang of de voortzetting van een risicoactiviteit in overeenstemming met artikel 13 § 2, 3° en 4° en § 3, wordt er onverminderd artikelen 60, 61 en 66 van uitgegaan dat de bodemtoestand op die site op het ogenblik waarop het verkennend bodemonderzoek had moeten plaatsvinden, met het oog op de verplichtingen inzake identificatie en behandeling van de bodemverontreiniging ten laste van de exploitant en met name om een eventuele toename van de verontreiniging als gevolg van de uitbating van de risicoactiviteit vast te stellen, voldeed aan de saneringsnormen.

Herstel

Art. 78. Indien er geen verkennend bodemonderzoek is uitgevoerd op een terrein in overeenstemming met artikel 13, § 4, § 5 en § 6, kan het Instituut, onverminderd de artikelen 60, 61 en 66, eisen dat het betreffende terrein ten laste van de overtreder wordt hersteld in de toestand waarin het zich bevond op het ogenblik waarop het verkennend bodemonderzoek had moeten plaatsvinden, indien de uitvoering van het verkennend bodemonderzoek en de eventuele behandeling van de verontreiniging dit vereisen.

HOOFDSTUK XII. — Wijzigingsbepalingen

Afdeling I. — Wijziging van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen

Art. 79. § 1. Aan § 1 van artikel 59 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen wordt een tweede lid als volgt toegevoegd :

« In het geval dat verplichtingen inzake identificatie en de behandeling van de bodemverontreiniging moeten worden vervuld vóór de uitvoering van een milieuvergunning in uitvoering van de ordonnantie van ... betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems, wordt deze termijn van rechtswege opgeschort tot het Instituut heeft vastgesteld dat deze verplichtingen correct uitgevoerd werden. »

§ 2. La dernière phrase de l'article 63, § 1^{er}, 6°, de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement est remplacée par la disposition suivante :

« Cette déclaration est signée par le cédant et le cessionnaire de permis. Le cédant d'un permis d'environnement relatif à une activité à risque au sens de l'article 3, 3°, de l'ordonnance du ... relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués est responsable des obligations prescrites par l'ordonnance précitée. Il reste en outre titulaire du permis d'environnement cédé, aussi longtemps qu'il n'a pas accompli toutes ses obligations conformément à l'ordonnance précitée. »

§ 3. A l'article 63, § 2, de l'ordonnance précitée, la dernière phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Lorsque la remise en état entraîne l'identification et le traitement d'une pollution du sol, l'ordonnance du ... relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués s'applique. »

§ 4. Le deuxième alinéa de l'article 79 de l'ordonnance précitée est remplacé par la disposition suivante :

« Le Collège d'environnement est composé de 9 experts, nommés par le Gouvernement, sur une liste double de candidats présentés par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale. Les mandats sont conférés pour 6 ans et renouvelables une fois. Le Collège d'environnement est renouvelé tous les 3 ans par tiers. »

Section II. — Modification de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement

Art. 80. § 1^{er}. Dans l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, le 17° de l'article 2 est remplacé par la disposition suivante :

« 17° l'ordonnance du ... relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués ».

§ 2. Dans l'ordonnance précitée, le 12° de l'article 32 est remplacé par la disposition suivante :

« 12° au sens de l'ordonnance du ... relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués :

a) le cédant d'un droit réel ou d'un permis d'environnement qui n'a pas informé le cessionnaire ou transmis l'attestation du sol au cessionnaire, conformément à l'article 12, §§ 1^{er} et 2;

b) le curateur qui ne respecte pas l'obligation d'information visée à l'article 59;

c) celui qui ne respecte pas les obligations d'information visées aux articles 52 et 53;

d) celui qui ne constitue pas une garantie financière conformément aux articles 17, § 2, 23, § 3 et 71. »

§ 3. Dans l'ordonnance précitée, le 12° de l'article 33 est remplacé par la disposition suivante :

« 12° au sens de l'ordonnance du ... relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués :

a) celui qui exécute une mission devant être réalisée selon la présente ordonnance par un expert en pollution des sols agréé ou par un entrepreneur en assainissement enregistré, sans disposer de l'agrément ou de l'enregistrement requis;

b) l'expert en pollution des sols ou l'entrepreneur en assainissement des sols qui n'a pas respecté les conditions d'agrément ou d'enregistrement;

c) celui qui ne respecte pas l'obligation de réaliser une reconnaissance de l'état du sol, une étude détaillée ou une étude de risque;

d) celui qui ne respecte pas l'obligation de réaliser un projet d'assainissement, un projet d'assainissement limité ou d'exécuter des travaux d'assainissement;

e) celui qui ne respecte pas l'obligation de réaliser un projet de gestion du risque ou de mettre en œuvre des mesures de gestion du risque;

f) celui qui ne respecte pas l'obligation de réaliser une évaluation finale;

g) celui qui ne respecte pas la procédure d'identification et de traitement de la pollution du sol particulière visée à l'article 68;

h) celui qui ne respecte pas l'obligation de mettre en œuvre des mesures de sécurité ou des mesures de suivi;

§ 2. De laatste zin van artikel 63, § 1, 6°, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Deze aangifte wordt ondertekend door de overdrager en de overnemer van de vergunning. De overnemer van een milieuvergunning voor een risicoactiviteit in de zin van artikel 3, 3°, van de ordonnantie van ... betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems, moet instaan voor de verplichtingen die worden voorgeschreven in voormelde ordonnantie. Zolang hij niet alle zijn verplichtingen in overeenstemming met voormelde ordonnantie vervuld heeft, blijft hij houder van de overgedragen milieuvergunning. »

§ 3. In artikel 63, § 2 van de voormelde ordonnantie wordt de laatste zin vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer het herstel leidt tot de identificatie en behandeling van een bodemverontreiniging, is de ordonnantie van ... betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems van toepassing. »

§ 4. Het tweede lid van artikel 79 van voormelde ordonnantie wordt vervangen door volgende bepaling :

« Het Milieucollege bestaat uit 9 deskundigen, benoemd door de Regering, op een dubbele lijst van kandidaten voorgedragen door het Brussels Hoofdstedelijk Parlement. De mandaten worden voor 6 jaar toegekend en zijn eenmaal hernieuwbaar. Het Milieucollege wordt om de 3 jaar voor een derde van zijn leden hernieuwd. »

Afdeling II. — Wijziging van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu

Art. 80. § 1. In de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu wordt 17° van artikel 2 vervangen door de volgende bepaling :

« 17° de ordonnantie van ... betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems ».

§ 2. In voormelde ordonnantie wordt 12° van artikel 32 vervangen door de volgende bepaling :

« 12° in de zin van de ordonnantie van ... betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems :

a) de overdrager van een zakelijk recht of een milieuvergunning die de overnemer niet ingelicht heeft of het bodemattest niet aan de overnemer bezorgd heeft in overeenstemming met artikel 12, § 1 en § 2;

b) de curator die de meldingsplicht bedoeld in artikel 59 niet naleeft;

c) hij die zich niet houdt aan de bekendmakingsverplichtingen bedoeld in artikelen 52 en 53;

d) hij die geen financiële zekerheid stelt in overeenstemming met artikel 17, § 2, 23, § 3 en artikel 71. »

§ 3. In voormelde ordonnantie wordt 12° van het artikel 33 vervangen door de volgende bepaling :

« 12° in de zin van de ordonnantie van ... betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems :

a) hij die een opdracht uitvoert die krachtens deze ordonnantie uitgevoerd dient te worden door een erkende deskundige in bodemverontreiniging of een geregistreerde saneringsaannemer zonder over deze erkenning of registratie te beschikken;

b) de deskundige in bodemverontreiniging of aannemer in bodemsanering die de erkennings- of registratievoorwaarden niet heeft nageleefd;

c) hij die zich niet houdt aan de verplichting een verkennend bodemonderzoek, een gedetailleerd onderzoek of een risico-onderzoek uit te voeren;

d) hij die zich niet houdt aan de verplichting een saneringsvoorstel of beperkt saneringsvoorstel op te stellen of saneringswerken uit te voeren;

e) hij die zich niet houdt aan de verplichting een risicobeheersvoorstel op te stellen of risicobeheersmaatregelen uit te voeren;

f) hij die zich niet houdt aan de verplichting een eindbeoordeling op te stellen;

g) hij die zich niet houdt aan de bijzondere identificatie en behandelingsprocedure van de bodemverontreiniging bedoeld in artikel 68;

h) hij die zich niet houdt aan de verplichting veiligheids- of follow-upmaatregelen te nemen;

i) celui qui ne respecte pas les conditions d'utilisation, de transport, de dépôt, de traitement et de traçage des terres de remblai et de déblai. »

Section III. — Modification de l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement

Art. 81. Dans l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement, le 9^e tiret de l'article 3, § 2, est remplacé par la disposition suivante :

« — surveiller et inventorier la qualité des sols, et veiller au traitement de la pollution du sol. »

CHAPITRE XIII. — *Dispositions transitoires, abrogatoire et finale*

Inventaires

Art. 82. § 1^{er}. Les terrains inscrits à l'inventaire des sols pollués ou pour lesquels existent de fortes présomptions de pollution importantes, conformément aux articles 6 et 7 de l'ordonnance du 13 mai 2004 relative à la gestion des sols pollués, sont d'office inscrits, par parcelle, dans les catégories de l'état du sol correspondantes de l'inventaire de l'état du sol.

§ 2. Les terrains pour lesquels une reconnaissance de l'état du sol, une étude de risque ou des mesures de contrôle réalisées en exécution de l'ordonnance du 13 mai 2004 relative à la gestion des sols pollués permet d'indiquer qu'ils relèvent des catégories de l'état du sol 1 ou 2 de l'inventaire de l'état du sol, sont d'office inscrits, par parcelle, dans ces catégories.

§ 3. L'article 7 de l'ordonnance du 13 mai 2004 relative à la gestion des sols pollués reste d'application pour les terrains pour lesquels la procédure décrite à cet article a été entamée avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Aliénation de droits réels

Art. 83. L'article 12, § 1^{er}, de la présente ordonnance ne s'applique pas aux aliénations de droits réels suivantes :

— les ventes de gré à gré dont la convention sous seing privé est signée antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance;

— les ventes publiques dont le cahier des charges est signé antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et à condition que la publicité soit déjà parue au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance;

— en ce qui concerne les autres aliénations de droits réels :

— les aliénations à caractère consensuel dont la convention est signée antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance;

— les aliénations à caractère solennel dont l'acte authentique est reçu antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance. ».

Etudes, travaux et mesures

Art. 84. § 1^{er}. Les études du sol réalisées avant le 20 janvier 2005 peuvent être assimilées par l'Institut à des études du sol en exécution de la présente ordonnance, si elles correspondent aux critères fixés par le gouvernement.

§ 2. L'ordonnance du 13 mai 2004 relative à la gestion des sols pollués s'applique pour les études, les projets, les mesures et les travaux en cours d'exécution au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance. Les obligations subséquentes à ces études, projets, mesures et travaux sont régies par la présente ordonnance.

§ 3. Les reconnaissances de l'état du sol, les études de risque et les projets d'assainissement approuvés par l'Institut en exécution de l'ordonnance du 13 mai 2004 relative à la gestion des sols pollués sont considérés, pour la mise en œuvre de la présente ordonnance, comme équivalents respectivement aux reconnaissances de l'état du sol, aux études de risque et aux projets d'assainissement institués par la présente ordonnance. Ces mêmes études ou projets peuvent être assimilés par l'Institut à des études détaillées et des projets de gestion du risque institués par la présente ordonnance.

Abrogation

Art. 85. L'ordonnance du 13 mai 2004 relative à la gestion des sols pollués est abrogée, à l'exception des articles 10, 2^o et 11, 1^o, jusqu'à la date fixée par le gouvernement tenant compte de la procédure de validation des informations détaillées de l'inventaire de l'état du sol.

i) hij die zich niet houdt aan de voorwaarden voor het gebruik, de opslag, het transport, de behandeling en de tracerings van uitgegraven en aangevulde grond. »

Afdeling III. — Wijziging van het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer

Art. 81. In het Koninklijk Besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer wordt het 9^e streepje van artikel 3, § 2, vervangen door de volgende bepaling :

« — toezicht houden op en een inventaris opmaken van de bodemkwaliteit en zorgen voor de behandeling van bodemverontreiniging. »

HOOFDSTUK XIII. — *Overgangsbepalingen, opheffingsbepaling en slotbepaling*

Inventarissen

Art. 82. § 1. De terreinen die opgenomen zijn in de inventaris van de verontreinigde bodems of waarvoor er sterke aanwijzingen op omvangrijke verontreiniging bestaan, worden in overeenstemming met artikelen 6 en 7 van de ordonnantie van 13 mei 2004 betreffende het beheer van verontreinigde bodems ambtshalve per perceel opgenomen in de overeenkomstige bodemtoestandscategorieën in de inventaris van de bodemtoestand.

§ 2. De terreinen waarvoor een verkennend bodemonderzoek, een risico-onderzoek of controlemaatregelen, uitgevoerd ter uitvoering van de ordonnantie van 13 mei 2004 betreffende het beheer van verontreinigde bodems, aantonen dat ze vallen onder bodemtoestandscategorieën 1 of 2 van de inventaris van de bodemtoestand, worden ambtshalve per perceel opgenomen in deze categorieën.

§ 3. Artikel 7 van de ordonnantie van 13 mei 2004 betreffende het beheer van verontreinigde bodems blijft van toepassing op de terreinen waarvoor de in onderhavig artikel besproken procedure begonnen werd vóór de inwerkingtreding van deze ordonnantie.

Vervreemding van zakelijke rechten

Art. 83. Artikel 12, § 1 is niet van toepassing op volgende vervreemdingen van zakelijke rechten :

— de verkopen uit de hand waarvoor de onderhandse overeenkomst is getekend vóór de inwerkingtreding van onderhavige ordonnantie;

— de openbare verkopen waarvan het lastenkohier is getekend vóór de inwerkingtreding van onderhavige ordonnantie en op voorwaarde dat de publiciteit reeds is verschenen op het ogenblik van de inwerkingtreding van onderhavige ordonnantie;

— wat betreft andere overdrachten van zakelijke rechten :

— de vervreemdingen met consensueel karakter waarvoor de overeenkomst is getekend vóór de inwerkingtreding van onderhavige ordonnantie;

— de vervreemdingen met plechtig karakter waarvan de authentieke akte is verleden vóór de inwerkingtreding van onderhavige ordonnantie. ».

Onderzoeken, werken en maatregelen

Art. 84. § 1. De bodemonderzoeken die vóór 20 januari 2005 uitgevoerd werden, kunnen door het Instituut gelijkgesteld worden met bodemonderzoeken ter uitvoering van deze ordonnantie, indien ze voldoen aan de door de Regering bepaalde criteria.

§ 2. De ordonnantie van 13 mei 2004 betreffende het beheer van verontreinigde bodems is van toepassing op de onderzoeken, de voorstellen, de maatregelen en de werken die in uitvoering zijn op het ogenblik waarop deze ordonnantie van kracht wordt. De daaropvolgende verplichtingen betreffende deze onderzoeken, voorstellen, maatregelen en werkzaamheden worden door deze ordonnantie geregeld.

§ 3. De verkennende bodemonderzoeken, risico-onderzoeken en saneringsvoorstellen die door het Instituut goedgekeurd zijn ter uitvoering van de ordonnantie van 13 mei 2004 betreffende het beheer van verontreinigde bodems, worden voor de toepassing van deze ordonnantie beschouwd als gelijkgesteld aan respectievelijk de verkennende bodemonderzoeken, de risico-onderzoeken en de saneringsvoorstellen die door deze ordonnantie opgelegd worden. Diezelfde onderzoeken of voorstellen kunnen door het Instituut gelijkgesteld worden met de gedetailleerde onderzoeken en de risicobeheersvoorstellen die door deze ordonnantie opgelegd worden.

Opheffing

Art. 85. De ordonnantie van 13 mei 2004 betreffende het beheer van verontreinigde bodems wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 10, 2^o en artikel 11, 1^o tot de datum die de Regering vaststelt rekening houdend met de validatieprocedure voor de gedetailleerde gegevens van de inventaris van de bodemtoestand.

Entrée en vigueur

Art. 86. La présente ordonnance entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement, et au plus tard le 1^{er} janvier 2010.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 mars 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

Mme E. HUYTEBROECK

Note

(1) *Session ordinaire 2008-2009 :*

Documents du Parlement. — Projet d'ordonnance, A-533/1. — Rapport, A-533/2. — Amendements après rapport, A-533/3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du vendredi 13 février 2009.

Inwerkingtreding

Art. 86. Deze ordonnantie treedt in werking op de datum die door de Regering bepaald wordt, en uiterlijk op 1 januari 2010.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 maart 2009.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PIQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Nota

(1) *Gewone zitting 2008-2009 :*

Documenten van het Parlement. — Ontwerp van ordonnantie, A-533/1. — Verslag, A-533/2. — Amendementen na verslag, A-533/3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van vrijdag 13 februari 2009.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[S - C - 2009/00112]

Personnel. — Nominations

Par arrêté royal du 16 janvier 2009, M. Vincent Eveillard, est nommé en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, Services centraux, cadre linguistique français, à partir du 1^{er} novembre 2008.

Par arrêté royal du 16 janvier 2009, M. David Fourmanoir, est nommé en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, Services centraux, cadre linguistique français, à partir du 1^{er} novembre 2008.

Par arrêté royal du 16 janvier 2009, M. Norman Géonet, est nommé en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, Services centraux, cadre linguistique français, à partir du 1^{er} novembre 2008.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[S - C - 2009/00112]

Personeel. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 16 januari 2009 wordt de heer Vincent Eveillard, benoemd tot rijksambtenaar in klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Centrale Diensten, Franstalig kader, met ingang van 1 november 2008.

Bij koninklijk besluit van 16 januari 2009 wordt de heer David Fourmanoir, benoemd tot rijksambtenaar in klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Centrale Diensten, Franstalig kader, met ingang van 1 november 2008.

Bij koninklijk besluit van 16 januari 2009 wordt de heer Norman Géonet, benoemd tot rijksambtenaar in klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Centrale Diensten, Franstalig kader, met ingang van 1 november 2008.